



M. Gorbatchev face au « nouveau Reagan »

Il ne fallait pas s'attendre — et M. Reagan, sans aucun doute, avait parié en ce sens — à une réaction très vive de Moscou aux dernières démonstrations de force de la flotte américaine dans le golfe de Syrie. En tant que grande puissance conservatrice, soucieuse de suivre sa propre stratégie et pas celle des autres, l'URSS a plus que quelconque horreur de se laisser déborder par les initiatives de ses clients ou amis, d'être entraînée dans une crise ou une escalade qui ne serait pas de son fait. Si la Libye sert à bien des égards ses desseins dans le monde arabe et en Méditerranée orientale, le colonel Kadhafi est loin d'être considéré au Kremlin comme un partenaire sûr et prévisible, ce qu'un Fidel Castro, par exemple, a fini par devenir après maintes péripéties.

C'est bien pourquoi Moscou s'est gardé de la moindre action concrète pendant les derniers affrontements, pourquoi aussi le libellé de ses protestations a été soigneusement calibré. Pas un mot par exemple sur ce qui a servi de prétexte à la démonstration de la VI^e flotte : la prétention du colonel de Tripoli à proclamer le golfe de Syrie comme ses eaux intérieures. La flotte soviétique s'est mise à déployer, depuis Dreiner, son pavillon sur toutes les mers du globe. Le Kremlin n'a eu qu'une protestation formelle devant le récent passage « innocent » de deux navires de guerre américains près de ses côtes de Crimée. Ce n'est pas à lui de mettre en cause le principe de libre navigation.

Plus originale est la proposition de retrait simultané des navires de guerre américains et soviétiques de toute la Méditerranée. Comme il l'avait fait en janvier à propos des euro-missiles, M. Gorbatchev montre sa prédilection pour les solutions radicales et séduisantes : retrait total et réciproque, apparente noblesse de sacrifices demandés aux seules grandes puissances (le dirigeant soviétique prend soin en effet d'ajouter qu'aucune restriction ne serait imposée aux pays riverains de la Méditerranée « à la première étape »), grande conférence sur « la sécurité et la coopération en Méditerranée » du type de ce qui a été fait à propos de l'Europe.

Bien entendu, une telle proposition coûte d'autant moins cher que M. Gorbatchev la sait inacceptable. Non seulement M. Reagan a déjà fait dire qu'il n'en voulait pas, mais l'on voit mal comment les pays de la rive nord de la Méditerranée, tous membres de l'Alliance atlantique à l'exception de la Yougoslavie et de l'Albanie, se passeraient de la garantie que représente la VI^e flotte.

Il reste que les manifestations d'intransigence plus ou moins « tous azimuts » des Etats-Unis à l'heure actuelle font oublier le Reagan amical et rassurant du sommet de Genève, et que cela ne va pas sans problèmes pour M. Gorbatchev. Clôturant le 6 mars le congrès de son parti, ce dernier avait en des accents plutôt défensifs pour se refuser à « claquer la porte » devant le dialogue qu'il avait inauguré, même si, ajoutait-il, « c'est précisément à cela que l'on nous pousse ». Les récents événements pourraient fournir des arguments aux Gromyko et autres tenants de la « politique du bunker » qui avait marqué la fin du règne de la vieille génération en 1984.

Dans l'immédiat, M. Gorbatchev cherche apparemment à maintenir sa ligne en multipliant à l'adresse des opinions publiques les propositions séduisantes, tout en renvoyant à plus tard les négociations au fond avec l'interlocuteur américain. Mais il pourrait être amené à se durcir davantage si le « nouveau Reagan » accentuait sa pression.

(Lire nos informations page 2.)

LES FRONTIÈRES DE LA COHABITATION

M. Mitterrand veut éviter la « cogestion » avec le gouvernement de M. Chirac

Le refus exprimé par M. Mitterrand, mercredi 26 mars en conseil des ministres, de signer d'éventuelles ordonnances qui ne représenteraient pas « un progrès par rapport aux acquis sociaux » s'inscrit dans la

Il est passé par ici, il repassera par là... On est le pouvoir ? Depuis le 16 mars et sa nouvelle donne, l'exécutif se balade de l'Elysée à Matignon, rive droite, rive gauche et retour, avec crochets, à l'occasion, par l'Hôtel de Ville de Paris. C'est du moins l'impression que peuvent éprouver les électeurs spectateurs — tête droite, tête gauche — lorsqu'ils observent le comportement des deux monstres sacrés du moment, M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac.

L'intervention du président de la République au conseil des ministres, aussitôt rapportée par son porte-parole et répercutée comme il se doit, apparaît comme un épisode de plus dans la superbe bataille de communication que se livrent l'Elysée et Matignon. L'opinion est prise à témoin.

Version Chirac : le gouvernement gouverne, et vite, dans la plénitude de ses fonctions. Version Mitterrand : le gouvernement gouverne, conformément à la volonté populaire et aux institutions, mais il ne pourra pas faire à l'impromptu. Version commune : chacun exercera ses pouvoirs autant que possible en harmonie. Version cachée : chacun surveille l'autre avant de tenter de le grignoter.

« Bien joué ! » a-t-on admis côté gouvernement lorsque l'on a pris la mesure de l'impact des propos tenus par le chef de l'Etat. Pourtant, M. Mitterrand n'a fait, sur le fond, que répéter ce qu'il avait déjà dit à M. Chirac alors « pressenti » avant de le nommer premier ministre : il n'acceptera « des ordonnances qu'en nombre limité et portant sur des sujets

précis afin que soient respectées les règles du Parlement ».

M. Mitterrand l'avait aussi laissé entendre, sous une autre forme, au cours de la réunion du premier conseil des ministres, le samedi 22 mars. Il n'y avait pas là matière à affrontement puisque le chef du gouvernement l'entendait bien ainsi.

Le chef de l'Etat a également affirmé qu'en matière sociale « il ne signifierait que les ordonnances qui représenteraient un progrès par rapport aux acquis », déclaration conforme à la volonté exprimée par lui au cours de la campagne électorale et à l'idée qu'il se fait de sa mission de « garant de la cohésion sociale » du pays.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 5 et les articles de PATRICK JARREAU et d'ANDRÉ PASSERON.)

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE L'ÉTAT PAKISTANAIS

Les espoirs afghans du général Zia

Les Etats-Unis continueront à soutenir fermement la lutte de la résistance afghane contre l'« empire soviétique », a déclaré M. Edwin Meese, mercredi 26 mars, dans un camp de réfugiés proche de la frontière pakistano-afghane. Le ministre de la justice américain, en visite officielle au Pakistan, a lu aux réfugiés un message du président Reagan affirmant que les Etats-Unis « resteront aux

côtés des hommes et femmes épris de liberté partout dans le monde : au Nicaragua, en Angola, au Mozambique, et tout particulièrement en Afghanistan ».

Dans l'entretien qu'il a accordé à notre envoyé spécial, le chef de l'Etat pakistanais, le général Zia Ul Haq, envisage avec un certain optimisme un possible dénouement de la crise afghane.

De notre envoyé spécial

Rawalpindi. — Après avoir gouverné son pays pendant près de dix ans à l'aide de la loi martiale, le général Zia Ul Haq s'est lancé dans une nouvelle entreprise depuis le début de l'année : « Ancrer la démocratie » au Pakistan, ce qui n'est pas une mince affaire. Depuis la levée de la loi martiale, en effet, les oppo-

sants au régime ont organisé plusieurs manifestations dans les principales villes, pour réclamer notamment de nouvelles élections afin de remplacer l'Assemblée actuelle, élue il y a un peu plus d'un an. Le président Zia n'en estime pas moins que les trois mois qui se sont écoulés depuis la fin du régime militaire, constituent un « excellent début » ; même si 1986 s'annonce comme une année « cruciale ».

Ce militaire — il demeure commandant en chef des forces armées — a un autre sujet de satisfaction. 1986 pourrait également voir l'armistice d'un règlement du conflit afghan, auquel le Pakistan est d'autant plus partie prenante qu'il accueille quelque trois millions de réfugiés. Le général Zia, qui nous a reçu, le mardi 25 mars à Rawalpindi, mentionne, en effet, des « indications très positives » selon lesquelles Moscou serait prêt à négocier le retrait des troupes soviétiques qui se battent en Afghanistan.

« Vous avez déclaré récemment, en ce qui concerne un règlement du conflit, que les signaux reçus de Moscou laissent penser que les Soviétiques souhaitent se retirer.

— Pour la première fois devant le congrès, le secrétaire général M. Gorbatchev a déclaré que les Soviétiques veulent se retirer d'Afghanistan. Puis il a laissé entendre qu'il y avait eu un accord entre l'Union soviétique et l'Afghanistan sur un programme de retrait des troupes. Tout ce qu'il nous reste à faire, maintenant, c'est d'insérer ce plan dans celui de M. Cordovez (le médiateur de l'ONU) pour passer aux choses sérieuses.

« Mais nous avons aussi reçu d'autres indications, très positives, qui nous ont paru assez significatives pour en tirer deux conclusions. D'une part, l'Union soviétique veut coopérer à la recherche d'une solution politique. D'autre part, l'Union soviétique ne peut pas permettre l'existence d'un Afghanistan hostile à son égard, et nous en tenons compte. Nous lui accordons cela. Nous disons : les Soviétiques doivent se retirer, l'Afghanistan doit être leur ami, et, cela dit, qu'on laisse les Afghans régler leurs propres affaires et choisir le type de gouvernement qu'ils souhaitent.

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE POMONTI.
(Lire la suite page 3.)

Les accusations contre M. Waldheim

Le département de la justice américain se penche sur le passé de l'ancien secrétaire général des Nations unies.

PAGE 4

L'endettement des pays en voie de développement

Plus de 1 000 milliards de dollars en 1986, selon un rapport de la Banque mondiale.

PAGE 20

La violence au quotidien en Afrique du Sud

Vingt-huit tués en moins de vingt-quatre heures...

PAGE 4

Deux nouveaux virus du SIDA

Une découverte qui bouleverse les connaissances sur les origines de la maladie.

PAGE 8

Pas de loi d'amnistie

Matignon a démenti les informations selon lesquelles une loi d'amnistie pour les automobilistes contrevenants serait en préparation.

PAGE 24

Le Monde

DES LIVRES

- Histoire : la passion de Fernand Braudel.
- Poésie : du côté de chez Jean Tardieu.
- Lettres étrangères : pour son 91^e anniversaire, un portrait de Ernst Jünger.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Le parfum, histoire d'un meurtre », de Patrick Süskind.

(Pages 9 à 13)

Etranger (2 à 4) • Politique (5 à 7) • Société (8) • Culture (14) • Communication (15) • Economie (20 à 22)

Programmes des spectacles (16) • Radio-télévision (17) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (18 et 19) • Carnet (19) • Annonces classées (17)

ENTREPRISES ET SALARIÉS

D'abord, continuer...

par PIERRE DROUIN

Parmi les services rendus à la nouvelle majorité par les socialistes, la restauration des valeurs de l'entreprise n'est sûrement pas le moindre. Qui pouvait imaginer en 1981 que, grâce à la gauche, la réhabilitation du profit, la désindexation des salaires, l'envoi de la Bourse, la meilleure compréhension par le personnel des nécessités de la production seraient inscrites dans l'héritage ? Si l'on songe que l'environnement international n'a jamais été aussi favorable à une croissance dans la stabilité, il faut reconnaître, avec Lionel Stoléru, que les nouveaux gouvernants n'auront pas d'alibi économique à l'échec (1).

Pour ce qui dépend de la France, l'important est aujourd'hui que les décideurs privés, forts de leur reconnaissance par l'opinion et de l'arrivée au pouvoir de leurs alliés naturels ne poussent pas les travailleurs à quelque exaspération.

Le silence des syndicats pendant la campagne électorale a été très remarqué, comme la chute du nombre des conflits sociaux depuis un an, malgré les efforts de la CGT pour allumer les mèches ici et là, ou entraîner les travailleurs dans des mouvements

plus généraux. Cette sagesse, qui s'explique autant par la crainte du chômage que par la meilleure appréciation des conditions concrètes de réussite des entreprises ne résisterait pas à des provocations alimentées par un esprit de revanche.

Il existe encore un potentiel considérable de « participation », mot qu'on ose ressortir officiellement après les lois Auroux, bémols au reste, bien que non expressément, par la plate-forme UDF-RPR ! L'évolution de la mentalité des salariés, en ce sens, continue d'être enregistrée dans toute l'Europe et c'est une chance pour la France d'avoir rejoint, sur ce plan, certains voisins plus audacieux.

Une enquête effectuée pour la Commission européenne auprès des travailleurs (2) donne une série d'indications importantes : une majorité d'entre eux se déclarent prêts à accepter une baisse de salaire si leur entreprise est en difficulté, à condition de recueillir une participation aux bénéfices lorsque la situation s'améliorait.

(Lire la suite page 22.)

- (1) Temps forts, n° 43.
- (2) Futuribles, février 1986.

étranger

DIPLOMATIE

Les Etats-Unis ont rejeté la proposition de M. Gorbatchev de retrait simultané des flottes américaine et soviétique en Méditerranée

Washington a immédiatement rejeté, jeudi 27 mars, la proposition de Moscou d'un retrait simultané des flottes américaine et soviétique en Méditerranée. Un porte-parole du département d'Etat a expliqué que les manœuvres de la VI^e flotte au large du golfe de Syrie avaient pour but de faire respecter le droit à la libre navigation dans les eaux internationales ; « cela est parfaitement clair, a-t-il dit, et nous avons informé les Soviétiques des raisons de notre présence ». De bonne source, on souligne encore à Washington que le gouvernement Reagan a tenu l'URSS dûment informée de ce

qui risquait de se produire entre Américains et Libyens, afin que Moscou puisse mettre à l'abri ses techniciens et conseillers militaires opérant en Libye.

Aucun incident n'a été signalé dans le golfe de Syrie depuis près de quarante-huit heures, et la VI^e flotte pourrait écourter ses manœuvres et quitter ce secteur dès ce jeudi 27 mars. En revanche, une vive polémique a mis aux prises, mercredi soir, les Etats-Unis et l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU. Le nouveau représentant soviétique, M. Yuri Dubinski, a

réclamé une « condamnation résolue des actes d'agression américains ». Le délégué américain, le général Vernon Walters, lui a répondu que le seul objectif des Etats-Unis avait été de défendre la liberté de navigation dans les eaux internationales.

Le New York Times rapporte, pour sa part, que le président Reagan a décidé de se confronter à la Libye dans le golfe de Syrie après avoir appris que des agents opéraient pour le compte de ce pays préparant des attaques terroristes contre des diplomates américains. — (AFP, Reuter.)

Parler fort et ne rien faire

Moscou. — M. Gorbatchev a choisi de parler fort et de ne rien faire, au moins pour l'instant. Recevant, mercredi 26 mars au Kremlin, le président algérien Chadli Bendjedid, le secrétaire général a eu, à l'égard des Etats-Unis, des mots très sévères, peut-être les plus durs qu'il ait jamais employés jusqu'ici, mais il n'a pas laissé entrevoir de réaction soviétique immédiate à la « punition » infligée par Washington à Tripoli. « Ces jours-ci, les Etats-Unis ont montré clairement leur visage d'impérialisme et de banditisme », en faisant « usage de leurs armes contre la Libye indépendante et souveraine », a dit le numéro un soviétique devant le président algérien.

M. Gorbatchev, pourtant, a enchaîné aussitôt en proposant d'inclure ces « bandits » dans une conférence internationale sur la Méditerranée. « On ne reste pas indifférent, en Union soviétique, devant les initiatives des pays non alignés de la Méditerranée qui se

préparent à tenir cette année, à Malte, leur deuxième conférence. Nous estimons qu'un rôle utile serait joué également par une conférence plus large, comparable à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. En plus des pays méditerranéens et des pays limitrophes de cette région, les Etats-Unis et d'autres pays intéressés pourraient y prendre part », a-t-il déclaré.

Mais les Etats-Unis sont aussi conviés à une négociation directe portant sur un retrait simultané des flottes soviétique et américaine de Méditerranée : « L'Union soviétique, a dit encore M. Gorbatchev, n'a pas besoin, en principe, de la présence permanente de ses forces navales en Méditerranée ». Après avoir observé que ses forces y séjournent « uniquement à cause de la présence à proximité immédiate des frontières de l'URSS de la VI^e flotte américaine », le dirigeant soviétique a

ajouté : « Si les Etats-Unis en retiennent leur flotte, l'Union soviétique le ferait en même temps. Nous sommes prêts à engager sans tarder des discussions sur ce problème ».

Le premier destinataire du message était en tout cas nettement mieux choisi que les Etats-Unis. Le président algérien a cherché, depuis son arrivée au pouvoir en 1979, à améliorer ses relations avec Washington tout en maintenant de bons rapports avec Moscou. Il y a réussi jusqu'ici, et l'armée algérienne continue, pour l'essentiel, d'être équipée avec du matériel soviétique.

Arrivé mardi à Moscou, M. Chadli Bendjedid, dont c'est la deuxième visite en URSS depuis sa prise de fonctions, a évoqué de son côté « la politique de véritable non-alignement » suivie par son pays. Voulait-il dire que d'autres pays arabes ne pratiquaient pas autant que l'Algérie les vertus du « non-alignement véritable » ? Le chef de

l'Etat algérien est certes inquiet au plus haut degré des événements actuels en Méditerranée et « condamne l'agression perpétrée contre la Libye ». Il n'a cependant pas nommé désigné l'agresseur, évitant, au Kremlin en tout cas, de prononcer le nom des Etats-Unis.

MM. Gorbatchev et Chadli Bendjedid sont, enfin, favorables à la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. Des divergences existent cependant entre Moscou et Alger sur l'organisation concrète de cette dernière, ardemment souhaitée par l'URSS, qui compte faire ainsi sa rentrée sur la scène proche-orientale. Le président algérien pourrait quitter Moscou ce jeudi soir ou vendredi matin après avoir clarifié discrètement diverses questions touchant au prix payé, en devises fortes, par Alger pour l'acquisition de matériel militaire soviétique moderne.

DOMINIQUE DHOMBRES.

HENRY KISSINGER DEVANT LES ÉLÈVES DE HEC

Les otages, Kadhafi et la cohabitation...

Faut-il négocier avec les preneurs d'otages ? Leur parler ? Leur céder, en ouvrant les portes des prisons françaises où sont enfermés des auteurs d'attentats criminels, dont les ravisseurs demandent la libération ? L'ancien secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, qui était, mercredi 26 mars, à Paris, l'invité des anciens élèves de l'Ecole des hautes études commerciales, a pris sur cette question d'une dramatique actualité une position qui paraît à certains trop tranchée, mais qui a au moins le mérite de la clarté.

Pour l'ancien collaborateur de Richard Nixon, mieux vaut ne pas bercer la population d'illusions. Les otages doivent être considérés comme « perdus ». « Toutement opposé à toute forme de négociations », a-t-il déclaré, « par l'intermédiaire d'émissaires — avec les ravisseurs, M. Kissinger estime que seule une attitude de fermeté absolue est de nature à les dissuader de continuer à agir de la sorte. Prendre langue avec eux ne peut, au contraire, que les confirmer dans la conviction que leur méthode est la bonne et leur signifier que les Etats qui en sont victimes sont prêts à « payer un prix » pour récupérer des otages séquestrés. C'est du même coup ouvrir la voie à de nouvelles prises d'otages. Un cycle sans fin, d'où la démocratie ne peut que sortir perdante.

A propos des affrontements avec la Libye, M. Kissinger ne s'est pas montré plus accommodant.

Il est à ses yeux « intolérable » qu'un pays s'approprie une partie de l'espace maritime, en l'occurrence le golfe de Syrie, sans respect de la loi internationale. Un tel défi doit prendre fin, et de la manière la moins « ambiguë possible ». Autrement dit, les Etats-Unis doivent, dans cette affaire, selon M. Kissinger, aller « jusqu'au succès ». En clair, Washington pourrait être amené à « faire plus » que le simple bombardement de sites de lancement de missiles en Libye. Les risques d'une telle opération seraient, assez limités, estime M. Kissinger, car les Soviétiques n'interviendront pas.

L'ancien secrétaire d'Etat, en revanche, a retrouvé toute sa prudence lorsqu'il lui a été demandé de se prononcer sur la situation politique française, au lendemain du 18 mars. La cohabitation ? Ça peut marcher, s'est-il risqué à dire car, et M. Mitterrand et M. Chirac sont des hommes politiques « chevronnés », et aucun d'eux n'a intérêt à porter la responsabilité d'une rupture. Se représentant, M. Kissinger a, toutefois, apporté un correctif à ce premier jugement. Ça peut marcher, certes, « mais pas indéfiniment ». En attendant, mieux vaut jouer le jeu : M. Kissinger a rencontré, mercredi après-midi, le président de la République, et le soir M. Chirac.

MANUEL LUCBERT.

APRÈS AVOIR ÉTÉ TRANSFÉRÉS D'AFGHANISTAN EN SUISSE GRACE AU CICR

Huit prisonniers soviétiques ont regagné l'URSS

De notre correspondant

Genève. — Nicolas Ivanovitch, vingt-quatre ans, le dernier des onze soldats de l'armée soviétique internés en Suisse après y avoir été transférés par les soins du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a manifesté, comme la plupart de ses camarades avant lui, son désir de retourner au pays : il s'est envolé pour l'URSS le 26 mars à bord d'un avion de l'Aeroflot. Deux des onze internés se sont établis en Suisse et un autre en République fédérale.

Le Comité international de la Croix-Rouge a publié, mercredi 26 mars à Genève, un communiqué dans lequel il déclare qu'il continue de prêter le recours à cette solution

humanitaire. L'envoi en Suisse des prisonniers soviétiques tombés entre les mains des maquisards était, aux yeux des responsables du CICR, le seul moyen de leur garantir la vie sauve, la résistance afghane ne possédant pas l'infrastructure nécessaire pour garder des prisonniers de guerre dans des conditions conformes aux conventions humanitaires de Genève. La tâche du CICR dans toutes ces affaires n'a pas été aisée, du fait notamment que, depuis 1982, Kaboul ne l'autorisait plus à visiter les prisonniers de guerre de la résistance afghane, non plus que les délégués soviétiques qui ont été présentés une sorte d'ouverture après Moscou. Mais cela n'a malheureusement pas été le cas.

Si le CICR est impuissant en Afghanistan même, il exerce une grande activité à la frontière pakistanaise en offrant une vaste assistance médicale et chirurgicale aux réfugiés et combattants afghans. Il s'efforce de les persuader de se conduire humanitairement envers les soldats soviétiques tombés entre leurs mains. A cet effet, il distribue à ces Afghans des bandes dessinées avec des textes dans leurs langues, leur expliquant socialement ce qu'est le droit humanitaire. Parallèlement, des délégués du CICR s'efforcent de convaincre les combattants afghans des deux bords que les conventions de Genève reflètent les principes du Coran.

ISABELLE VICHNIAC.

Informations contradictoires à Washington sur la situation à la frontière entre le Honduras et le Nicaragua

Washington. — Des informations contradictoires sur la situation au Honduras étaient diffusées, mercredi soir 26 mars, par les responsables américains, alors que certains membres du Congrès mettaient en doute les informations sur une « incursion massive » de troupes sandinistes dans le sud de ce pays.

La Maison Blanche a indiqué ainsi que des unités sandinistes « tentaient apparemment de se désengager du Honduras pour se replier en territoire nicaraguayen », peu de temps après que le Pentagone ait indiqué que les combats se poursuivaient toujours dans la région.

« Nous disposons d'informations sur un renforcement des unités sandinistes du côté nicaraguayen de la frontière avec le Honduras », a notamment déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes. « La question est de savoir quelles sont leurs intentions », a-t-il ajouté, sans pouvoir préciser si ce renforcement était dû au repli des troupes sandinistes qui auraient pénétré au Honduras ou à l'envoi de nouvelles unités envoyées par Managua.

« Espérons que le déploiement de troupes honduriennes dans le Sud découragera les troupes sandinistes de revenir en territoire hondurien », a poursuivi M. Speakes. « L'un des buts des Hondurasiens est d'écarter toute nouvelle incursion des troupes sandinistes », a-t-il ajouté.

De son côté, M. Robert Sims, porte-parole du Pentagone, a affirmé que les combats se poursuivaient mercredi au Honduras. D'autres responsables américains, ont demandé à garder l'anonymat, ont fait part de « lourds com-

bats » depuis samedi, date à laquelle, selon Washington, deux bataillons de l'armée sandiniste, de huit cents hommes chacun, auraient franchi la frontière pour écraser les « contras » (guérilleros antisandinistes).

Selon ces responsables, une centaine de soldats sandinistes et quatre-vingts rebelles nicaraguayens ont été tués lors de violents combats au cours des quatre derniers jours. Ils ont ajouté qu'une quinzaine d'hélicoptères américains avaient transporté quelque cinq cents à six cents soldats honduriens dans la zone frontalière, qui est interdite à la presse.

De leur côté, plusieurs membres du Congrès américain mettaient en doute les informations sur une incursion massive des sandinistes au Honduras, indiquant que cet argument avait pour but de venir en aide aux membres du Sénat favorables à l'octroi d'une assistance de 100 millions de dollars — dont 70 millions à titre militaire — aux « contras », comme l'a demandé le président Reagan.

M. Reagan « joue les Rambo »

Le sénateur démocrate James Sasser (Tennessee) a ainsi estimé que la Maison Blanche avait « exagéré l'incident tout entier » pour mieux parvenir à ses fins, tandis que M. Patrick Leahy, sénateur démocrate du Vermont, l'a accusé de vouloir soutenir « une ignoble insurrection contre un pays ami ».

Pour sa part, le sénateur démocrate Edward Kennedy (Massachusetts) a affirmé que M. Reagan « joue les Rambo » en Amérique centrale. En revanche, le leader de la majorité républicaine au Sénat, M. Bob Dole (Kansas), a estimé que le président nicaraguayen, le commandant Daniel Ortega Saavedra, avait « servi » la politique du président Reagan en envoyant ses troupes de l'autre côté de la frontière. « Les événements des derniers jours, notamment l'invasion du Honduras par les sandinistes, nous ont donné une réelle occasion de faire un pas de géant vers l'élargissement du soutien et de la compréhension envers notre politique », a ajouté M. Dole.

Après dix heures de délibérations mercredi, les sénateurs se sont séparés sans être parvenus à s'entendre, alors que le vote sur l'octroi d'une aide militaire aux anti-sandinistes devrait intervenir jeudi. Le texte de la Maison Blanche avait été repoussé, la semaine dernière, par la Chambre des représentants (à majorité démocrate), qui s'est cependant engagée à organiser un nouveau vote sur ce thème en avril. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

A BEYROUTH-EST

Les attentats à la voiture piégée visent à couper les phalangistes de la population

De notre correspondant

Beyrouth. — Une voiture piégée, la quatrième en deux mois, a tué une dizaine de personnes et fait soixante-dix blessés, le mercredi 26 mars, dans une rue étroite et très fréquentée d'Achrafieh en secteur chrétien, alors que celui-ci subissait un bombardement qui a fait trois morts et vingt-six blessés. Un deuxième attentat, moins grave, a fait vingt-cinq blessés le même jour à Fort-El-Chebak. Il s'agit toujours des menaces « pressions » exercées sur le camp chrétien depuis qu'il a rejeté l'accord inter-milices conclu le 15 janvier sous l'égide de Damas, et écarté l'homme qui l'avait signé en son nom, M. Elie Hobeika.

Pour ce qui est des bombardements, en termes à peine voilés, les médias du camp chrétien et même le commandement de l'armée libanaise, loyaliste, bouchent du « rédit chrétien », ont mis en cause la Syrie. Selon le communiqué militaire, « les armes lourdes utilisées semblent indiquer que de nouvelles forces sont entrées en action ». Les radios, télévisions et journaux font état de « troupes régulières », de « mouvements de troupes syriennes dans le haut Metn » et de « soixante batteries » dont l'emplacement fait conclure à une implication syrienne.

Les attentats à la voiture piégée semblent destinés à provoquer un phénomène de rejet du Parti phalangiste. Ils sont presque toujours perpétrés à proximité des « maisons » (permanences de quartier) du parti, qui les a installés un peu partout, parfois à quelques centaines de mètres seulement l'une de l'autre.

LUCIEN GEORGE.

LA GUERRE DU GOLFE

L'Irak affirme que ses troupes se rapprochent de Fao

Bagdad (AFP). — Les troupes irakiennes qui occupent le port irakien de Fao, dans le sud-est de l'Irak, depuis le 10 février dernier, au lendemain du début de leur offensive « Aurore 8 », sont prises sous « un déluge de feu », indiquent les communiqués militaires publiés mercredi 26 mars, à Bagdad. Des officiers du 7^e corps d'armée irakien, engagé au sud du front, ont affirmé à l'envoyé spécial de l'AFP que les occupants « sont encerclés à Fao par les forces irakiennes qui progressent sur la péninsule au nord, au sud et au centre de Fao, alors que les occupants irakiens sont le dos à la mer ».

L'aviation et la marine irakiennes poursuivent leurs bombardements sur les concentrations de troupes irakiennes autour de Fao et sur les positions en territoire iranien au sud de l'Irak, pour empêcher le ravitaillement des occupants de Fao, a-t-on ajouté de même source.

La semaine dernière, le commandement irakien avait indiqué que ses forces avaient « brisé » la deuxième offensive iranienne « Aurore 9 » lancée le 24 février dernier dans le sud-est de l'Irak. Elles ont réussi à contrôler la « totalité » des frontières nord-est de l'Irak après avoir occupé les dernières positions avancées irakiennes sur les hauteurs de Penjwin et de Chouarta, avait-on précisé de même source.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650727
Télécopieur (01) 45-33-06-81
TEL : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Tournier (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutas
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
TEL : (1) 45-35-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPAR 206 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 2 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 85 p. ; Italie, 120 L. ; Japon, 300 ¥ ; Liban, 300 L. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 5 kr. ; Pays-Bas, 2,10 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 330 F CFA ; Suisse, 5 fr. ; Thaïlande, 1,00 T. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Venezuela, 710 bol.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 206 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
F 354 F 672 F 954 F 1 206 F

II. — SUISSE, TURQUIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse : deux semaines (ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande avec précision au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les virements en espèces d'impression.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

AFRIQUE

LA VIOLENCE AU QUOTIDIEN EN AFRIQUE DU SUD

Vingt-huit personnes ont été tuées en moins de vingt-quatre heures

De notre correspondant

Johannesburg. - Dix-huit jours après la levée de l'état d'urgence, le 7 mars, deux nouvelles tueries se sont produites, dans les cités noires sud-africaines. Le bilan provisoire est de vingt-deux morts, mais il pourrait être beaucoup plus élevé. A ce chiffre, il faut ajouter six autres victimes à la suite d'incidents divers. Au total, donc, vingt-huit morts, le prix le plus lourd payé par les Noirs en un court laps de temps depuis le début de l'année.

La dernière tuerie en date a eu lieu, mercredi après-midi 26 mars, à Winterfeld, un gigantesque camp de squatters situé sur le territoire du homelands indépendant du Bophuthatswana, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Pretoria. Comme toujours, les versions des résidents et de la police diffèrent. Les premiers affirment que la police locale a ouvert le feu sans sommation sur un rassemblement organisé par le comité d'action de cette cité pour discuter de problèmes relatifs aux conditions de vie dans ce réservoir de main-d'œuvre de Pretoria. Onze Noirs au moins ont été tués et soixante-dix autres blessés. La police a dispersé la foule à coups de matraque.

Les forces de l'ordre affirment, de leur côté, qu'elles ont été attaquées à coups de pierres et avec des cocktails Molotov, dont une trentaine auraient été récupérés. Un millier de personnes environ ont été arrêtées lors d'une chasse à l'homme dans les rues de cette township, un bidonville de plusieurs centaines de milliers d'habitants. La nuit précédente, onze Noirs ont également été tués à KwaZakhele, une township de Port-Elizabeth, sur l'océan Indien. La police a tiré sur une centaine de personnes qui attaquaient un magasin de spiritueux. Les forces de l'ordre

étaient dissimulées dans le local quand les manifestants s'en sont pris, pour la troisième fois consécutive, au bâtiment. Selon le rapport des autorités, les policiers ont ouvert le feu car « leur vie était en danger ».

Outre ces tueries, divers affrontements se sont produits à travers le pays, causant la mort d'au moins six autres Noirs, dont deux au Cap. A proximité de cette ville, des automobilistes blancs ont été attaqués à coups de pierres. Deux d'entre eux ont été blessés. Plusieurs coups de feu ont également été tirés contre des véhicules, sans faire de victimes.

Enfin à Kagiso, township de Krugersdorp, à une quarantaine de kilomètres de Johannesburg, la police a ouvert le feu sur quatre enfants âgés de dix à quatorze ans qui, selon la version officielle, lançaient des cocktails Molotov. D'après un témoin, ils auraient été tirés comme des lapins alors qu'ils jouaient dans un square. L'un d'eux, âgé de quatorze ans, est mort.

Il ne s'agit que d'un aperçu des dernières violences dans les cités noires, où chaque jour apporte son lot de victimes, en moyenne quatre ou cinq. En deux ans, les troubles ont causé la mort de plus de mille quatre cents personnes. L'Afrique du Sud vient d'entrer dans sa troisième année d'agitation politique, et tout le monde s'attend au pire avec le dixième anniversaire de la révolution de Soweto, en juin.

Ce cycle incessant de violence, ni l'armée ni la police ne parviennent à le maîtriser, sinon en faisant usage des armes à feu. Phénomène nouveau depuis plusieurs mois, l'effervescence a gagné le territoire des homelands, notamment le Lebowa et le Bophuthatswana, qui accusent les agitateurs politiques sud-africains de venir semer la pagaille chez eux.

A la fin de la semaine, à Durban, le comité de crise national des

parents d'élèves (NPCC) va se réunir pendant deux jours pour décider d'un boycottage des écoles par les Noirs. Un premier meeting avait eu lieu, en décembre dernier, pour formuler un certain nombre de revendications. Un délai de trois mois avait été donné au gouvernement pour faire droit aux demandes présentées. Celles jugées les plus importantes, comme la libération des leaders étudiants, la levée de l'interdiction du COSAS (Congress of South African Students) et l'élection des conseils d'élèves représentatifs, n'ont pas été satisfaites.

La « révolution » des « camarades »

Au cas où un boycottage général serait voté par le NPCC, qui, en compagnie d'au moins une centaine d'autres organismes, va examiner le délicat problème du système d'éducation des Noirs, nul doute que cela contribuera à alimenter l'agitation. Les jeunes sont, en effet, les acteurs principaux de la révolte dans les townships. Une génération qui a été bercée dans sa prime enfance par les événements de Soweto, et qui constate aujourd'hui que, malgré les promesses, l'enseignement des Noirs reste dévalorisé et inférieur aux besoins. Des comités de jeunes ont fleuri un peu partout dans les townships, qu'ils contrôlent, dans bien des cas, imposant leur loi à leurs parents, et intimidant les habitants qui refusent de suivre les mots d'ordre. On les appelle les « camarades », ceux qui disent : « La révolution d'abord, l'éducation plus tard ». Ils sont prêts à se sacrifier pour la cause et affrontent les engins blindés de la police avec des cailloux.

Ces révolutionnaires en herbe, manipulés ou non, ont inévitablement provoqué l'émergence de groupes de vigiles proches des conseils municipaux, qui entendent rétablir l'ordre. Ces groupes, constitués d'éléments conservateurs, bénéficient manifestement du soutien occulte des forces de l'ordre et mènent des opérations de représailles meurtrières. On voit donc poindre l'amorce d'une guerre civile entre Noirs, amplifiée par les rivalités politiques entre organisations différentes.

Lorsqu'on sait que près de 50 % de la population noire (25 millions) a moins de quinze ans, on mesure l'ampleur des difficultés qui attendent le régime sud-africain. L'état d'urgence n'a rien réglé. Sa suppression pas davantage, ainsi qu'en témoignent les victimes du 26 mars. La répression n'a fait qu'amplifier le mécontentement et allonge chaque jour la liste des martyrs.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A TRAVERS LE MONDE

CHINE

Mort d'un maoïste modèle

Pékin. - Chen Yonggui, l'ancien « héros du travail » de la commune populaire modèle de Dazhai, donnée en exemple par Mao Tse-tung à toute la Chine pendant la révolution culturelle, est mort, mercredi 26 mars, à l'âge de soixante-deux ans, a annoncé le *Quotidien du peuple*. Chen Yonggui avait appris à lire et à écrire à quarante-trois ans. Il avait par la suite rédigé une série d'articles faisant autorité pendant la révolution culturelle (1966-1976), louant les bienfaits de la collectivisation des terres et des communes populaires. En mars 1985, en revanche, il avait approuvé publiquement les réformes économiques actuelles, antithèse du dogme maoïste dont il s'était fait l'apôtre... Vice-premier ministre entre 1975 et 1980 et membre du bureau politique du Parti communiste chinois pendant la révolution culturelle, Chen Yonggui n'était plus à sa mort que l'un des conseillers d'une femme de la banlieue de Pékin. Tout au long de la révolution culturelle, la propagande officielle avait glorifié Dazhai, faisant état de statistiques de production extraordinaires et... artificiellement gonflées, avait révélé la presse chinoise après le démantèlement des communes populaires par le régime de M. Deng Xiaoping. — (AFP.)

ROUMANIE

Démission forcée pour un fonctionnaire de l'ONU

Genève. - Un haut fonctionnaire roumain des Nations unies à Genève, M. Liviu Bota, directeur de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le développement (UNIDIR), a été forcé par son gouvernement à démissionner de ses fonctions.

M. Liviu Bota, qui est au service des Nations unies depuis quatorze ans, a été convoqué le 25 décembre dernier, à Bucarest, « pour consultations ». Mais on apprenait quelques jours plus tard, dans son entourage, qu'il était retenu contre son gré dans la capitale roumaine et soumis à de vives pressions pour donner sa démission directement au gouvernement roumain, et non au secrétaire général des Nations unies, comme c'est l'usage. D'autres pressions étaient exercées sur sa femme et sa fille, restées à Genève pour qu'elles rejoignent M. Bota à Bucarest.

A plusieurs reprises, M. Perez de Cuellar a tenté d'obtenir des autorités roumaines que M. Bota revienne à Genève. Le 14 mars encore, un émissaire spécial de l'ONU devait rencontrer à Bucarest le ministre roumain des affaires étrangères, mais, au dernier moment, le rendez-vous fut annulé.

M. Bota était très lié au précédent ministre des affaires étrangères, M. Stefan Andrei, qui a quitté ses fonctions en novembre dernier. Selon certains observateurs, M. Bota a peut-être tout simplement refusé de remettre la moitié de son salaire de l'ONU à son gouvernement, comme c'est l'usage pour les fonctionnaires roumains « prêtés » aux organisations internationales. — (AFP.)

INDE

Violences au Pendjab : une douzaine de morts

New-Delhi. - Un dirigeant du Parti communiste indien, M. Arjun Singh Mastana, et son garde du corps ont été tués ce jeudi 27 mars par des personnes soupçonnées d'être des extrémistes sikhs, a annoncé l'agence de presse indienne.

D'autre part, le bilan des violences qui se sont produites mercredi au Pendjab s'élevait à treize morts. Au moins dix personnes ont été tuées à Anandpur-Sahib lorsque les forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes pour mettre fin à un affrontement entre sikhs modérés et sikhs extrémistes. Ces incidents portent à plus de vingt-cinq le nombre de personnes victimes de la violence politique au Pendjab depuis dimanche dernier. — (AFP.)

EUROPE

Le nouveau gouvernement français vu de Bonn : perplexité teintée d'inquiétude...

De notre correspondant

Bonn. - La première apparition à Bruxelles d'un membre du nouveau gouvernement Chirac, M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, a au moins fait un heureux : son collègue ouest-allemand, M. Ignatz Kiesche, tout content de se trouver enfin un allié pour défendre le revenu de ses agriculteurs, alors qu'il redoutait déjà le pire. Mais tout est loin d'être aussi clair, et ce n'est pas sans une certaine perplexité, parfois teintée d'inquiétude, que l'on s'interroge sur les changements à attendre de Paris, que ce soit sur le plan économique, en matière de politique étrangère ou de défense.

Compte tenu des calendriers des uns et des autres, les premiers contacts directs entre M. Chirac et le chancelier Kohl ainsi qu'entre leurs principaux ministres vont devoir attendre quelque temps. Dès la présentation de son gouvernement, samedi dernier, le premier ministre français a bien essayé de se mettre en relation avec la chancellerie, mais pour apprendre que M. Kohl était parti pour sa cure d'amaigrissement annuelle en Autriche. En attendant, dans les ministères, à Bonn, on épêche à la hâte les biographies d'une équipe que l'on connaît mal et on suit attentivement les premiers pas de la collaboration à la française. Pseudo-dilemme, la majorité conservatrice ouest-allemande, qui s'était fort bien accommodée du gouvernement socialiste, surtout après l'arrivée à Matignon de M. Laurent Fabius, reste pour le moment sur la réserve.

« Ce serait déjà bien si le nouveau gouvernement commençait là où le précédent a fini », commente un responsable patronal ouest-allemand en évoquant les résultats de la politique d'austérité budgétaire et la libéralisation des mouvements de capitaux amorcée par le précédent gouvernement. Autre point de préoccupation dans les milieux d'affaires : la manière dont le gouvernement Chirac entend appliquer les décisions du dernier conseil européen de Luxembourg concernant la libéralisation du marché intérieur européen. On attend enfin avec impatience de voir comment M. Balladur s'y prendra pour la privatisation du secteur nationalisé.

« Pour la coalition des partis conservateurs, il y va maintenant moins de la rupture avec le socialisme que de la rupture avec leurs propres conceptions dirigistes », notait mercredi 26 mars l'éditorial du grand quotidien conservateur, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Faisant état du manque d'enthousiasme de la nouvelle équipe à se lancer dans l'accomplissement du programme annoncé en matière de contrôle des devises, de privatisation ou de liberté des prix, le quotidien ajoutait : « Le nouveau gouvernement français serait pourtant bien de réaliser le programme déclaré auparavant. Trop de prudence et d'attentisme le rendrait non crédible, surtout aux yeux de l'étranger ».

Qui tirera les ficelles ?

Même incertitude parmi les responsables de la politique étrangère et de la défense, aggravée par l'impossibilité de savoir qui, de l'Élysée ou de Matignon, tirera les ficelles dans ces deux domaines. On avait eu, jusqu'à présent, plus à se féliciter qu'à se plaindre à Bonn de l'importance accordée par le président François Mitterrand à l'Europe et aux rapports franco-allemands. Malgré la position de principe plus favorable des nouveaux dirigeants à l'égard de l'initiative de défense stratégique du président Reagan, on redoute également que le retour au pouvoir des gaullistes ne se traduise par des affrontements entre la France et les États-Unis, ce qui gênerait le chancelier Kohl. La politique agricole et l'attitude de la

France lors des négociations du GATT serviront à cet égard de révélateur.

Les déclarations faites dans les colonnes du *Monde* par l'actuel ministre de la défense, M. Girard (*le Monde* du 12 février), ou par M. Chirac (*le Monde* du 28 février) à propos de la coopération européenne en matière de sécurité n'ont pas toutes été de nature à rassurer la RFA. Davantage intéressé par un renforcement des moyens de défense conventionnels français, le gouvernement ouest-allemand ne verrait certainement pas de bon cœur un déploiement en France de la bombe à neutrons qui susciterait un tollé en RFA. M. Chirac a souhaité développer avec la RFA de grands programmes d'armement, en commençant par la construction en commun d'un satellite d'observation militaire ; il n'est sans doute pas sans savoir que son prédécesseur s'est déjà heurté à ce sujet à un refus des Allemands de l'Ouest. Les difficultés qui commencent à apparaître entre les deux capitales à propos du programme franco-allemand d'hélicoptères de combat vont d'ailleurs très rapidement placer M. Girard - qui avait énoncé pendant la campagne par ses attaques contre le programme Euréka - devant les duretés de la coopération franco-allemande dans ce domaine.

HENRI DE BRESSON.

Le département de la justice américain se penche sur le dossier Waldheim

Après la publication, mardi 25 mars, par le Congrès juif mondial de documents mettant en cause les activités de M. Kurt Waldheim pendant la seconde guerre mondiale (*le Monde* du 27 mars), le département américain de la justice a annoncé qu'il allait étudier ce dossier. Le bureau des enquêtes spéciales de ce département a demandé au CJM de lui remettre les documents qui, selon cette organisation, prouvent que M. Waldheim a été mêlé au massacre de milliers de personnes en Yougoslavie. Si le département de la justice estimait fondées ces accusations, il pourrait considérer l'ancien secrétaire général de l'ONU comme « indésirable » aux États-Unis, comme toute personne ayant collaboré aux persécutions nazies.

En Autriche, le climat politique s'est encore dégradé, mercredi, après la publication par un journal yougoslave d'un document de 1947 présentant Kurt Waldheim comme l'un des criminels de guerre recherchés par les autorités yougoslaves. M. Alois Mock, dirigeant du Parti populiste (ÖVP) dont M. Waldheim est le candidat pour l'élection présidentielle du 4 mai, a estimé que

les membres du Congrès juif mondial étaient en train de se livrer à « une ingérence caractéristique » dans la campagne présidentielle autrichienne. Cela, estime le dirigeant conservateur, ne peut qu'inciter de nombreux Autrichiens à juger qu'il est « de leur devoir de patriote » de soutenir Waldheim. Si l'on en juge par les sondages, l'opinion autrichienne a en effet réagi jusqu'à présent à ce qu'elle considère comme une « ingérence étrangère » par un mouvement de défiance, en dépit de la gravité des accusations portées contre lui.

L'ancien chancelier Kreisky avait même exprimé sa solidarité envers Kurt Waldheim en début de semaine, estimant qu'il était victime de la vengeance du lobby juif américain pour la politique pro-orientale qu'il avait menée en tant que secrétaire général de l'ONU.

La publication par la presse yougoslave de documents mettant en cause personnellement M. Waldheim rend aujourd'hui cette thèse plus difficile à soutenir. Le directeur du centre de documentation juive, M. Simon Wiesenthal, a estimé mercredi que le document yougoslave constituait « la plus grave révélation » faite jusqu'à présent à l'encontre de M. Waldheim. Il a toutefois recommandé la prudence : « Il est possible que les Yougoslaves n'aient pas suivi la demande d'extradition parce qu'elle ne se révélait pas fondée ».

C'est ce qu'affirme M. Waldheim. Il a déclaré mercredi que les accusations portées contre lui en 1947 par les autorités yougoslaves s'étaient révélées sans fondement et que les Yougoslaves eux-mêmes ne les avaient pas maintenues.

L'actuel gouvernement yougoslave a refusé jusqu'à présent d'intervenir officiellement dans la polémique, estimant qu'il s'agissait d'une « affaire autrichienne ».

L'un des députés du Parti socialiste autrichien, M. Josef Cap a demandé le retrait de la candidature de M. Waldheim à la présidence de la République. — (AFP, AP.)

L'AUTRE JOURNAL

20 mars 1986

Le printemps c'est fini !

Au sommaire du numéro 5 :

Thomas Sankara : le Pays des hommes intègres —
Marguerite Duras - Joëlle Kauffmann : Parler ou ne pas parler des otages — Bernard Walleit : Hommage à Georges Perec — Annie Cohen : Elle s'appelle Milouda...

l'hebdo du mercredi

BARAKA RÉVÈLE LA NOUVELLE POLEMIQUE TIERS-MONDISTE.

BARAKA N° 3 - 16 F EN KIOSQUE CHAQUE JEUDI.

Finlande

IMPORTANTE COMMANDE DE MATÉRIEL MILITAIRE A L'URSS

Helsinki. - La Finlande achètera à l'URSS des missiles antichars, des missiles SAM et d'autres équipements militaires pour un montant d'environ 433 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, a-t-on appris lundi 24 mars, à Helsinki. Selon un responsable du ministère finlandais de la défense, le général Aimo Pajunen, un contrat a été signé avec les autorités soviétiques en février dernier. Une grande partie de l'équipement lourd de l'armée finlandaise - chasseurs, hélicoptères, chars et l'artillerie - provient de l'URSS. — (AFP.)

● La CEE et le visa d'entrée aux États-Unis. - La Commission de Bruxelles soutiendra les États membres de la CEE qui demanderaient, pour leurs ressortissants, l'abolition du visa d'entrée aux États-Unis, a indiqué samedi 22 mars le commissaire européen aux relations extérieures, M. Willy De Clercq, en réponse à une question de M. Raymond Dury, membre socialiste belge du Parlement européen. M. Dury estimait « anormal » que les ressortissants des États-Unis entrant en Europe sans visa, et que les Européens se rendant outre-Atlantique y soient astreints. — (AFP.)

Le volcan nicaraguayen

LE VOLCAN NICARAGUAYEN



88 F

Polémiques, géopolitique, sandinisme, réalisations aux Editions La Découverte

POLITIQUE

MRG : les dissidents demandent un congrès extraordinaire

Le bureau national du MRG s'est réuni, mercredi 26 mars, pour tirer les enseignements des élections législatives, dont les résultats sont loin d'être positifs pour les radicaux de gauche. Le bureau national a renouvelé à l'unanimité, moins une abstention, « son entière confiance » à la direction du MRG et à son président, M. François Dubin, qui a échoué, dans l'Orne, à la tête de la liste socialiste pour les législatives. Selon les membres du bureau national du MRG, une « réflexion approfondie doit être lancée au sein du parti ».

En dépit de la quasi-unanimité du vote du bureau national, la direction du MRG est contestée par les radicaux de gauche qui étaient hostiles à l'accord conclu avec le PS pour la composition des listes législatives et régionales. Regroupés au sein du Renouveau Radical et Républicain (RRR), ces contestataires, réunis en assemblée générale quelques heures avant la tenue du bureau national, ont demandé que la direction du parti soit « confiée immédiatement à un directoire composé paritaire des différentes sensibilités qui se sont exprimées ces

derniers mois », et réclame la convocation d'un congrès extraordinaire « dans un délai maximum de deux mois ».

Le RRR juge que « la seule position politique exprimée par la direction du parti ces derniers mois concerne l'éventuelle participation de son président à un gouvernement Chaban-Delmas si Mitterrand en était d'accord ». Le RRR remarque aussi que « l'objectif des 6 % fixé pour les élections législatives (...) [par M. Dubin] se traduit par un résultat de 0,38 %, les listes non autorisées [dans le cadre de l'accord électoral PS-MRG] faisant un meilleur score que celles qui l'étaient ».

Les trois représentants du RRR au bureau national n'avaient pas été invités par la direction du MRG à la réunion du bureau de mercredi, car ils sont, soit exclus, soit considérés comme « auto-exclus ». Les membres du RRR, qui n'ont pas la même vision des choses, entendent bien « s'auto-réintégrer » pour la réunion du comité directeur, le 17 avril, à laquelle, de son côté, la direction n'a pas l'intention de les convoquer.

Le remplacement des membres du gouvernement

Sa faible avance en sièges interdit à la majorité gouvernementale de se priver de la présence de ses députés dans l'hémicycle. Or les lois organiques prévoient qu'un parlementaire devenu ministre ne peut prendre part à aucun vote dans son assemblée, et que son remplacement ne peut lui succéder avant un mois. Le nouveau mode d'élection des députés permet, toutefois, d'éviter que ne se reproduise la situation de 1967 : Georges Pompidou n'avait constitué son gouvernement qu'après la mise en place des instances dirigeantes de l'Assemblée.

Il suffit aux nouveaux ministres de démissionner de leur mandat de député. Car alors, contrairement au passé, il n'y a plus d'élection partielle, mais remplacement par leur suivant de liste. Juridiquement, le mécanisme est simple. Dès qu'ils sont installés comme députés, le 2 avril, les ministres démissionnent de leur mandat auprès de la présidence de l'Assemblée, occupée en début de journée par le doyen d'âge. Celle-ci en avertit immédiatement le ministre de l'intérieur, qui, par retour, lui

indique le nom des successeurs. Ceux-ci peuvent - dans l'instant - tenir leur rôle dans l'hémicycle.

Tout se passera bien, si chacun réagit avec diligence. Une difficulté subsiste pourtant. Le règlement de l'Assemblée (article 6) interdit à un député de démissionner si son élection est contestée. Or le Conseil constitutionnel peut être saisi des contestations jusqu'au jeudi 27 mars à minuit. Les ministres dont l'élection à l'Assemblée nationale serait contestée, ne pourraient pas démissionner de leur mandat de député tant que le Conseil ne se serait pas prononcé. Si des contestations nombreuses et sérieuses intervenaient, il paraîtrait impossible que le Conseil tranche - sur toutes - avant le mercredi 2 avril. Déjà plus de cinq recours ont été déposés contre l'élection de députés devenus ministres, notamment - pour les communistes - contre celle de M. Jacques Chirac. Dans un tel cas de figure, la majorité du RPR et de l'UDF se trouverait réduite davantage.

Th. B.

PICARDIE : le PS conteste l'élection de M. Baur à la présidence du conseil régional

De notre correspondant

Amiens. - Le groupe socialiste a déposé un recours devant le Conseil d'Etat afin de faire annuler l'élection de M. Charles Baur à la présidence du conseil régional de Picardie. Il estime en effet que cette élection, qui s'est faite grâce aux voix des quatre élus du Front national, est entachée d'irrégularité.

M. Francis Lecul (PS), élu de la Somme, affirme que le doyen d'âge, qui présidait les débats, M. Albert Catalinaud, a empêché de faire une déclaration préalable à la présentation de la candidature socialiste de M. Walter Ausselhem. « Je voulais, dit-il, mettre les élus de la droite devant leurs responsabilités ». Il ajoute que le président de séance a laissé ensuite les communistes faire une brève déclaration et un élu de

droite non inscrit, M. Roger Mézin, annoncer qu'il soutient la candidature de M. Charles Baur.

Selon M. Lecul, rien n'interdit une déclaration préalable, et il est persuadé que le résultat de l'élection aurait pu être tout autre si on l'avait laissé s'exprimer. Il dénonce également la présence du public dans l'assemblée réservée aux élus, et il émet des doutes sur le secret du scrutin car, paraît-il, on aurait facilement pu voir, par-dessus l'épaule des conseillers généraux, ce qu'ils écrivaient sur leur bulletin. Enfin, le PS met en cause la présence à la tribune présidentielle de personnalités politiques non membres de l'Assemblée régionale, comme celle, par exemple, de M. Max Lejeune, sénateur, maire d'Abbeville, président du conseil général de la Somme.

MICHEL CURIE.

Le PS dénonce les accords droite-extrême droite

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 26 mars, a dénoncé avec force « les accords qui ont permis à l'extrême droite d'entrer dans la nouvelle majorité par la porte des régions ». Les membres du bureau exécutif soulignent que l'UDF et le RPR ont passé de « véritables accords de gouvernement » avec le FN dans quatre régions, « en offrant des responsabilités de vice-président et de secrétaire aux parisiens de La Pen » et soulignent que « ces désignations sont intervenues en contradiction flagrante avec les déclarations des leaders nationaux RPR et UDF au sujet des engagements pris devant les électeurs avant le 16 mars ». Il s'agit, selon la direction du PS, de « prix payés par la droite à l'extrême droite en échange de son soutien pour conquérir ces régions ».

Les adhérents directs de l'UDF veulent renforcer leur identité

Les parlementaires adhérents directs de l'UDF, proches de M. Raymond Barre, ont établi, mardi 26 mars au cours d'une réunion au Sénat, un programme de travail pour les prochains mois afin de « renforcer leur identité » au sein du groupe. Organisée à l'initiative de M. Paul Girard, délégué général, et sénateur de l'Aisne, cette réunion des instances nationales et départementales des adhérents directs de l'UDF réunit, outre l'ensemble des membres de leur bureau exécutif, MM. Gilbert Barbier, député du Jura, Jean-François Poncet, sénateur de Lot-et-Garonne, Maurice Ligt, député de Maine-et-Loire, Jean-Pierre de Peretti, député des Bouches-du-Rhône, Jean Rigaud, député du Rhône, et Pierre-André Wilton, député de l'Essonne. Les adhérents directs, qui se réunissent de compter aujourd'hui au moins treize, ont décidé de réunir, dans le courant du mois de juin, « une grande convention nationale ».

CRISE FINANCIERE AU PS

Le PS doit s'imposer des restrictions financières, en raison, notamment, de la réduction du nombre de ses parlementaires à l'issue des élections. Vingt-deux suppressions d'emplois ont été envisagées (sur les vingt-six permanents qu'il compte), ainsi que dix-huit mesures d'ordre salarial. Ces mesures proposées par le trésorier du parti, M. André Laignel, ont provoqué une certaine émotion parmi les permanents, qui se sont notamment rassemblés dans la cour de l'hôtel parlementaire pour occuper le PS (et qui l'ont vicié l'acheteur), au 10, rue de Solferino, au moment de l'ouverture du bureau exécutif, mercredi 25 mars.

Le bureau exécutif a consacré une large part de ses travaux à se demander comment trouver des solutions alternatives aux licenciements. Un effort financier supplémentaire pourrait être demandé aux élus. Divers reclassements sont, par ailleurs, à l'étude. La commission paritaire se réunira la semaine prochaine pour étudier ces questions.

M. Labarrière candidat du PS au « parrainage » de l'Assemblée nationale à la présidence de l'Assemblée nationale de M. André Labarrière, ancien ministre des relations avec le Parlement, député socialiste des Pyrénées-Atlantiques, maire de Pau, a été approuvé par le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 26 mars. Cette candidature devrait être évaluée au cours des journées parlementaires du PS, qui se sont ouvertes à Paris, jeudi 27 mars.

RECTIFICATIF

Le conseil général de la Lozère est présidé par Mme Janine Bardon (UDF) et non par M. Joseph Caupert (UDF-PR), indication erronée que nous avons introduite dans un article de notre correspondant à Mende (le Monde du 26 mars). M. Caupert avait quitté la présidence de l'assemblée départementale en novembre dernier, après son élection au Sénat.

Les nouveaux députés

Nous terminons la publication des biographies de ceux qui siègeront à l'Assemblée nationale en remplacement des députés élus le 16 mars et nommés depuis lors membres du gouvernement. (Le Monde du 27 mars.)

FRANÇOISE DE PANAFIEU
RPR (PARIS)
Née le 12 décembre 1948 à Moyve (Moselle), M^{me} de Panafieu est licenciée en sociologie et diplômée de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Epouse de M. Guy de Panafieu, inspecteur des finances, président-directeur général de la société Hydro-Energie, elle est la fille de M. François Missoffe, ancien ministre et ancien député du XVII^e arrondissement de Paris et de M^{me} Hélène Missoffe, ancien député RPR de cet arrondissement, élue le 16 mars 1986 dans la 1^{re} circonscription de Paris (RPR) en août 1979 et élue en 1981 adjoint au maire pour les affaires périscolaires. Réélue conseiller de Paris dans la XVII^e circonscription en mars 1983, elle est devenue adjoint au maire en onzième position sur la liste RPR pour les élections législatives.

MARC REYMANN
UDF-CDS (BAS-RHIN)
Agé de 48 ans, M. Marc Reymann dirige un centre privé de formation pour adultes. Ancien président des Jeunes du MRP, il a été secrétaire général des réformateurs du Bas-Rhin avant de devenir secrétaire du CDS et délégué de l'UDF pour le département, poste qu'il occupe toujours. Il siège depuis 1977 au conseil municipal de Strasbourg et en adjoint au maire depuis les municipales de 1983.

BERNARD-CLAUDE SAVY
app. RPR (NIEVRE)
Né le 1^{er} septembre 1922 à Neully-sur-Seine (Haute-Loire), médecin généraliste depuis 1948, M. Bernard-Claude Savy, président depuis 1960, l'Union nationale pour l'avenir de la médecine (UNAM), membre du conseil national de l'Ordre des médecins, est depuis 1973 secrétaire général des clubs Avenir et Liberté.

MICHEL TERROT
RPR (RHONE)
Né le 19 décembre 1948 à Lyon, M. Michel Terrot est avocat. Il est conseiller général du canton de Oullins depuis mars 1983.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, au Palais de l'Élysée, le mercredi 26 mars 1986. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

● **CONVENTIONS INTERNATIONALES.** - Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres quatre projets de loi autorisant la ratification ou l'approbation de conventions internationales :

- la convention d'assistance administrative mutuelle passée entre la France et l'Algérie le 10 septembre 1985, visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations compétentes des deux pays ;
- la convention franco-soviétique du 4 octobre 1985, conclue en vue d'éviter la double imposition des revenus des personnes considérées comme résidents de chacun des deux Etats en application de leur législation fiscale respective ;
- l'échange de lettres franco-monegasque du 31 octobre 1985 relatif aux privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans la Principauté de Monaco ;
- le protocole du 21 décembre 1979 portant modification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance du 25 août 1924.

● **ATTRIBUTIONS DU MINISTRE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT.** - Sur proposition du premier ministre, le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux attributions du

ministre chargé des relations avec le Parlement.

● **LE PROGRAMME DE TRAVAIL DU GOUVERNEMENT.** - Le premier ministre, dans sa communication sur le programme de travail du gouvernement, a confirmé son intention de faire une déclaration de politique générale devant le Parlement dès le début de la session de printemps et d'engager la responsabilité du gouvernement sur cette déclaration.

Il a d'ores et déjà indiqué les trois priorités de l'action gouvernementale et demandé aux ministres de préparer immédiatement les mesures législatives et réglementaires nécessaires.

- Première priorité : redresser l'économie pour créer des emplois.

a) Un projet de loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances sera déposé ; il comportera notamment les mesures suivantes :

- allégement des réglementations et des charges qui paralysent les entreprises, notamment appropriation des ordonnances de 1945 relatives à la police des prix et monétaire sur les effets de séoul ;
- diversification des formes d'emploi et aménagement du temps de travail (notamment assouplissement des contrats à durée déterminée, développement du travail en temps partiel) ainsi que réforme de l'Agence nationale pour l'emploi ;
- extension des modalités de la participation ;
- transfert au secteur privé de certaines entreprises nationalisées ;
- mesures en faveur des départements et territoires d'outre-mer.

b) Le projet de loi de finances rectificative (collective) aura pour premier objet d'établir un constat

des comptes publics. Un effort tout particulier sera en outre consenti en faveur de l'emploi des jeunes (compensation du coût de la formation, allégement des cotisations sociales).

c) Des projets de loi seront également déposés pour donner progressivement aux entreprises la liberté de gestion de leurs effectifs et renouer le dialogue social grâce à la décentralisation de la négociation collective.

- Deuxième priorité : améliorer le fonctionnement de nos institutions par le rétablissement du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des députés.

Un projet de loi d'habilitation suivi d'ordonnances sera préparé.

- Troisième priorité : promouvoir, dans la sécurité, une société de liberté.

Des projets de loi concernant la sécurité des personnes et des biens, la lutte contre la délinquance et la lutte contre le terrorisme.

En matière de communication audiovisuelle, les principes permettant à l'initiative privée d'intervenir dans des conditions de clarté et de saine concurrence seront définis par la loi.

Outre ces priorités, essentielles immédiates, d'autres actions seront rapidement engagées :

- préparation d'une nouvelle loi de programme pour l'équipement militaire ;
- élaboration d'une nouvelle législation de la concurrence ;
- mise au point de nouvelles procédures administratives, notamment fiscales et douanières, visant à mieux protéger les libertés fondamentales du citoyen ;
- projet de loi de finances initiale pour 1987 comportant à la fois des

diminutions de dépenses et un allègement des impôts ;

- réforme du statut de l'institut d'émission.

Ces programmes, qui sera précisé à la fois dans la déclaration du premier ministre devant l'Assemblée nationale et au cours des prochains conseils des ministres, attestent la volonté du gouvernement de tenir sans délai les engagements pris devant le pays.

MESURES D'ORDRE INDIVIDUEL

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

- Sur proposition du premier ministre :

- M. Renaud Denoix de Saint-Venast, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé secrétaire général du gouvernement (le Monde du 27 mars).

- Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

- M. Jacques Fournier, conseiller d'Etat, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

- M. Dieudonné Mandelkern, conseiller d'Etat, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'Etat.

- Sur proposition du ministre de l'intérieur :

- Il est mis fin aux fonctions de commissaire de la République du département des Yvelines exercées par M. Guy Mailard, préfet, qui est placé en position de service détaché ;

- M. Jean-Pierre Dalpout, préfet en service détaché, est nommé commissaire de la République du département des Yvelines.

La femme au temps de...

La femme au temps des Colonies

Elsabeth Ravoux-Rallo

La femme au temps de Casanova

Dominique Desanti

La femme au temps des ANNÉES FOLLES

Regine Pernoud

La femme au temps des Cathédrales

Françoise Thébaud

La femme au temps de La guerre de 14

STOCK/LAURENCE PERNOUD

Toutes les femmes de tous les temps

APRÈS LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL

La direction du PCF désigne ses deux ennemis : le PS et M. Juquin

Que va-t-il se passer maintenant ? Deux logiques semblent s'opposer à l'intérieur du PCF. Après la réunion du comité central des 24 et 25 mars, la direction a refusé la convocation d'un congrès extraordinaire et s'en tient à la « politique anticongrès » tracée par le vingt-cinquième congrès. En face d'elle, une contestation qui, contrairement aux apparences, n'est pas un simple jeu de faire sauter des verrous pour ouvrir un débat sur les causes du recul électoral du PCF aux législatives.

L'équipe de M. Marchais a marqué un point mais une situation inédite se développe dans le parti. En effet, ce ne sont plus seulement des intellectuels parisiens qui manifestent leur mauvaise humeur mais des responsables fédéraux, des élus locaux et des sections ouvrières d'entrepreneurs. Le texte de la résolution finale adoptée au comité central laisse peu d'espoir aux « rénovateurs », qui ont reçu une mise en garde très sé-

rière par le biais de la mise en cause de M. Pierre Juquin. Certains militants pensent qu'il ne sera pas l'objet d'une exclusion mais qu'il « va essayer de l'avoir à l'assure ».

Pour sa part, M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PS, estime que « rien ne boussera au sein du PCF » ; il dénonce « l'aveuglement de la direction ». Cette dernière court le risque d'enregistrer une hémorragie de militants depuis le PCF.

Entouré de M^{me} Francette Lazard, de deux secrétaires du comité central, MM. Charles Fiterman et Jean-Claude Gaysot, ainsi que du responsable du bureau de presse du PCF, M. Marcel Zaidner, M. Paul Laurent, membre du bureau politique et présentateur du vingt-cinquième congrès, rassembler, « agir », a exposé à la presse, mercredi 26 mars, les travaux du comité central réuni les 24 et 25 mars à Paris. Pour M. Laurent, le comité central « n'a pas de doute sur la pleine val-

dité » de la ligne politique adoptée lors du dernier congrès.

Il a ajouté : « Nous avons commencé quelque chose de rude, mais aussi de grand et de juste. Aussi, et c'est ce que nous avons décidé, n'est-ce pas le moment de faire halte pour tout remettre en cause, mais bien d'aller de l'avant dans la bonne direction déterminée par les communistes. » Et M. Laurent a précisé : « C'est pourquoi nous n'avons pas retenu l'idée d'un congrès extraordinaire. »

Cependant, il n'est « pas question de déformer la discussion », a indiqué M. Laurent, car, selon lui, la résolution du comité central ne signifie pas « que la discussion et la réflexion des communistes se sont arrêtées le soir du vingt-cinquième congrès ». Pour lui, « chaque pas en avant dans la direction choisie, chaque difficulté rencontrée, nous pose au contraire de nouvelles questions ».

communistes « ont pris la décision de se battre ».

Interrogés sur l'opposition de M. Juquin, mis en cause dans la résolution finale, M. Gaysot a indiqué que l'activité de l'ancien porte-parole du PCF était « visible » au parti, et M. Laurent a précisé qu'à ses yeux il « ne s'en tient pas aux règles de fonctionnement » du PCF. Même si M. Juquin a appelé au

« vote communiste » pendant la campagne électorale, « il a exprimé son opposition à la politique de son parti », a affirmé M. Laurent. Les comités fédéraux ont commencé à se réunir dès mercredi 26 mars au soir pour analyser cette résolution.

La résolution

La résolution finale du comité central, publiée dans l'Humanité du

27 mars, précise que « le comité central (...) s'est livré à une discussion libre et approfondie sur la base du rapport d'ouverture ». Le comité central « comprend et partage les préoccupations légitimes des communistes », indique la résolution, qui réaffirme « la pleine validité » de la « politique nouvelle » définie au « vingt-cinquième congrès. Elle note un glissement général à droite du « pays », alors que le PCF « a fait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter d'aboutir à ce résultat négatif ». Elle développe une condamnation du PS qui a pour but de faire apparaître les « responsabilités » au moment où les dirigeants socialistes tentent de masquer la réalité ».

Se référant à plusieurs reprises au vingt-cinquième congrès, le texte souligne que le PCF « a mené une campagne positive (...) en définissant des objectifs concrets s'inscrivant dans les grandes orientations de la société nouvelle qu'il propose, et en développant un travail de terrain, en contact direct avec les gens ».

Par ailleurs, « le comité central regrette et désapprouve le comportement de Pierre Juquin au cours de cette campagne, en contradiction avec les règles démocratiques du parti réaffirmées au vingt-cinquième congrès et avec les efforts de mobilisation pour le vote communiste ». La résolution appelle enfin « toutes les organisations du parti (...) à mener une bataille politique et idéologique soutenue, convaincante », afin de « faire échec au gouvernement de cohabitation ».

● **PRÉCISION.** — M. Jean-Paul Jouany, rédacteur en chef de l'hebdomadaire communiste *Révolution*, nous fait savoir qu'il considère comme « diffamatoire » le passage concernant son intervention devant le comité central (le Monde du 21 mars). Nous écrivions : « Il aurait indiqué, en substance, qu'il était désolé, mais que l'ensemble de son équipe rédactionnelle était passée à l'ennemi ». Il s'agissait d'une interprétation, quelque peu humoristique, sans guillemets, d'une partie de son intervention. M. Jouany avait déclaré au comité central : « Je suis le rédacteur en chef de *Révolution*, je n'ai pu trouver de gomme les difficultés ». Indiquant ensuite que « la campagne contre le PC va redoubler de violence », il avait ajouté : « On veut nous rendre nostalgiques du baser qui tue, comme dit July (directeur de *Libération*) en faisant passer cela pour du communisme fondamental ».

M. Fiterman : Munich intérieur

Pour sa part, M. Charles Fiterman s'est livré à une violente attaque contre le PS, en soulignant qu'il « peut arriver que les peuples s'abandonnent à de mauvais bergers ». L'ancien ministre des transports, qui donnait l'impression d'avoir préparé sa déclaration, a ajouté : « S'il devait y avoir un congrès extraordinaire aujourd'hui, c'est au parti socialiste qu'il appartiendrait de le faire. Il y a cinq ans, c'est parti socialiste qui a changé la vie. Depuis, il a sabordé cette espé-

La carte de la contestation

Voici la liste des départements dans lesquels des membres du PCF demandent l'ouverture d'un débat ou la convocation d'un congrès extraordinaire. La contestation touche une quinzaine de départements et le « verrouillage » du comité central n'a pas empêché cette vague.

NORD : section de Renait-Douai (13 voix contre 11). Trois maires au moins du Valenciennais, dont M. Jules Chevalier, président du schéma directeur de cette région.

AIN : soixante-quinze élus et responsables du parti, dont les cinq conseillers généraux de département, ainsi que M. Renard, conseiller régional.

SOMME : les « rénovateurs » tiennent à rester discrets, mais des pétitions circulent.

ARDENNES : écart isolé de M. Minette, adjoint au maire de Charleville-Mézières, qui n'écarte

pas l'idée de lancer « une campagne de signature ».

DOUBS : section de Peugeot-Sochaux (25 voix sur 28) et le comité fédéral se réuniront, jeudi 27 mars, à Beaune-les-Dames.

MEURTHE-ET-MOSELLE : le comité fédéral (28 voix contre 20 et 11 abstentions) et vingt-trois maires sur trente. Le bureau politique aurait l'intention d'envoyer sur place M. Claude Billard, membre de cette instance, afin de mettre en place M. Roland Favaro au poste de premier secrétaire fédéral en remplacement de M. Alain Amic-bille, démissionnaire.

ISÈRE : plusieurs sections, dont celle des universitaires grenoblois.

PUY-DE-DOME : plusieurs membres de la fédération, dont le premier secrétaire, M. Jean Villanova.

HÉRAULT : quatre-vingts maires et conseillers généraux, désavoués par leur fédération.

A PARIS

L'abstention a surtout touché l'électorat communiste

Paris, comme à l'accoutumée, amplifie les résultats nationaux qui montrent que les choix politiques deviennent de plus en plus homogènes. On connaît la situation politique de la capitale après les élections législatives du 16 mars : effondrement du PC, échec des listes « baristes » de M. Jacques Domini et de M^{me} Marie-France Garaud, recul du Front national par rapport aux élections européennes de 1984 et hégémonie du PS et du RPR, notamment marquée par une progression sensible des socialistes.

Au-delà de ces résultats globaux, une analyse plus fine est possible à partir d'un échantillon de vingt-sept bureaux de vote parisiens (qui comptent trente-cinq mille trois cent quatre-vingt-neuf électeurs) représentatifs des tendances politiques de la capitale pour toutes les élections de 1978 à 1986 comprises. Cet échantillon est constitué des bureaux les plus favorables à chacune des grandes forces politiques qui ont eu des élus à l'Assemblée nationale jusqu'à dimanche dernier.

Le Parti communiste n'est plus réellement important à Paris depuis quelques années. En 1978, il n'emportait que 21,7 % des suffrages des Parisiens. Mais il s'effondre littéralement en 1986 : il ne représente plus que 4,6 % des suffrages exprimés. La chute a été constante depuis 1978 (tableau 1). Elle fait du PC une tendance marginale en 1986. Elle n'épargne pas ses bases, puisqu'il passe de 43 % des exprimés en 1978 à 15 % en 1986 dans ses meilleurs bureaux. Il disparaît presque dans les bureaux « bourgeois », puisqu'il n'obtient plus que 1 % des exprimés dans les bureaux à dominante UDF : dans un bureau du seizième arrondissement, il n'obtient qu'une seule voix pour mille deux cent quatre-vingt-dix-sept inscrits !

L'effondrement du PC, pour être spectaculaire, n'est que l'accentuation d'une tendance nationale.

L'échec des listes se réclamant de l'UDF et de M. Raymond Barre est plus inattendu. La diminution du nombre des suffrages UDF est à cet égard surprenante mais indiscutable. Comme le montre le tableau 3, le recul UDF est général dans tous les recensements de bureaux. Il est, de plus, particulièrement important dans les bureaux les plus forts, au point qu'il éroque l'affondrement communiste même s'il est nettement moins ample.

Le cas parisien est-il aberrant ? D'après les statistiques du ministère de l'Intérieur (le Monde du 20 mars), il semble qu'il n'en soit rien. Dans les départements où des listes UDF et RPR se présentent séparément, l'UDF n'a obtenu que 43 % des suffrages recueillis par la nouvelle majorité législative contre 57 % au RPR. Une fois de plus, Paris paraît n'avoir qu'amplifié un mouvement national.

Surprise socialiste

Le RPR reste le premier parti parisien avec 35 % des suffrages exprimés. Il renforce son emprise aussi bien par rapport à 1978 (28 % des exprimés) que par rapport à l'élection présidentielle de 1981 (27 % des exprimés). Il stagne dans les bureaux où il est dominant mais progresse dans tous les autres. Ses progrès sont remarquables, surtout dans les bureaux de tendance UDF où il passe de 29 % des suffrages en 1978 à 43 % en 1986. Au total et en raison de l'affaiblissement de l'UDF, la majorité UDF-RPR se tasse : elle passe de 52 % des votes exprimés aux législatives de 1981 à 47 % en 1986.

Pourtant, la surprise est venue des socialistes. Ils talonnent le RPR avec 32 % des suffrages et ne perdent que 0,19 % de leurs voix par rapport aux élections législatives de 1981. En nombre absolu, ils ont même amélioré leur score. Comme le RPR, ils sont dorénavant puissants dans

l'ensemble de la capitale. Seuls les bureaux UDF résistent à la contagion socialiste. En revanche, dans les bureaux à dominante RPR, le PS triomphe sa représentation électorale et se rapproche du RPR lui-même.

Dans les bureaux à dominante PC, il recueille le double des voix communistes, alors qu'il était le « petit frère » en 1978 lorsque le PC recueillait 43 % des exprimés contre 20 % au PS. Là encore, observe-t-on une spécificité parisienne ? Sans précéder-t-il le mouvement ? Cette question, on peut néanmoins souligner que l'électorat parisien, plus sensible aux problèmes locaux, généraux qu'aux stratégies locales, semble avoir considéré que l'évolution social-démocrate du PS était plus convaincante que le durcissement prôné par un PC totalement désavoué par son propre électorat de 1978.

Reste le Front national. Il recule par rapport à 1984 où il avait obtenu 15 % des suffrages à Paris : il n'en a plus que 11 % en 1986. Dans ses zones de force, il perd un tiers de son pourcentage des suffrages et la moitié dans ses bureaux les plus faibles. Il reste plus fort, quoiqu'en recul, dans les bureaux à dominante communiste (18 % des exprimés), mais voit entre 9 et 11 % dans le bureau où sont dominants les autres grands partis.

Est-ce à dire que ce sont les électeurs communistes qui seraient passés dans le camp de M. Le Pen ? Ce serait ironique si l'on considère l'anti-communisme de celui-ci.

Certes le total PC-PS est tombé de 19 points entre 1978 et 1986, le score du Front national compensant, à peu près ce pourcentage. Pourtant, ce transfert est plus limité qu'il n'y paraît. Tout d'abord, le sondage « sortie des urnes » montre peu de transferts entre le PC et le RPR, le national entre 1984 et 1986. Il semble de fait que les transferts se soient en réalité le plus souvent pro-

duits par glissements successifs : du PC vers le PS, puis vers la coalition RPR-UDF (+ 6 points dans les bureaux à dominante PC entre 1978 et 1986) et enfin vers le Front national.

Surtout, l'abstention nous semble avoir été la solution de remplacement des électeurs communistes soustraits à des pressions croisées et à la recherche d'une issue politique : le tableau 5 nous paraît à cet égard très significatif.

Alors qu'en 1978, la participation dans les bureaux de chacune des grandes tendances était pour l'essentiel semblable, avec 4 points de différence seulement entre les extrêmes (PC : 76 % et PS : 80 %), la situation s'est considérablement modifiée en 1986. La participation diverge fortement dans les bureaux de tendances opposées. Elle n'atteint plus que 56 % dans les bureaux PC (une chute de 11 points), alors qu'elle reste parfaitement stable dans les bureaux de tendance UDF, les plus participationnistes en 1986 (79 %) : la différence atteint 13 points en 1986.

Ajoutons que les bureaux de tendance socialiste, les plus participationnistes en 1978 et 1980 (80 %) ne se sont pas autant mobilisés en 1986 : les électeurs communistes et/ou socialistes continueraient-ils, à partiellement, à boudier la gauche ? Il apparaît de plus en plus certain, au fil des consultations électorales, que les électeurs communistes se réfugient dans l'abstention. Ce qui, une fois de plus, manifeste le caractère politique de celle-ci. Mais la première leçon des élections du 16 mars, à Paris en particulier, est l'affrontement (ou la cohabitation) de deux forces politiques dominantes aujourd'hui, le PS et le RPR.

FRANÇOISE SUBLEAU, MARIE-FRANCE TOINET, chargées de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

TABLEAU 1 : Evolution des votes du PC depuis 1978 selon la tendance des bureaux (% des inscrits : premier tour).

Tendance des bureaux	Légit. 1978	Présid. 1981	Légit. 1981	Euro. 1984	Légit. 1986
PC	43	39	33	21	15
PS	19	9	11	7	5
RPR	12	7	6	4	3
UDF	6	3	2	3	1

TABLEAU 2 : Evolution des votes du PS depuis 1978 selon la tendance des bureaux (% des inscrits : premier tour).

Tendance des bureaux	Légit. 1978	Présid. 1981	Légit. 1981	Euro. 1984	Légit. 1986
PC	20	25	41	19	34
PS	22	30	37	23	37
RPR	19	25	30	19	34
UDF	12	15	20	11	20

TABLEAU 3 : Evolution comparée du RPR et de l'UDF de 1981 à 1986 (% des inscrits).

Tendance des bureaux	Elections présidentielles 1981 (premier tour)		Elections législatives 1986	
	RPR	UDF	RPR	UDF
PC	18	17	22	6
PS	24	22	31	9
RPR	34	22	39	7
UDF	29	40	43	19

TABLEAU 4 : Le Front national entre 1984 et 1986 (% des inscrits).

Tendance des bureaux	Européennes 1984	Législatives 1986
PC	19	18
PS	14	10
RPR	15	11
UDF	14	9

TABLEAU 5 : La participation selon la tendance politique des bureaux.

Tendance des bureaux	Légit. 1978	Présid. 1981	Légit. 1981	Euro. 1984	Légit. 1986
PC	76	75	62	45	66
PS	80	80	67	55	75
RPR	78	76	67	57	74
UDF	78	79	69	66	79

Paris-Tel Aviv : feu vert pour la Mer Rouge.



Vols quotidiens sans escale Paris CDG1-Tel Aviv en gros porteur. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages. TWA ouvre la voie vers les USA.

مركزنا من الأصل

هكذا من الأصل

société

Un tournant dans les recherches sur le SIDA

AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Le retour de Paul-André Sadon

La nouvelle a fait lever un vent de panique chez les magistrats de gauche et quelques autres : Paul-André Sadon est de retour. Il est réintégré à la Cour de cassation avec le titre de chargé de mission au cabinet de M. Albin Chalandon et les attributions de « conseiller » (*le Monde* du 27 mars). Des fonctions aux frontières suffisamment floues pour lui permettre de jouer un rôle à sa mesure, considérable.

Certains redoutent de le voir faire la pluie et le beau temps, comme à l'époque où il exerçait ses talents auprès de M. René Plevin, le quatrième garde des sceaux qu'il ait servi après MM. Louis Joxe, René Capitant et Jean-Marcel Jeanneney. Longtemps maître-Jacques de la chancellerie, il eut, sous le même René Plevin, la haute main sur les services judiciaires, avant d'être promu procureur de Paris puis, en un temps record, tout puissant procureur général.

Une telle carrière ne doit rien à de bonnes fées. Malin, certains disent retors, il connaît la chose judiciaire sur le bout des doigts. Il fait partie de ces rares magistrats que la politique n'affaiblit pas et qui lui vouent le meilleur d'eux-mêmes.

Il est aussi de ceux qui se savent indispensables. M. Chalandon lui a donné raison comme, avant lui, M. Peyrefitte. L'ancien garde des sceaux ne dédaignait pas consulter le procureur général qu'il était alors, pour mettre au point le projet « sécurité et liberté ».

Révoqué

Il savait aussi pouvoir compter sur lui pour lancer des poursuites contre *Libération* et *le Monde*, ou résister pied à pied aux protestations provoquées par l'extradition de M. Klaus Croissant. M. Sadon se souvient encore, comme d'un bon tour joué à M. Roland Dumas, de sa décision de requérir lui-même contre M. Croissant, le client du futur

ministre des relations extérieures.

L'homme a de l'humour, et il est plus fin que ne le laissent paraître ses philippiques, lors des audiences solennelles de rentrée, contre les « doctrinaires épuisés de contestation » et les « intellectuels dissidents ou masochistes ».

Ayant été révoqué dès la victoire de M. François Mitterrand, il fut exilé à la Cour de cassation, ce cimetière des éléphants, avec rang, humiliant pour lui, de premier avocat général en surmarche. Il s'y morfondait dans un petit bureau, presque sous les combles. Il avait épinglé au mur une photo du garde des sceaux d'alors, à la tribune de l'Assemblée nationale, le visage déformé par la colère, photo accompagnée par ses soins de ce commentaire : « *Badinter, ou l'image de la tolérance.* »

Ce fut sa seule protestation en cinq ans. Il avait décidé de se taire et il s'est tu.

Il fut deux ans adhérent de l'Association professionnelle des magistrats, puis ne paya plus ses cotisations. Ce syndicalisme-là, même de droite, n'était pas à sa peinture. Sa consécration était dans l'Yonne, dont il est conseiller général non inscrit, proche de l'UDF, et à l'île-sur-Seine, cinq cent vingt-cinq habitants, où il est né voici soixante et un ans, et dont il est maire.

Le scrutin de liste l'a sans doute privé le 16 mars d'un mandat de député, son ambition à demi-avouée, et le ramène à la chancellerie, son autre terre d'élection. Avec l'esprit de revanche ? Certains, à gauche, redoutent déjà une chasse aux sorcières dont il serait le grand inquisiteur. M. Sadon connaît son monde. Lui fait partie de velours. « *La peine de mort ? Elle a été abolie. On ne peut revenir sur cette abolition.* », aurait-il entendu dire. Et même : « *Tout n'est pas à rejeter dans les réformes de M. Badinter.* » On a changé Paul-André Sadon !

BERTRAND LE GENDRE.

Condamné pour provocation à la discrimination raciale

M. ANDRÉ FIGUERAS EST RELAXÉ EN COUR D'APPEL

La cour d'appel de Paris a infirmé, mercredi 26 mars, un jugement de la dix-septième chambre du tribunal et a relaxé M. André Figueras, écrivain et journaliste, qui était poursuivi pour provocation à la discrimination raciale (*le Monde* du 24 octobre 1985) en raison de propos tenus à la Mutualité lors de la quatrième Journée nationale d'amitié française le 16 octobre 1983.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), partie civile, ont été déboulés. La cour a confirmé les relaxes prononcées en faveur de M. Arnaud de Lassus, dirigeant de l'Action française, et de M. Bernard Antony, dit Rousset Marie, député européen du Front national et conseiller régional de la région Midi-Pyrénées.

Le tribunal avait condamné M. Figueras à 3 000 F d'amende pour avoir déclaré en particulier : « *Nous sommes sous l'œil des Barbares...* », « *les immigrés se reproduisent comme des lapins...* ».

L'arrêt de la cour d'appel déclare notamment : « *La comparaison des immigrés avec des lapins constitue certes une métaphore peu respectueuse mais ne va pas jusqu'à tomber sous le coup de la loi pénale. En somme, pris isolément ou globalement, de tels propos qui ne visent aucune ethnie, race ou religion déterminée expriment une opinion politique certes tranchée sur le problème de l'immigration en général mais ne comportent pas d'exhortations, d'incitations hostiles aux immigrés (...). Ils ne vont pas jusqu'à constituer une provocation à la discrimination, la haine ou la violence...* ».

AU TRIBUNAL DE PARIS

« Le Monde » condamné pour diffamation envers M. Jean-François Charrier

M. André Fontaine, directeur du *Monde*, et Edwy Plenel, journaliste, ont été condamnés, mercredi 26 mars, à 2 000 F d'amende par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour diffamation envers M. Jean-François Charrier, ancien colonel de la DGSE, dans un article paru le 9 août 1985. Ils devront verser en outre un franc de dommages-intérêts à la partie civile, mais le tribunal n'a pas fait droit à la demande de publication du jugement (*le Monde* du 28 février).

Dans l'article en cause, publié le jour de la nomination de M. Bernard Tricot par le premier ministre pour enquêter sur le sabotage du *Rainbow Warrior*, Edwy Plenel envisageait diverses hypothèses au début de ce qui devait devenir l'affaire Greenpeace. Selon l'une d'elles, l'équipe de l'attentat aurait pu avoir des liens avec « la droite musclée de Nouvelle-Calédonie ». Le nom de M. Charrier, ancien organisateur du service de sécurité du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, était mentionné. Cette hypothèse fut, par la suite, très rapidement abandonnée au profit de l'autre citée dans l'article : une bavure de la DGSE.

« La recherche de la vérité »

Le tribunal a estimé que l'article « *jetait la suspicion sur M. Charrier* » qui « apparaît comme un auteur potentiel du sabotage ». Cependant, il reconnaît qu'il existe pour le journaliste d'un quotidien « une nécessité d'informer le lecteur au fur et à mesure de ses investigations, qui lui impose une précipitation que le tribunal prend en compte. Mais il doit lui aussi être conscient des risques qu'il assume, qu'il peut apprécier et qu'il est à même parfois de parer. En l'espèce, il n'était pas impossible, tout en faisant état d'hypothèses, en excluant aucune, de taire le nom de M. Charrier (...), homme d'ombre, difficile à contrôler et se laissant difficilement approcher. »

« *Si le journaliste a effectivement utilisé des formules manifestant une certaine réserve (« un nom qui circule »), ajoute le tribunal, s'il s'est gardé d'être affirmatif, ce qui était par ailleurs impossible en l'état des renseignements recueillis à cette époque, le nom de Charrier n'est cependant pas évoqué de façon neutre.* »

Estimant par conséquent que le journaliste avait dû « éviter de le nommer avant d'avoir approfondi ses investigations », et que « le sérieux du journaliste s'est, ce jour-là, trouvé en défaut », le tribunal souligne toutefois qu'« on peut saluer dans cette affaire le rôle important tenu par la presse, plus particulièrement par des grands journaux comme le *Monde*, et la part qu'ils ont apportée, à la recherche de la vérité ».

Enfin, le tribunal souligne que l'« honnêteté intellectuelle qu'Edwy Plenel a par la suite manifestée, en reconnaissant l'erreur de l'hypothèse envisagée, en faisant les mises au point publiques indispensables, a certes atténué le préjudice ».

FAITS DIVERS

« *Une quatrième victime après l'incendie d'un hôtel de Pigalle.* » André Wohlers, vingt ans, le touriste ouest-allemand qui était dans le coma à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine) après l'incendie de l'hôtel Trinité Palace, 41, rue de Pigalle à Paris (9^e), dans la nuit du 25 au 26 mars, est mort mercredi en fin d'après-midi. Ce décès porte à quatre le nombre des victimes dont deux autres ont été identifiées : il s'agit de Joachim Sauerberg, vingt-deux ans, de Wolfgang Korte, vingt-quatre ans, de nationalité ouest-allemande. L'identité de la quatrième personne morte dans l'incendie n'avait pas encore été établie jeudi en fin de matinée.

La découverte, chez l'homme, de deux nouveaux virus vient bouleverser les données scientifiques et médicales dont on disposait jusqu'à présent sur le SIDA. Ces deux découvertes ont été rendues publiques le mercredi 26 mars. La première à Lisbonne, par le professeur Montagnier de l'Institut Pasteur de Paris (*le Monde* du 27 mars). La seconde, quelques heures plus tard à Boston, par le groupe du professeur Max Essex, de la Harvard School of Public Health.

A Paris, rue du Docteur-Roux, l'Institut Pasteur s'apprête à publier

d'autres termes, on lève l'embargo qui, depuis quelques jours, interdisait aux signataires américains, français et suédois d'un important travail scientifique de révéler qu'ils avaient, eux aussi, découvert

heures, on insiste, de part et d'autre, sur la nécessité de continuer à collaborer.

Déjà, le docteur Francis Barin (laboratoire de virologie et CHU Bretonneau de Tours), travaillant en collaboration avec le groupe de Boston, a adressé des sérum HTLV-IV à l'Institut Pasteur de Paris. On peut toutefois noter — coïncidence ? — que le virus américain, qui n'avait pas de nom il y a quelques semaines encore, a, en définitive, été baptisé HTLV IV, rejoignant ainsi l'appellation défendue par le professeur Robert Gallo (National Cancer Institute, Bethesda).

Reste que l'enjeu scientifique et commercial de tels travaux est considérable. Découvrir un nouveau virus, proche de celui du SIDA, capable de déclencher la maladie chez l'homme (le LAV II), et un autre tout aussi proche apparemment non pathogène (HTLV IV), c'est disposer de nouvelles clés pour résoudre les énigmes de l'origine et du traitement du SIDA.

C'est aussi bouleverser les données actuelles sur le dépistage de la maladie, et, du même coup, le fantastique marché international qui, depuis quelques mois, s'est développé sur ce crépuscule (2). C'est enfin laisser supposer que l'épidémie actuelle de SIDA a une dimension à la fois méconnue et inquiétante. « *En Afrique*, a déclaré le professeur Montagnier à Lisbonne, *tout se passe comme si l'épidémie gagnait l'arc du continent à partir de l'Afrique centrale, et comme si un autre foyer de nature différente avait été isolé en Afrique de l'Ouest.* »

A l'évidence, la virologie se prépare à vivre des heures historiques.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCH.

(1) Les travaux du professeur Essex sont rendus publics ce jeudi 27 mars devant la société américaine de microbiologie et vont être publiés dans la revue *Science* du 11 avril. Ce travail du professeur Montagnier, qui n'est pas encore été accepté par *Science*, ont été adressés à l'Académie française des sciences.

(2) Voir dans « *le Monde* de la médecine » du 26 mars, le dossier sur les tests de dépistage du SIDA.

L'annonce simultanée de la découverte de deux virus différents illustre la sévère compétition entre Français et Américains

en début d'après-midi en communiquant, reprenant les principales conclusions de ce travail.

Dans la salle de conférences de Lisbonne, à quelques mètres du professeur Montagnier, un auditeur est particulièrement attentif. Arrivé à Lisbonne la veille, tout spécialement pour cet exposé, il note, non sans quelque fébrilité, les données chiffrées rapidement présentées sur les diagnostics. C'est le docteur T. H. Lee, « envoyé spécial » du groupe de Boston.

Il est 10 heures lorsque l'exposé du professeur Montagnier s'achève. Le temps d'un café, M. Lee et Montagnier échangent quelques mots, puis, souriants, se séparent.

An même instant, il fait nuit à Boston. On donne des coups de fil de Lisbonne à la Harvard School of Public Health ; on reçoit des coups de fil de Lisbonne, et de Paris. Rapidement, la décision est prise. On va « lâcher » l'information. En

un nouveau virus, baptisé HTLV IV.

26 mars : l'Amérique apprendra donc d'abord qu'un nouveau virus « américain » vient d'être découvert. L'Europe, elle, découvrira, dans un premier temps, le résultat du travail franco-portugais. Ainsi s'achève une extraordinaire partie de bras de fer entre les équipes des professeurs Montagnier et Essex — à travers elles, l'Institut Pasteur de Paris et la Harvard School of Public Health de Boston (1).

Une nécessaire collaboration

Est-ce à dire que les points sont rompus, et qu'une polémique comparable à celle opposant l'Institut Pasteur de Paris à l'Institut national américain de la santé, va naître entre ce même Institut Pasteur et la Harvard School of Boston ? Rien n'est moins sûr. En effet, en dépit de l'intensité de ces dernières

Carte d'identité virale

Les deux nouveaux virus du SIDA viennent d'Afrique. Le LAV II a été isolé chez deux malades atteints du SIDA, originaires d'Afrique de l'Ouest et ne faisant pas partie d'un groupe à risque pour cette maladie. Des « porteurs sains » africains de LAV II ont également été identifiés. Le HTLV IV, en revanche, a été isolé sur trois prostituées dakaroises apparemment indemnes de toute pathologie. Ces deux virus apparaissent comme des intermédiaires entre le virus jusqu'ici connu pour être le seul responsable du SIDA et celui identifié en novembre dernier chez des singes verts africains vivant en liberté et indemnes de toute pathologie.

LAV II et HTLV IV sont-ils un seul et même virus ? Telle est la question posée par les équipes qui ont rendu publics, le 26 mars, les résultats de leurs travaux — et à laquelle elles ne peuvent répondre faute de disposer de l'ensemble des éléments (1).

Une géographie virologique complexe

L'apparition du SIDA était, jusqu'à présent, la conséquence de l'infection de l'organisme humain (ou, plus précisément, de certaines cellules sanguines) par un virus dénommé HTLV III par les uns, LAV par les autres. Ce virus est composé d'une enveloppe (faite de deux protéines), de protéines centrales (elles sont trois) et d'une molécule d'ARN.

Des photographies en microscopie électronique ne permettant pas de faire la différence entre tel ou tel virus, les chercheurs doivent, pour identifier ces derniers, détailler leur architecture moléculaire. On est par-

venu à distinguer de subtiles variations dans le secteur des LAV-HTLV III isolés et cultivés en Europe, en Afrique et aux Etats-Unis. Quelques centaines d'isolats ont ainsi pu être mis en évidence. Le virus isolé chez le singe vert, quelque voisin du LAV-HTLV III, présente des différences importantes.

Les deux intermédiaires identifiés aujourd'hui sont très proches de l'un de l'autre. Plusieurs éléments (au niveau des protéines internes très légèrement différentes en poids moléculaire) permettent toutefois de penser qu'il s'agit bel et bien de deux virus différents. De plus, le LAV II est lié à des cas de SIDA, alors que le HTLV IV semble dénué de tout effet pathologique.

Trente prostituées dakaroises « positives », pour le HTLV IV sont ainsi suivies depuis près d'un an, sans présenter de symptômes évocateurs du SIDA. Une différence de taille, qui laisse entrevoir d'intéressantes perspectives pour la mise au point du vaccin. « *Il y a de fortes chances*, explique le docteur Francis Barin, *que l'on découvre bientôt une série de virus intermédiaires entre celui du SIDA et celui du singe, des virus dont le pouvoir pathologique pourrait être varié.* » La géographie virologique du SIDA n'est jamais apparue aussi riche ni aussi complexe.

J.-Y. N.

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS

Fausse factures franco-yougoslaves : l'accusé principal est condamné à quatre ans d'emprisonnement

Devant la trente et unième chambre correctionnelle de Paris, mardi 25 mars, M. Szymon Blankenberg, de nationalité israélienne et cerveau présumé d'un trafic de fausses factures franco-yougoslaves (*le Monde* du 6 février 1986), a été condamné à quatre ans d'emprisonnement et 300 000 F d'amende.

Pour ce trafic parisien qui rapporta 20 millions de francs entre 1982 et 1984 à l'« entreprise » Blankenberg, treize des vingt et un inculpés ont également été condamnés à des peines de trois ans ferme à un an de prison avec sursis et à des amendes de 300 000 à 10 000 F.

Le tribunal, sous la présidence de M. Guy Joly, a retenu contre M. Szymon Blankenberg, le grief de faux et usage de faux en écritures de commerce, d'abus de biens sociaux

et d'exercice illégal d'une activité commerciale par étranger. Mais c'est sur la complaisance d'employés de banque française que ce dernier jugement tranche. En effet, le président Joly a retenu la complicité de faux et usage de faux contre cinq cadres de banque et un receveur des PTT. Il leur est reproché d'avoir sciemment favorisé ce trafic.

En effet, sans compte bancaire, pas de fausses factures et pas d'espèces décaissées quotidiennement pour payer le travail clandestin. Ces salariés ont tous été condamnés à un an de prison avec sursis et 10 000 F d'amende. La Banque Paribas, la Lebanese Arab Bank, l'Union de banque à Paris sont déclarées civilement responsables de leurs préposés condamnés. — D.R.

ÉDUCATION

« *Des lycéens contre la gale.* » Cent cinquante lycéens ont manifesté, mardi 25 mars, dans les rues de Clermont (Oise), pour réclamer des mesures énergiques contre l'épidémie de gale qui aurait pu naître dans l'internat du lycée Cassini. Une quarantaine de cas auraient été déclarés, et la maladie se serait étendue dans d'autres établissements scolaires de la ville : le LEP, le collège, etc. Quelques professeurs auraient été touchés. Les locaux ont été soumis à une opération de désinfection contrôlée par un technicien de la direction départementale de la santé. — (Corresp.)

SCIENCES

« *Vol de la navette soviétique à la fin de l'année.* » Le premier vol de la navette spatiale soviétique pourrait avoir lieu fin 1986 ou début 1987, selon le dernier rapport du Pentagone sur la puissance militaire soviétique. Cet engin, d'une taille comparable à celle des navettes américaines est en cours de développement depuis de nombreuses années, comme le petit avion orbital dont des prototypes ont été testés à au moins trois reprises en juin 1982, mais en décembre 1983.

Le rapport affirme aussi que les Soviétiques ont développé deux nouveaux types de lanceurs : l'un destiné à la mise en orbite de charges très lourdes, de l'ordre de cent tonnes ; l'autre prévu pour celle de l'arsenal orbital. « *Identification des restes des astronautes de Challenger.* » Les restes de six des sept astronautes tués dans l'explosion de la navette spatiale américaine Challenger ont pu être identifiés. Selon M. Claude Outzuka, frère de l'un des astronautes, ce travail d'identification des restes retrouvés au large de Cap Canaveral (Floride), mené par le colonel Kenton Hartman, médecin légiste spécialisé dans les empreintes dentaires, ne sera terminé que dans deux ou trois semaines.

LA POLYGAMIE EN FRANCE, BARAKA ENQUÊTE...
BARAKA N° 3 - 16 F EN KIOSQUE CHAQUE JEUDI.

12. Lettres étrangères : un portrait d'Ernst Jünger

Le Monde DES LIVRES

Du côté de chez Jean Tardieu

Nous avons rencontré ce très jeune vieux poète. Il vient de publier *Margeries* : tout son trajet, de l'enfance à la sérénité.

De sa fenêtre, Jean Tardieu aime regarder, au loin, les tours du quartier Italia. « Je les trouve magnifiques à certaines heures, au crépuscule ou la nuit », dit-il. Cette contemplation, étrangement associée à celle d'une fresque de Pisanello à Vérone, est d'ailleurs à l'origine d'un très beau petit livre, *Les Tours de Trébizonde* (1). Chez Tardieu, aujourd'hui, le téléphone ne cesse de sonner. A quatre-vingt-deux ans, l'œil vif, il semble à la fois ravi et un peu débordé par cette animation, en partie provoquée par la parution de *Margeries* : « Un livre posthume ! dit-il en riant. C'est vrai qu'avec l'âge on voit mieux quelles sont les lignes de force de sa propre vie. »

« J'ai voulu, par ce recueil, changer un peu l'idée qu'on a de moi. On peut penser que je suis avant tout un poète humoriste, alors qu'à mon avis la partie la plus importante de mon œuvre est une poésie purement lyrique, souvent pessimiste et même tragique. Et puis, après avoir longtemps pensé qu'il y avait de l'indiscrétion à parler de ce qui concerne

ma vie privée, je livre ici quelques fragments de mémoire. »

Fils d'un peintre et d'une musicienne, ami d'artistes comme Bazaine et Hartung, Jean Tardieu a souvent dit comment, poète, il avait cherché à dérober à la musique et à la peinture certains de leurs secrets. Sur les murs, plusieurs toiles de son père Victor Tardieu, « inspirées, dit-il, par la conception de la lumière des impressionnistes », éternisent le fraîcheur de moments heureux, notamment la toile qui reproduit dans *Obscurité du jour* (2), représente Caline et Jean, la mère et l'enfant, dans le magnifique jardin des grands-parents à Orlières, près de Lyon. Jean Tardieu a alors neuf ans. Il a déjà composé son premier poème.

« Ma mère était issue d'une lignée de musiciens italiens, les Luigini, originaires de Modène. Mon grand-père, directeur de l'Opéra-Comique à Paris, était l'ami de Massenet, Saint-Saëns et Vincent d'Indy, qui l'apprenaient beaucoup. Ma mère était harpiste et donnait des leçons : j'entendais de la musique du



BERENICE CLEEVE.

matin au soir. Elle avait beaucoup de grâce, et mon père aimait la prendre comme modèle.

« Enfant unique, j'étais très souvent seul, un peu replié sur moi-même et en proie à mes propres fantasmes. Mais j'étais plutôt gai et enjoué... » Son nouvel ouvrage, *Margeries* réunit des

poèmes écrits par Tardieu au long de son existence. Restés inédits jusqu'à présent, ils sont classés par thèmes.

MONIQUE PETILLON.
(Lire la suite page 13.)

(1) Gallimard.
(2) Skira. Les Sentiers de la création.

La passion de Fernand Braudel

Dernier message de l'historien, l'identité de la France éclaire et raconte « un mystérieux enfantement ».

Le vieux boucanier est rentré au port (1). De Bahia à Malte, de Manille à Amsterdam, il avait roülé sa bosse d'historien au long cours dans « l'économie-monde », suivant ces flux et ces reflux du négoce et du capital qui, depuis quatre siècles, battent notre modernité. Le voici pied à terre, engalé même, acharné et malicieux, heureux de faire l'ultime voyage en terre de France. Nous n'aurons pas le fin mot de cette *Identité de la France* interrompue par sa mort et dont le premier volume sur les deux achevés et les quatre prévus nous est livré aujourd'hui comme dernier message.

Sans être la quintessence d'une œuvre promise depuis longtemps à tous les honneurs, ce livre de raison et de cœur avait trop hanté Braudel pour que sa plume tremblât. Envahi sur sa couverture par la campagne d'Auvergne-sur-Oise de Van Gogh, embué de tendresse par les miniatures médiévales, humble et royal, l'ouvrage ne dépare pas le long cortège des hommages à la France. Après Taine et Tocqueville, après Michelet surtout, Braudel observe de toutes ses forces son pays, « ce travail intérieur du mystérieux enfantement, mêlé de nécessité et de liberté, dont l'histoire doit rendre compte ». Ces mots sont de l'auteur du *Tableau de la France*, mais la passion est commune à Michelet et à Braudel.

Ce premier volume (le second décrira les hommes et leur industrie) parcourt l'espace où s'est affirmée une France « comme enfouie en elle-même », qui suit sa propre pente, accrochant son génie au pan des collines et au creux des vallées, mêlant Nord et Sud, horizons terriens et maritimes, présent et passé. L'œil grand ouvert, écartant les formules simples, sans grandiloquence ni fausse humilité, Braudel butine, herborise et finalement lie son bouquet.

Sans doute, en homme de l'Est — comme Marc Bloch, comme Lucien Febvre, — en Lorrain des avant-postes, n'est-il pas tout à fait à l'aise dans les tourments de la France d'oc, dans le baroque et

les tensions du Sud : on notera qu'il se détourne de Brive-la-Gaillarde pour filer au plus droit sur Laval, Caen ou Paris.

Pour n'avoir jadis découvert « sa » Méditerranée qu'en Algérie, Braudel néglige un peu les garrigues et les molasses, les vieux granits et le châtaignier, toute cette sauvagerie moite et noire qu'écrasaient jadis sans complex les lourds cavaliers repus des plaines du nord de la Loire. Mais l'histoire, après tout, a donné tragiquement raison à l'historien : la France est bien fille de l'île-de-France.

Le « triomphe éclatant du pluriel »

Rien, semble-t-il, ne l'y prédisposait. La France est à première vue un « triomphe éclatant du pluriel », dans une diversité qui prolifère comme le chiendent au cours des âges. Terroirs, masures, us et coutumes, vents et parlers, tout y a suivi la pente facile du petit « pays », le quant-à-soi du microclimat physique et humain, le culte jaloux du milieu clos où il fait si bon survivre, s'aimer ou se battre. Si centralisatrice qu'elle ait pu être, la monarchie n'a pas effacé les provinces. Bien trop au large dans l'espace qui lui était reconnu, incapable de relier ses sujets entre eux, le royaume fut une addition d'isolats réduits un à un.

L'immensité de la France avant les communications modernes (Braudel rejoindrait sans doute Eugen Weber pour dire que notre identité contemporaine doit autant au chemin de fer qu'aux Lumières) a fait du territoire un conservatoire de tous les particularismes, même si la monarchie assied sa puissance sur cette désagrégation chronique. Les malheurs des temps feront, tour à tour, de cette pluralité une compétition utile ou un conflit « franco-français » ouvert.

JEAN-PIERRE RIOUX.
(Lire la suite page 13.)

(1) Fernand Braudel est mort le 28 novembre 1985. Voir *Le Monde* du 30 novembre 1985.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le Parfum, histoire d'un meurtre, de Patrick Süskind

Comment se faire aimer

Le temps n'est plus où le succès naissait d'une rencontre miraculeuse entre l'inspiration solitaire de l'écrivain, l'attention haut, dans sa soupente coupée du monde, et l'attente de ce monde, insoupçonnée, indécidable. Les moyens de presser la demande du public ont fait de tels progrès que l'offre s'adapte. Naguère attentive à sa seule nécessité intérieure, l'inspiration se fait une raison, une douce violence. Et pourquoi pas ? La littérature est d'abord, ou aussi, à votre chob, un art de communication, un commerce.

Depuis que les études de marché ont confirmé la tendance indiquée par la presse spécialisée, et certains best-sellers — Chateaubriand, Eco, — le roman historique a déferlé dans les vitrines des librairies. Le produit affecte de plus en plus un aspect standard : gros format, jaquette luxueuse représentant une peinture d'époque, titre épique... Depuis le début du mois de mars, les critiques ont reçu une bonne vingtaine de spécimens, sans compter les rééditions de *Mémoires illustrées*. En général, l'aventure et le mystère se mêlent à des exhumations d'archives, selon des doses efficaces, et brillamment.

La concurrence va-t-elle entraîner une hausse de qualité, en bonne logique marchande, ou l'indigestion ? Quel genre prendre le relais ? Rendez-vous aux prochains sondages...

Le Parfum n'appartient qu'indirectement à la catégorie. Le roman se passe sur fond de dix-huitième siècle français, non sans documentation pointue sur le Paris et la Provence d'alors, sur les petits métiers, sur la rue, mais il relève davantage du conte fantastique et philosophique. On est plus près des Aventures du baron de Münchhausen, de Raspe et de Bürger, que de *Candide*. L'auteur nous vient d'ailleurs de Bavière. C'est son premier livre. En quelques mois, il a conquis un vaste public, en Allemagne et en Italie.

Pourquoi ? L'histoire que raconte Patrick Süskind ne saurait retenir ni par sa vraisemblance ni par sa psychologie. Son originalité vient de ce que l'odorat y tient une place plus qu'exceptionnelle : exclusive. Les odeurs ne servent pas seulement d'appoint aux descriptions, comme dans la plupart des romans, où elles vont souvent par paires de sensations extrêmes ; elles ne jouent pas non plus le rôle de révélateurs du souvenir, comme l'aubépine chez Proust. L'olfactif se substitue à tous les autres domaines sensitifs. Il tient lieu de vue à distance, de toucher, d'ouïe. Il dresse le cadastre des lieux,

trace le blason des corps, règle les relations entre les êtres. Nez bouchés, s'abstenir ! Ou au contraire : pour qui manque d'odorat, ou croit pouvoir s'en passer, ce peut être une révélation.

Le nommé Grenouille n'exhale par lui-même aucune espèce d'odeur. Autant dire qu'il ne vit pas. On l'ignore, on le traverse. Il n'a pas d'existence matérielle, ni sociale. Une poissonnière l'a laissé tomber de son ventre sous un étal de poissons, ce qui lui a valu d'être décapitée en place de Grève. poisons, ce qui lui a valu d'être décapitée en place de Grève. poisons, ce qui lui a valu d'être décapitée en place de Grève.

Si Grenouille ne sent rien par lui-même, il est monstrueusement doué pour sentir tout ce qui n'est pas lui. (La langue française est décidément bien impotente avec ce seul verbe sentir pour exprimer deux choses aussi opposées !) Narines dilatées, il devore et distingue les odeurs à une demi-lieue, avec un flair digne du chien. Cette hypersensibilité olfactive dévot l'oppe en lui un sixième sens qu'on dirait moral s'il n'allait devenir, on va le voir, parfaitement amoral. Bien avant tout le monde, il décèle les caractères, pressent les dangers, prévient les haines. Il suit aussi les attraites avec une force hors du commun. Dépourvu d'odeur *sui generis*, il en est fou chez les autres, chez certains autres. Telle jeune fille rousse qui épluche des mirabelles rue des Marais en fait la cruelle expérience : c'est plus fort que lui, pour lui dérober son parfum, Grenouille l'étrangle...

PAREILLE singularité se monnaie. Grenouille trouve à s'engager chez un tanneur, puis chez le parfumeur Baldini. Il sait décomposer et imiter les produits des concurrents. Il devient si précieux que l'employeur le soigne et lui livre ses secrets de conservation. Un grand avenir l'attend. Mais l'odorat, contrairement au goût — très développé, dit-on, chez les hommes d'Etat — porte moins à l'ambition sociale qu'à la réminiscence solitaire. Grenouille passe sept ans dans une grotte du Cantal à se remémorer les plus suaves senteurs du passé.

(Lire la suite page 12.)

UNE TRADUCTION NOUVELLE D'UN CHEF-D'ŒUVRE

J.D. SALINGER
L'attrape-cœurs

Traduit de l'américain par ANNIE SAUMONT

Collection "Pavillons"

ROBERT LAFFONT



مكتبة الأصيل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

EN POCHÉ

● Dans la série « Textes et débats », le Livre de poche publie le second volume de l'ouvrage de Jeannette Colombel consacré à Sartre. Après l'Homme en situation, voici abordée, à travers les thèmes de la liberté, de l'histoire et de la morale, l'œuvre aux mille têtes. Avec de nombreux extraits, ces deux volumes constituent une bonne introduction à la pensée de Sartre. (Bibliothèque-Essais, n° 5008 et 5013.)

● Les Dix-huit leçons sur la société industrielle furent professées par Raymond Aron à la Sorbonne en 1955-1956 et publiées en 1962. Cette analyse des différents types d'industrialisation et des modèles de croissance a conservé toute sa actualité. (Folio-Essais, n° 33.)

● Au Seuil, dans la collection « Points-Sciences », paraît une Histoire des mathématiques, par Amy Dahan-Dalmerico et Jeanne Peiffer, avec une préface de Jean-Toussaint Desanti. Cette histoire conceptuelle se penche sur l'évolution des disciplines fondamentales des mathématiques des civilisations babylonienne et égyptienne à la fin du XIX^e siècle.

● L'essai de Pascal Bruckner Le Sanglot de l'homme blanc, paru en 1983, est réédité en « Points-Accueil » (n° 173). L'auteur s'est proposé, dans ce livre controversé, de dépeindre, « dans les vertus efféminées des tiers-mondistes, les machinations de la mauvaise foi » et de démontrer en quoi « la haine de soi est devenue le dogme central de notre culture ».

● Dans le Traité du rebelle ou le recours aux forêts, écrit en 1951, Ernst Jünger a dessiné une figure emblématique qui traverse chaque moment de l'histoire. La collection « Points-Seuil » reprend ce texte célèbre, dans une traduction d'Henri Flard (n° 183).

● Une autre figure, celle de la nuit, « plus proche des lois de l'imaginaire que de la pensée rationnelle », dans la nuit et les enfants de la nuit dans la tradition grecque, de Clémence Ramnoux. (Champs-Flammarion, n° 154.)

● Dans la même collection, est réédité l'essai d'Alain Corbin sur l'odorat et l'imaginaire social aux XVIII^e et XIX^e siècles : le Miasme et la Jonquille (n° 185).

● Dans l'essai Pour une sociologie du roman, publié en 1964, Lucien Goldmann tente de situer « la corrélation entre l'histoire de la forme romanesque et l'histoire de la vie économique », avant d'analyser, selon un point de vue structural, l'œuvre de Malraux et celle de Robbe-Grillet. (Le Seuil, n° 101.)

● Hector Bianciotti, prix Femina 1985, avait écrit en espagnol dix des onze nouvelles rassemblées en 1982 sous le titre L'Amour n'est pas aimé. Traduit par Françoise Rosset. (L'Imaginaire-Gallimard, n° 166.)

● Lauréat de huit prix, traduit aux États-Unis par Double Day, bientôt objet d'un film, la Maison des prophètes (Seuil, 1964), le roman de Nicolas Saudray sur le face-à-face islam-chrétien en Orient, est repris en « Points-Seuil » (n° 1231).

EN BREF

● A l'occasion du centenaire de la convention de Berne, l'Union internationale des éditeurs lance une campagne de sensibilisation sur le droit d'auteur : « Encouragez la création, respectez le droit d'auteur ». Soixante-seize États ont ratifié ou adhéré à la convention de Berne, signée en 1886 et destinée à protéger les œuvres littéraires et artistiques. (Secrétaire général J.A. Kontchoumou, avenue de Miremont 3, 1206 Genève.)

● Le concours de la Renaissance Aquitaine est ouvert jusqu'au 30 avril 1986. Sept prix, dont celui de la Renaissance Aquitaine et le prix Joseph-Peyré de la nouvelle, seront attribués cette année. S'adresser à Suzanne Vincent, secrétaire de la Renaissance Aquitaine, 14, bd des Pyrénées, 64000 Pau.

● Le jury du dixième prix Prométhée et celui du sixième prix Max-Pol-Fouchet accorderont leur patronage, le premier à un romancier ou nouvelliste inédit, le second

à un poète méconnu ou inconnu. Les manuscrits primés seront publiés par une grande maison d'édition. Tous renseignements en échange d'une enveloppe timbrée, auprès de Guy Rouquet, l'Atelier Imaginaire, BP 2, 65290 Juliers.

● Le Prix Libre 1986 a été décerné à François-Olivier Rousseau pour son roman Sébastien Duré (Mercure de France; voir « Le Monde des livres » du 20 septembre 1985).

● Le Centre de recherche pour le développement culturel et la bibliothèque de l'Espérance de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) organisent, jusqu'au 29 mars, une série de manifestations consacrées à Francis Carco, à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance. Le 28 mars à 17 h, au centre culturel du Bourg, M. Decaudin, B. Delvalle et H. Marc participeront à une « table ronde », qui sera suivie, le soir, par une soirée de lectures. Par ailleurs, Bernard Bretonnière se propose de réunir toutes les informations sur l'auteur de Jésus la Caille; prendre contact avec lui au CRIC, 7, chaussée de la Madeleine, 44000 Nantes. Tél. : 40-89-00-55.

GRAND PRIX VASARI 1986 DE L'ÉDITION D'ART

Pour la première fois le Grand Prix Vasari de l'édition d'art, décerné par un jury d'artistes et de critiques d'art, présidé par maître Maurice Lemaire et André Frenaud, a été attribué au théâtre Marigny le lundi 24 mars 1986.

Le Grand Prix a été décerné à « Les Barbares à l'ère MLI » par Marcel Durliat, éditions Mazon.

Le Prix de l'essai français a été attribué à « De Picasso à Guernica » par Jean-Louis Fernier chez Denoël.

Le Prix de l'essai étranger a été décerné à l'« Œuvre Quattrocento » de Michael Baxendale chez Gallimard.

Le Prix de l'album photographique a été attribué à « Paris des photographes » par Jean-Claude Gautaud chez Contrejour et Paris-Audio Visuel.

Le Prix de l'édition a été attribué à « Bienvenue Collin » par John Pope - Hennessy chez Hazan.

Le Prix du catalogue d'exposition a été attribué à André Masson par le Musée des Beaux-Arts de Nîmes. Conservateur Victor Laval.

Le Prix de la collection a été attribué à « Journal de... » chez Skira, à l'occasion de la parution du « Journal de l'Art Nouveau 1870-1914 » par Jean-Paul Bouillon.

Le Prix de la Francophonie a été attribué à « l'Univers Alain des poètes à penser l'or » par G. Nguigou Bouché chez les Nouvelles Éditions africaines MBL.

L'Association du Prix Vasari de l'édition d'art a décidé de décerner un grand prix d'honneur à l'édition contemporaine, sous la direction d'André Chastel de « Vies des meilleurs peintres, sculpteurs et architectes » de Giorgio Vasari dans la collection « Arts », chez Berger-Levrault.

ROMANS

A la gloire

de Paul-Jean Toulet

Rééditer ? Ce n'est pas sans risque. Dites Toulet, on répondra Contraintes, seule œuvre de l'écrivain disponible jusqu'à ces quatre volumes de la série « Fins de siècle » de « 10-18 » (1). Toulet, homme d'un seul livre ? A l'inverse de Dantès, de Reboul ou d'Alfred, qui avec d'autres la collection a permis de relever, le Bénédict Paul-Jean Toulet (1867-1920), dont on fit trop vite un chef d'école, amusera plus qu'il n'éblouira. L'œuvre de ce romancier, 1900 déborda de ces personnages chics ou excentriques, doués et défilants, habitués du Café Weber et du Bar de la paix. Toulet et son intéressant ami Maurice Seilland, connu des gastronomes sous le pseudonyme de Cumonky, furent du nombre. Par républicain, l'indépendant de Cornille et de Charlotte Corday, Toulet manquait d'argent; il dut prêter sa plume à Willy et publier sur commande. Après les femmes, il aima Debussy et l'impressionnisme, et savait renifler le domaine anglais, avec moins de discernement toutouste que Schwob et Larbaud.

Cette édition indolemment introduite par Hubert Juin regroupe sans lien avoué ni chronologie les onze œuvres retenues : le premier volume rapproche Monsieur du Paur et les Contraintes, publiés à un quart de siècle d'écart, de Mon amie Nane (1905), délicat portrait d'une « fille de joie et de tristesse », fourmillée de fines notations sur le monde selon cette élégante amertume qui marque le bon 1900 : « Ce regard d'envie qui est encore ce qu'on a trouvé de mieux, à l'étranger, comme opinion sur nos femmes », Toulet le porte sur Nane la sennedour en tendre amoureux.

Plus complexe, Monsieur du Paur (1898) l'est par sa forme, presque un roman par lettres, et par l'étrange caractère de son héroïne, la belle déviante Mme de Violetta. Loin des grâces boulevardières de Nane mais riche de la même teneur érotique, cette noire histoire de cour autorisée à se remémorer la passion de Toulet pour Stendhal : on n'oublie pas certain concert donné devant des fous en cage. Quant aux posthumes Contraintes (1921), leurs strophes font de Toulet en cent pages le frère en fantaisie de Hugo et d'Apollinaire : « Vêtue à l'envi d'un beau soir, D'une liguette d'écarlate, Et d'un seul bas noir, délicat, A voir ».

Le reste est de moins bonne venue. La Jeune Fille verte, les Tendres Ménages, les Demoiselles La Mortagne, piétres « provinciales » licencieuses, ne valent ni Jules Renard ni Tristan Bernard; Béhazique distrait davantage que l'annuyeur Mariage de Don Qui-

chotte ou les machines contournées des Trois Imposures. Toulet s'écrit-ait des lettres à soi-même : l'une, d'avril 1903, raconte en dix lignes de verve pure comment une pagode de Hanoi changea quatre fois de couleur en un jour et une nuit.

Aimé de Valéry et de Giraudoux, Toulet est mort jeune, surtout connu des salons en un temps où ceux-ci lançaient le goût. « Législateur carabosseur du Français » comme disait André Salmon ? Toulet, qui habita longtemps un village au nom parfait de Carresse, survit du moins par cette « douceur des choses » qu'il espéra épuiser.

O. B.

(1) Mon amie Nane, Monsieur du Paur, les Contraintes, 432 p., 34 F.; La Jeune Fille verte, les Tendres Ménages, 220 p., 31 F.; Comme une fantaisie, Béhazique, Lettres à soi-même, 384 p., 34 F.; les Trois Imposures, le Mariage de Don Quichotte, les Demoiselles La Mortagne, 352 p., 31 F. (les quatre volumes dans la collection « 10-18 », UGE).

Les amours

de Charlie

Il y a trois femmes dans le cimetière du Montparnasse, toutes trois convergent, avec de gros bouquets de fleurs et une encombrante nostalgie, vers une même pierre tombale : trois femmes adverses qui se reconnaissent, s'éprouvent d'abord, s'expliquent ensuite et ne se quittent plus; trois femmes diverses que leur dernier amour commun en

date, Charlie, « alcool notoire, don Juan incomparable, [qui] traitait son mal de vivre avec une élégance hors pair », a effluvié de sonnets à chacune précieuse : Manille la photographe, Habanita l'éditrice, Jicky Juliet la fleuriste... Trois femmes qui se tiennent chaud après le suicide de l'homme de leur vie, qui bécotent leur deuil d'alcool forts et de chansons de Fréhel ou d'Edith Piaf : « Y'a plus de retour, y'a plus de plaisir. Y'a plus d'amour, y'a plus qu'à mourir. » Repliées sur leurs souvenirs, elles involontairement boivent, trahissent, rêvent et se parlent : qu'est donc devenue cette fille à matelots, cette Rose-Tango d'une station-service de Bretagne qu'il évoquait dans son dernier roman ? Il faut la retrouver, voir à quoi ressemble cette inconnue, cette sauteuse qui ne s'est pas laissée couler. Il faut surtout achever la reconnaissance des ultimes amours de Charlie...

Evane Hanelo place sa Fascination à la charnière de la vie de quelques femmes : travail de deuil, situation de passage, dérive qu'une « langue verte » — dont l'auteur s'est fait un territoire littéraire depuis les Raouls (1) — sert, bien sûr, par l'efficacité des expressions et l'allant du style, mais réduit aussi à la simple drôle, par un effet dangereux de rapidité facile.

C. P.

* FASCINATION, d'Evane Hanelo, Mercure de France, 174 p., 89 F.

(1) Olivier Orban, 1976.

Femme

des années 80

Nelly, pour fuir la protection étouffante de ses grands-parents, a épousé le Prince charmant. Pas moins. Et nous voici au seuil d'une histoire sans histoire puisque les gens heureux n'en ont pas. Mais ce bonheur d'être qu'une fausse porte de sortie, incapable d'accepter que sa femme ait sa vie propre, c'est-à-dire professionnelle, le merveilleux époux devient vite mal insupportable et Nelly s'échappe pour faire le point sur sa vie, en lire le parcours, dont les méandres l'angoissent. Pour ce temps de solitude, elle choisit Nana. Non pour la beauté de la cello, mais parce qu'elle y est née et qu'elle y retrouve le souvenir des siens, déportés et morts à Auschwitz.

Il y a deux plans dans ce roman. Celui de l'enfant juive des années 40 — une évocation du malheur d'autant plus efficace que forte d'une grande sérénité — celui de la condition féminine prise entre hier (la dépendance) et aujourd'hui (la liberté), sans les écueils du féminisme exacerbé mais pour un constat d'autant plus efficace que fort d'un ton d'authenticité auquel le roman doit son agilité soignée. Sans gêner, sans mésestimer, en faisant leur part à la douleur et à la sensualité, Michèle Kahn brosse le portrait d'une femme qui, pour beaucoup de lectrices, sera un relief. Pour les lecteurs, peut-être une découverte à méditer.

P.-R.L.

* HOTEL RIVIERA, de Michèle Kahn, Grasset, 266 p., 75 F.

BANDES DESSINÉES

Secrets de jeunesse

A l'approche de ses quatre-vingt-dix ans, cette vieille dame qu'est aujourd'hui la bande dessinée paraît avoir trouvé deux moyens de se régénérer. Tantôt elle replonge avec une franche délectation dans les plus glorieux épisodes de son passé, s'efforçant d'en extraire les ferment d'une nouvelle jeunesse; tantôt elle s'aventure en des sentiers hasardeux qu'elle n'avait pas cru devoir emprunter plus tôt, tels ceux de la poésie, du reportage ou de l'autobiographie.

Deux albums publiés aux Humanoides associés illustrent magistralement ces deux grandes tendances antagonistes entre lesquelles la bande dessinée contemporaine se trouve écartelée. Produire du neuf avec du vieux, c'est le projet général d'Yves Chaland, qui trouve son expression la plus achevée à ce jour dans la Cornète de Carthage. Faire œuvre d'auteur en cherchant les images jamais vues capables de traduire une expérience intime, c'est l'ambition de Chantal Montellier, portée à un nouveau degré d'intensité dans Rupture. A coup de références mélancoliques, Chaland sacrifie aux lois souveraines et ludiques de la fiction. A force de lucidité, Montellier nous oblige à porter sur le monde un regard sans complaisance. La première séduit par sa technique, la seconde captive par l'engagement de tout son être.

Dans la Cornète de Carthage, Chaland fait preuve d'une étonnante virtuosité dans l'utilisation des divers paramètres de son art. Rythme, découpage, mise en couleur, choix des décors : tout est étudié, précis, juste et sans effort. Mais cette science rare, qui laisse la place de Freddy Lombard au rang d'Hitchcock de la BD, est mise au service d'une narration perverse ayant toutes les apparences d'un rêve éveillé. Le port de Cassis est secoué d'événements dramatiques dont la légende de Carthage, dans sa version flaubertienne, détiendrait apparemment la clef. Empruntant à ces autres classiques que sont l'île maudite (Jacques Martin) et l'Enigme de l'Atlantide (E.P. Jacobs), Chaland et son scénariste Yann Le Pennefissent un grand récit romanesque où le mystère garde ses droits jusqu'au bout. Freddy Lombard dirigeant des droites jusqu'au bout, Freddy Lombard dirigeant des droites de pierre, moqué par des Carthaginois crucifiés : autant d'images surréelles qui déstabilisent une intrigue beaucoup moins conventionnelle qu'il n'y paraît d'abord. On appréciera aussi l'originalité d'un dialogue très écrit et composé comme une partition.

Rupture est tout le contraire d'un récit harmonieux, lisse et dominé. Puissent ses racines dans l'inquiétude et la souffrance morales, il dérange jusque dans son insécheresse. On peut, en effet, lui reprocher un excès d'intentions qui parfois s'annulent ou portent à faux (ainsi du couplet sur l'idéologie sécuritaire, page 18) et le symbolisme trop appuyé de certains passages. Mais son prix est ailleurs : comme la plupart des albums de Montellier, il s'agit d'un livre éminemment nécessaire.

A travers le peintre Lazare Vincent, son double masculin, Chantal Montellier revient ici sur deux moments douloureux de sa biographie : l'absence de communication avec une mère épileptique (thème déjà abordé dans les Rêves du fou) et son rejet par le milieu de la peinture, « la jungle froide des salons et des galeries ». La détresse d'un



Illustration de Chantal Montellier.

artiste marginalisé, en rupture avec une société de compromission, est brutalement avivé par une seconde rupture, celle-là affective. Justine, sa compagne, refuse de remplacer plus longtemps la mère absente et refoulée par ses folies. Mais le titre de l'album (qui n'est d'ailleurs qu'un jeu) s'entend aussi dans un sens positif : Lazare veut rompre avec son isolement, son amertume, se propre aliénation. Et c'est bien l'espoir d'une réconciliation qui se lit dans la dernière séquence, comme déjà dans cette épigraphe d'inspiration sartrienne : « On n'est pas ce qu'on était, on est ce qu'on devient ».

De cette réconciliation, les images de Rupture donnent à voir les premiers efforts. On y remarque une liberté dans l'encre, un plaisir du dessin dont Montellier n'était pas coutumière. Nous voici d'autant plus impatient de découvrir à quel succèdera à cet album cathartique, qui souffle le chaud et le froid.

A l'initiative de l'association AFRANE (Amis du franco-afrique, BP 254, 75524 Paris Cedex 11), les éditions Jullien et Encre ont composé le volume Afghanistan, images d'une résistance. On y trouve des pages de bande dessinée et de nombreux « cartoons » signés Cabu, Gédé, Plantu, Reiser et Westerlain, pour ne citer que les plus inspirés. Avec plus ou moins d'humour et de mordant mais une égale générosité, ces dessins témoignent de la lutte d'un peuple pour sa survie et sa dignité. Mais on retiendra surtout la vingtaine de dessins réalisés par des artistes afghans anonymes et diffusés à l'intérieur du pays par la résistance elle-même. C'est peu dire que le régime de Kaboul et l'oppression soviétique n'en ont fait que des héros. Si le ridicule pouvait tuer, l'Afghanistan serait aujourd'hui un pays libre.

Signaux, pour terminer, aux éditions de l'Université de Bruxelles, la parution du volume Autour du scénario, coordonné par Benoît Peeters, auquel on doit notamment l'intrigue de la Fière d'Urbicande (prix Alfred 1985 du meilleur album de l'année). Ce recueil de textes très divers touche aux domaines du cinéma, du roman-photo, du vidéo-clip, de la publicité et de la littérature, mais les amateurs de bandes dessinées y feront avec intérêt des contributions de ou sur Benoît Sokal, Jean-Michel Charlier, Alberto Breccia, Jacques Lob et Jean-Claude Forest. « Toutes les bandes dessinées se résument finalement à un duel entre le bien et le mal, ou à une espèce de chasse au trésor, ou à une poursuite plus ou moins infernale », y déclare Jean-Michel Charlier, qui, à n'en pas douter, ignore encore l'existence de Montellier et de quelques autres.

THIERRY GROENSTEIN.

Jean-Marie LUSTIGER
demain à "APOSTROPHES" pour
PREMIERS PAS DANS LA PRIÈRE
nouvelle cité, paris

TÉMOIGNAGE POIGNANT
SUR LA
GRECE
1910
à
1930
la pensée universelle

LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, politique économique et zone franc. Dictionnaire des peuples : les armées, les langues et les religions. Bandes : 50 documents territoriaux (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 78 F. France des livres.

FRANÇOIS DE PREZUL

CHATEAU DE PREZUL

49560 NUEL-SUR-LAYON

Important Editeur Parisien
recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.
Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.
Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

HISTOIRE

Regards

sur Georges Sorel

De l'œuvre de Georges Sorel, on retient en général quelques vagues idées sur la puissance des mythes et le rôle de la violence, et sur l'usage qu'en fit Mussolini. Lénine l'ayant qualifié d'« esprit brouillon » et Sartre l'ayant traité de « fasciste », la cause, croit-on, est entendue. Publiée sous la direction de Jacques Julliard et Shlomo Sand, les actes du colloque organisé en mai 1982, à Paris, sur le thème « Georges Sorel et son temps » montrent pourtant que celui qui fut l'un des principaux théoriciens du syndicalisme révolutionnaire mérite d'être mieux connu.

Conservateur devenu soudain marxiste en 1893, avant de passer au « révisionnisme » cinq ans plus tard, puis, de nouveau, à la lutte des classes, tenté ensuite par l'extrême droite, et finalement léniniste inconditionnel, l'homme n'est pas toujours facile à comprendre. La cohérence de son attitude — celle que la font apparaître les intéressantes contributions de Jacques Julliard, Madeleine Rébérioux, Zeev Sternhell, Maria Malatesta ou Shlomo Sand, pour n'en citer que quelques-unes — se lit surtout dans sa méfiance à l'égard de la démocratie politique (ce qui peut expliquer ses affinités tant avec l'extrême droite qu'avec l'extrême gauche) et dans son attachement, à travers le syndicalisme, à l'organisation autonome du prolétariat (qu'il aperçut, en partie à tort, comme l'indique Peter Schöttler, dans les Bourses du travail et, plus tard, dans le bolchevisme).

La large pénétration du « soréisme » dans les pays latins — au prix, il est vrai, d'interprétations souvent contradictoires — et les effets indirects de sa diffusion en Russie, en Allemagne ou dans les pays anglo-saxons attestent de l'importance d'une pensée dont on mesure mieux, à la lecture de ce livre, combien elle fut au centre des débats de son temps. — Th. F.

★ **GEORGES SOREL EN SON TEMPS**, sous la direction de Jacques Julliard et Shlomo Sand, La Seuil, 478 p., 165 F.

La France religieuse

aujourd'hui

« Décrire la France religieuse du XIX^e, c'est dessiner un tableau fort complexe », cette constatation est extraite de l'histoire religieuse de la France contemporaine, de Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, professeurs d'histoire contemporaine respectivement à l'université Paul-Valéry de Montpellier et à celle de Lille-III, éditée par Privat, à Toulouse.

La catholicisme prend la plus large part, mais le livre traite, en puisant à des sources peu exploitées (diocésaines ou paroissiales), l'histoire religieuse dans son ensemble.

Les grandes religions sortent très affaiblies de la tourmente révolutionnaire : les curés se sont mariés, les pasteurs viennent de Suisse et les rabbins d'Allemagne. Un renouveau, non sans ambiguïté, n'apparaît qu'après 1840.

L'édition et la presse catholiques se développent. Les populations

DERNIÈRES LIVRAISONS

PHILOSOPHIE

● Solange Mercier-Joss : *Retour sur le jeune Marx*. Dans les deux études présentées dans ce volume, l'auteur se propose d'analyser « la vérité du rapport de Marx à Hegel dans son ambivalence et son développement ». Une partie de l'analyse s'appuie sur la lecture critique de l'ouvrage de Guy Harscher *L'Ontologie de Marx*, Bruxelles 1980. (Ed. Klincksieck, 195 p., 100 F.)

LITTÉRATURE

● Jean-Luc Steinmetz : *Pétrus Borel, un auteur provisoire*. L'essai de J.-L. Steinmetz est consacré à cette figure singulière du romantisme, qui se surnomma lui-même le Lycanthrope, « génie marqué, plein d'ambition et de maladresse », selon Baudelaire. (Ed. Presses universitaires de Lille, 224 p., 85 F.)

● Barbey d'Aurevilly : *Du dandyisme et de George Brummell*. Publié cinq ans après la mort misérabiliste de George Brummell, l'ouvrage de Barbey est un éloge du dandyisme, considéré autant comme une éthique que comme une esthétique. Préface éclairée de Pierre Tournoux. (Ed. Belfond, 141 p., 69 F.)

MYTHOLOGIE

● Georges Dumézil : *Le Mahabharat et le Bhagavat du colonel de Polier*. Le colonel de Polier, pionnier des études indiennes, est l'auteur d'une recension de poèmes épiques appartenant à la Mythologie des Hindous, publiée en 1809, après sa mort, par sa cousine, G. Dumézil présente un long fragment de cet ouvrage, injustement tombé dans l'oubli. (Ed. Gallimard, 333 p., 90 F.)

HISTOIRE

● Pierre Laffont : *Histoire personnelle de la France au dix-neuvième siècle*. « Une bonne part de ce que nous disons, sentons, pensons, c'est dix-neuvième siècle que nous le devons », a écrit de ce constat, l'auteur, qui se veut plus « journaliste du passé » qu'historien, parcourt le siècle passé, pour y repérer les prémices du nôtre. (Ed. Laffont, 464 p., 98 F.)

● Charles Tilly : *La France contestée, de 1800 à nos jours*. De la Fronde et des Camille à Mai 68, en passant par la Révolution et la Résistance, l'auteur dresse les « répertoires de l'action collective » et analyse l'histoire et la géographie de la France contestataire. Traduit de l'américain par Eric Diacon. (Ed. Fayard, 622 p., 180 F.)

BIOGRAPHIES

● A. Parménie et C. Bonnier de La Chapelle : *Histoire d'un éditeur et de ses auteurs*, P.-J. Hatzel. Publié en 1953, ce livre est à la fois un hommage au grand éditeur et un tour du monde littéraire français sur un demi-siècle. Avec une foule de lettres signées des plus grands noms. (Ed. Albin Michel, 671 p., 150 F.)

● Yves Cazaux : *Henri IV. Les horizons du règne*. Cette biographie thématique plus que chronologique aborde les questions essentielles auxquelles s'affronta Henri IV : antagonismes religieux, reconstruction d'une nation déchirée, ouverture de la France « aux horizons du monde ». Y. Cazaux avait publié, en 1977, une première partie de cet ouvrage : *Henri IV. La grande victoire*. (Ed. Albin Michel, 454 p., 120 F.)

ROMANS

● Jean-Louis Bory : *Un prix d'excellence*. Jean-Louis Bory avait écrit ce « conte désordonné », resté inédit, un an avant de choisir de mourir. Contes et légendes se mêlent aux souvenirs, ceux de la vie scolaire de l'auteur en Beauce ou de son passage au lycée Henri-IV, comme lycéen puis comme professeur. (Ed. Gallimard, 184 p., 72 F.)

POÉSIE

● Daniel Boulanger : *Intailles*. Quelques rapides « retouches » à l'« alcôve », au « blémissement », à « la boucherie », à l'« usure », au « viol », à « la volupté ». Paraissent en même temps trois comédies : *Coup de lune*, *la Partie de cartes*, *le Voyage de noces*. (Ed. Gallimard, respectivement 282 p., 98 F ; 207 p., 95 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

Francophonie tunisienne

Jusqu'au 6 avril, on peut voir à la salle Blumenthal de la Bibliothèque nationale une fort riche exposition littéraire sur le thème « Tunis-Paris : espaces et temps privilégiés ». Cet intitulé vague se réfère en fait au bilan de cent ans de production littéraire francophone en Tunisie. Le point de départ choisi est la fondation, il y a un siècle, de la Bibliothèque nationale de Tunis.

Les organisateurs tunisiens ont envoyé à Paris des manuscrits, des périodiques et des livres, mais aussi des tableaux modernes et des costumes anciens. Dans le même temps, la Bibliothèque nationale française a dépêché à Tunis un de ses meilleurs arabisants, M. Yves Thoraval, qui y a organisé une exposition sur « La Tunisie dans les lettres françaises », d'Alexandre Dumas à Gide, en passant par Chateaubriand et Albert Memmi.

J.-P. P.-H.

Une encyclopédie

« populaire »

Jean-Manuel Bourgois, le PDG des éditions BORDAS, a tout lieu d'être satisfait : le dixième et dernier volume de la Nouvelle Encyclopédie BORDAS est sorti dans les délais, six mois après le premier : l'investissement prévu — 20 millions de francs — n'a pas été dépassé, les ventes — exclusivement par démarchage à domicile — marchent bien et, surtout, le produit élaboré par Georges Pascal et ses collaborateurs correspond exactement à ce qu'il désirait : rassembler, à l'usage des lycéens, des collégiés et de leurs familles, l'essentiel des connaissances contemporaines, sous une forme simple, claire, lisible. C'est le résultat de cinq années de travail, appuyé par des moyens considérables : 11 000 illustrations en couleur, 37 000 articles, à quoi s'ajou-

tera un dictionnaire de la langue française en deux volumes, conçu par Jean Giroud.

Un outil pédagogique tout à fait remarquable, mais dont on aurait tort de limiter l'usage au seul public scolaire : comme l'écrit Claude Lévi-Strauss, la Nouvelle Encyclopédie BORDAS « est une encyclopédie « populaire » dans le meilleur sens du terme : qui, par une représentation très claire, une illustration abondante et toujours ingénieuse, capte l'intérêt du lecteur et, même dans les domaines où il se sent profane, l'incite à de nouvelles explorations ». — P. L.

★ **NOUVELLE ENCYCLOPÉDIE BORDAS**, 10 volumes, plus 2 de dictionnaire, 9 296 p., 5 700 F.

Une nouvelle

traduction

de « l'Attrape-cœurs »

L'Attrape-cœurs (The Catcher in the Rye), de J.D. Salinger, qui nous avait fait découvrir en France, en 1953, le mystérieux auteur américain que nul n'a jamais rencontré, reparait chez Robert Laffont dans la collection « Pavillons ».

C'est Annie Saumont — traductrice, entre autres, de V.S. Naipaul et de John Fowles, auteur elle-même de romans et de nouvelles, — qui a fait cette seconde traduction, tout en avouant qu'elle n'avait jamais lu le livre en français. Volontairement. Elle publie également un recueil de ses nouvelles : il n'y a pas de musique des sphères, chez Luneau Asco.

« Si vous voulez vraiment que je vous dise, alors sûrement la première chose que vous allez demander c'est où je suis né, et à quoi ça a ressemblé, ma saloperie d'enfance, et ce que faisaient mes parents avant de m'avoir, et toutes ces conneries à la David Copperfield. Mais j'ai pas envie de raconter ça et tout... » Ainsi commence l'Attrape-cœurs. A lire. A relire.

Abdallah Ibn al-Mouqaffa le pouvoir et les intellectuels

ou les aventures de Kalila et Dimna
Traduction intégrale faite sur les manuscrits par René R. KHAWAM

« Vous savez bien, dit Bidpay, que la cohabitation du lion, du chien, du serpent et du taureau... est un leurre pour l'esprit! »

Un volume 384 pages 170 francs

MAISONNEUVE ET LAROSE

18, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

GISELA PANKOW

L'homme et son espace vécu

essais littéraires

Aubier

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN INVENTAIRE DES DESSINS

Tome 3 - Inv. D-3000-4489, 210 x 270, 1er original, relié pleine toile avec jaquette illustrée, 304 pages, 1768 illustrations dont 19 couleurs, parution 20-12-85. Prix : 650 F. En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7^e) - Tél. : 47-06-01-34.

VIENT DE PARAÎTRE

ANDRÉ BAUDIER

LA DROITE ? MAIS C'EST TRÈS SIMPLE...

OU
LES MASSACRES DE FATIMA

RomanyThéâtre



ÉDITIONS FRÉDÉRIC BIRN

Distribution S.F.L.

183 pages 65 F



Les meilleures ventes du 'Livres de Poche'

Nouveautés (3 derniers mois)

TITRES	AUTEURS	PRIX
1. Jacques Brel	Olivier Todd	29,00 F
2. Deux amants	Patrick Polvre d'Arvor	16,50 F
3. La maison aux esprits	Isabel Allende	29,00 F
4. Collèges : programmes et instructions	Ministère de l'Éducation Nationale	23,00 F
5. Suspens IV	Pierre Bellemare	16,50 F
6. D.A.R.Y.L.	R.J. Nienbaum	10,50 F
7. Les vrais durs ne dansent pas	Norman Mailer	23,00 F
8. Le quatrième protocole	Frédéric Forsyth	29,00 F
9. La cité des sortilèges	Han Suyin	27,00 F
10. Laura Bruns	Patrick Cauvin	23,00 F

Titres parus depuis un an

1. Le bal du gouverneur	Marie-France Pisier	19,70 F
2. Les fillettes chantantes	Robert Sabatier	19,70 F
3. Solwar, la guerre douce	Thierry Breton	23,00 F
4. Un cri dans la nuit	Mary Higgins - Clark	23,00 F
5. La baronne rentre à cinq heures	Nadine de Rothschild	23,00 F
6. Roman	Roman Polanski	29,00 F
7. Cécile la poison	Janine Botssard	19,70 F
8. Les yeux plus grands que le ventre	François Cavanna	23,00 F
9. Mabrouk, chien d'une vie	Jean-Pierre Hulin	19,70 F
10. Des jeunes y entrent, des fauves en sortent	Guy Gilbert	19,70 F

Série "Biblio" (romans et essais)

1. Le maître et Marguerite	Mikhail Boulgakov	45,00 F
2. Le lac	Yasunari Kawabata	18,50 F
3. Michel Foucault : Archéologie et généalogie	Angèle Kremer-Marietti	31,00 F
4. La garde blanche	Mikhail Boulgakov	31,00 F
5. Claude Lévi-Strauss ou la structure et le malheur	Catherine Clément	25,00 F

Cette liste est établie sur la base des ventes à l'ensemble des grossistes et diffuseurs (libraires, maisons de la presse, grands magasins, grandes surfaces, bibliothèques de gare...)

LA BELLE LITTÉRATURE chez VLB ÉDITEUR

Comment faire l'amour avec un Nègre sans se fatiguer

Un roman de Dany Laferrière

Un été chaud, deux Noirs et un appartement minable en plein cœur de l'Amérique montréalaise : l'un écoute du jazz à longueur de journée en lisant l'œuvre complète de Freud. L'autre écrit un livre, une sorte de journal. L'un et l'autre se perdent dans des dialogues sans fin sur les Nègres, les Blancs, la civilisation judéo-chrétienne et la drague. Un malheur !

La Fissure

Un roman d'Aline Chamberland

Une femme a tué son enfant. « Elle était désorganisée », explique le psychologue appelé à témoigner au procès. Cette mère est-elle coupable ? Était-elle consciente du geste qu'elle faisait ce jour-là ? Ce qui s'est passé, qui peut affirmer avec certitude ? La Fissure, c'est une histoire d'amour devenu fou, c'est un roman bouleversant qui soulèvera passions et débats.

L'Homme gris

Une pièce de théâtre de Marie Laberge

Dans un motel anonyme, en bordure d'une autoroute, un père dans la cinquantaine tente de s'expliquer avec sa fille de vingt ans qu'il est allé reprendre des zozies de l'époux qui la maltraitait. La jeune fille souffre d'angoisse, elle s'est enfermée dans un mutisme qui en dit long sur sa souffrance intérieure. Cette pièce de Marie Laberge a été récemment jouée au Théâtre de Bobigny, avec Claude Piéplu dans le rôle principal.

REPLIQUE DIFFUSION

66, rue René-Boulanger, 75010 Paris. Tél. : 42-06-55-78

مركز من الأصل

● LETTRES ÉTRANGÈRES

La survie quotidienne en URSS

De Ionesco ? Pas du tout ! Simplement la description scrupuleuse, ironique et émouvante de ce que les Soviétiques appellent « notre réalité »

MALGRÉ l'abondance d'informations — choses vues, récues, subies — publiées depuis des années à propos de la vie soviétique, ce que les Russes appellent « notre réalité », il existe toujours chez la plupart de nos concitoyens, et pas seulement pour des raisons idéologiques, une terrible méconnaissance de la vie quotidienne en URSS. Comme s'il s'agissait de fictions exotiques ou parvenues d'écrivains pleins d'imagination...

C'est oublier qu'en Union soviétique, comme dans tous les pays totalitaires d'ailleurs, la fiction reste le meilleur et le plus juste moyen pour décrire la réalité. Plusieurs personnes, pourtant intéressées par l'URSS, me disaient, après avoir lu *la Queue*, de Vladimir Sorokine (voir encadré ci-contre) : « Voilà l'absurde à l'état pur... Dans la lignée de Ionesco... » Comment leur faire comprendre que ce court roman d'un inconnu est presque du reportage ? Un petit chef-d'œuvre de réalisme. Mieux ! de naturalisme.

Ainsi, la parution presque simultanée de plusieurs ouvrages de fiction écrits « ici et là-bas », à la fois dans le pays et en émigration, confirme-t-elle cette thèse par des romans qui décrivent les

mêmes hommes, semblent avoir été écrits au même endroit et posent, chacun à sa manière, le problème du sens et du but de la vie. Trois livres de trois romanciers de moins de quarante ans, pas du tout « dissidents » : *Autoportrait d'un bandit dans son adolescence*, d'Edouard Limonov (en russe : *le Voyou Savenko*), *Lomonossov campus*, de Serge Iourienine, et *la Queue*, de Vladimir Sorokine. Qui vit où ? Qui fait quoi ? Difficile à deviner.

Iourienine, romancier de la « troisième génération »

Avec ce second roman, qui précède dans la narration *le Franc-Tireur* (« le Monde des livres » du 19 septembre 1980), mais qui ne se veut nullement autobiographique, Serge Iourienine s'affirme comme le romancier, doué et sensible, de la « troisième génération ». Celle des « petits-fils de la révolution », étudiants, ou recalcés, de la prestigieuse université Lomonossov de Moscou où se forme l'élite.

Né en 1948 dans la zone allemande occupée par l'armée soviétique, Iourienine n'a jamais connu son père, officier tué avant sa naissance par une sentinelle à la

détente trop rapide. Après des études littéraires, il entre à l'Union des écrivains et travaille dans des revues avant son départ du pays en 1978. N'ayant pu trouver de travail à Paris, où il souhaitait résider, il vit actuellement à Munich, spécialiste de littérature à Radio Free-Europe.

Dans *Lomonossov campus*, le jeune Aliocha — dont la seule famille, sa grand-mère, une aristocrate, vient de mourir à Leningrad, qu'elle appelait toujours



Edouard Limonov (à gauche) et Serge Iourienine.

Petersbourg — arrive à Moscou pour s'inscrire à l'université (« l'incarnation de la folie à l'état pur, la folie des grands »).

Un million de fenêtres, avec une fleche en prime — une abomination ! ». Le mode de suicide le plus employé, pour cause de mauvaises notes ou de déprime, consiste à se jeter du vingt-cinquième étage, et la première rencontre d'Aliocha avec une étudiante est un corps qu'on emporte, écorché. Tandis que son copain, le Sibérien Iarik, est prêt à tout pour prendre le train qui part de la gare de Biélorussie vers Varsovie, Berlin, Paris... Aliocha se jette à la poursuite de Dina, qu'il recherche de Biélorussie au Caucase, se cognant sans cesse aux frontières, aux interdictions, à la solitude.

L'auteur considère tendrement, sans faire de sentiment, ses condisciples (« pourquoi ils s'entendent tous à vouloir être de l'intelligentsia ? ») et ses concitoyens qui, pas plus que lui, ne tiennent compte des slogans partout répétés. « Prends ce que tu donnes, cours si l'on te cogne » : c'est le conseil de Iarik. Aliocha, lui, entre deux cuites, deux partouzes ratées, se réfugie chez les poètes : écrivain en bourgeois, il a acheté au marché noir, avec tout son argent, une machine à écrire, son unique recours, son seul espoir dans la vie qui l'attend ici, ou là-bas, au-delà de la Finlande.

Qu'est-ce qui distingue des jeunes d'ici cet adolescent, révolté et déprimé tout à tour, se demandera-t-on : ils ont le même goût pour les jeans et le rock, le même dégoût pour les excès — drogue ou sexe — la même soif d'amour... Mais pour Aliocha et Iarik, et Wolf qui se drogue à mort et ne « sexe » pas, la quête de liberté n'a pas le même sens et se résout dans le débraillé sordide, tandis que, dans l'Olympe, les poètes écrivent avec leur sang, tels Essénine ou Malakovsky, ou bien composent avec les puissants tel « le poète le plus célèbre de notre partie du monde, et aussi le plus cabotin », aperçu dans un wagon du Moscou-Paris, ou bien Ilya Ehrenbourg, dont nous suivons les funérailles. Acide et pleine d'humour froid, la satire frappe juste pour nous faire voir les coulisses d'un autre monde par

les yeux d'un garçon de dix-sept ans. Avec un vrai talent.

Autres souvenirs d'une enfance révoltée, *l'Autoportrait d'un bandit dans son adolescence*, d'Edouard Limonov, a un tout autre ton. Moins désemparé. Le

quintze ans et recherche 250 roubles pour emmener sa petite amie dans une « party ». Nous sommes les 7 et 8 novembre 1958 à Khar'kov, où les jeunes fêtent la révolution (d'Octobre). Pas à la « manif » rituelle, mais dans les

Bat-ou aussi « autobiographique », que le prétend l'auteur ? Cela, en fond, n'a pas grande importance, car c'est au poète qu'appartient cette adolescence inoubliable, parce que ce fut le temps de son premier amour, même.

Autres lieux, autres temps. Edouard, invité au Festival du livre de Nice, nous raconte dans « Salade nicoise » d'autres journées, loin de l'Ukraine (« Mais, pitié de bordel, pourquoi ont-ils décidé de m'inviter ? »). Loin des préoccupations littéraires, et grâce à une Brésilienne, il deviendra Edouard, témoin distant et ironique d'une fameuse Salade nicoise à la russe.

NICOLE ZAND.

★ **LOMONOSSOV CAMPUS**, de Serge Iourienine, traduit du russe par Eugénie Lévassier, Actes, 240 p., 96 F.

★ **AUTO-POURTRAIT D'UN BANDIT DANS SON ADOLESCENCE**, d'Edouard Limonov, traduit du russe par Myra Mianestchina, Albin Michel, 258 p., 89 F.

★ **SALADE NICOISE**, d'Edouard Limonov, traduit du russe par Catherine Terrier, L'Esprit, 176 p., 69 F.

★ **LA QUEUE**, de Vladimir Sorokine, traduit du russe par Catherine Terrier, L'Esprit, 176 p., 69 F.

★ **ON BRÛLE A L'ÉCOUTE DES VILLAGES SOVIÉTIQUES**, de Serge Iourienine, traduit du russe par Myra Mianestchina, Albin Michel, 258 p., 89 F.

★ **ON BRÛLE A L'ÉCOUTE DES VILLAGES SOVIÉTIQUES**, de Serge Iourienine, traduit du russe par Myra Mianestchina, Albin Michel, 258 p., 89 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Comment se faire aimer

(Suite de la page 9.)

Un marquis des Cévennes, écologiste avant l'heure, le recueille, le lave, l'exhibe dans les salons. Après avoir inventé le parfum d'un « homme qui sent », Grenouille gagne Grasse, déjà célèbre pour ses parfums. Il entre chez une veuve marchande de pommades. Il est heureux d'exercer son talent, et totalement malheureux de n'inspirer, faute d'odeur sur lui, aucune affection. Ce manque tourne à l'obsession. Puisqu'on sait capter et conserver l'essence des fleurs les plus rares, pourquoi ne pourrait-on pas se saisir et s'imprégner de la senteur des « êtres qui inspirent l'amour » ?

Grenouille repère dans les ruelles de Grasse, à travers les murs, certaines jeunes filles dont le parfum lui paraît le plus attirant. Il les assomme, les scalpe, recueille leurs effluves secrets à l'aide de linges gras, et en remplit des flacons...

A la vingt-cinquième victime — la fille d'un riche consul, — Grenouille se fait prendre. Bien que ses mobiles restent obscurs — « J'en avais besoin », répète l'accusé, — on le condamne à être battu à mort en place publique. Et voilà que s'opère le miracle qu'il faut bien appeler « de l'amour ». Parce que le meurtrier porte sur lui le parfum qui lui avait tant manqué, celui qui inspire l'amour, les dix mille spectateurs venus pour l'exécution réclament sa grâce et veulent en faire un dieu. Le père de la victime l'installe chez lui, désire l'adopter. Le verdict sera annulé. La foule dévorera le criminel, par le même mouvement pur qui avait armé son bras, par le mystère gratuit et l'injustice suprême de l'amour !

L'enseignement de cette fable, jusque-là incertain, éclate aux dernières pages. Né sans odeur, issu de l'ordure, élevé sans chaleur humaine, petit, laid, bossu, Grenouille a réussi à se rendre aimable, adorable même ; en débordant aux autres, de haute lutte, l'étoile dont il était privé à la naissance. Nouveau Prométhée, il a inventé la recette de la séduction absolue, de la revanche parfaite sur les malchances nées, et il en a emporté le secret dans la mort, seul à savoir pourquoi la haine de la foule s'était changée en vénération. Le leçon vaut pour le Sicle des Lumières, où l'homme espérait tout maîtriser, mais aussi pour aujourd'hui : ne rêve-t-on pas, plus que jamais, de corriger les inégalités de nature, d'acquiescer la grâce qui ne s'acquiert pas, de changer l'avoir en être ?

Le fond de tableau historique rappelle un ouvrage que Flammion réédite ces jours-ci dans sa collection « Champ » : *La Misère et la Jonquille*, d'Alain Corbin. Ce livre, paru chez Aubier-Montaigne en 1982, retraçait l'histoire de l'odorat aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. Il paraît impossible que Patrick Süskind, qui a fait une partie de ses études à Aix-en-Provence, n'ait pas eu connaissance du travail passionnant d'Alain Corbin. Auquel cas, il eût gagné à reconnaître sa dette. Cela n'eût rien enlevé, au contraire, à son mérite de conteur et de moraliste, qui est grand.

Une fois refermé le *Parfum*, on s'avise, et c'est la force du roman, que les images et les bruits y sont rarissimes. Comme Grenouille, on n'a cessé de se diriger « à vue de nez », d'une odeur à l'autre, de la puanteur des villes aux parfums les plus subtils de la campagne et de l'intimité. L'odorat a suppléé aux formes, aux couleurs, aux sons, aux voix, aux sentiments. On découvrirait à la dernière page que Grenouille est né aveugle et sourd qu'on n'en serait pas surpris...

Encore un exploit, cette exaltation de l'exhalaison, dont seules sont capables l'écriture et la lecture, à l'exclusion de tout autre art !

★ **LE PARFUM, HISTOIRE D'UN MEURTRE**, de Patrick Süskind, traduit de l'allemand par Bernard Lortholary, Fayard, 360 p., 95 F.

Faites la queue comme un Russe

« Camarades, qui est le dernier ? »

— Je crois que c'est moi, mais derrière moi il y a encore une dame en manteau bleu.

— Je suis derrière elle, alors.

— On a droit à combien par personne, vous ne savez pas ?

— Non, je n'en sais rien... j'ai même pas demandé. Vous ne savez pas combien on peut en acheter par personne, madame ?

— Aujourd'hui, je ne sais pas, mais hier, j'ai entendu dire que l'on pouvait en acheter deux.

Faites la queue comme un Russe... Ce petit livre, entièrement dialogué, est le plus drôle

des guides touristiques pour une expérience que les touristes ne font jamais : la queue.

Elle avance, elle recule, elle grandit, elle s'égare, elle se dilate, elle s'impatiente, elle rit, elle attend... Cette création collective des corps et des esprits, mise en mots, mise en scène (quel bon texte pour un petit spectacle piéçant !), par un inconnu, Vladimir Sorokine, un ingénieur moscovite de trente ans, est la meilleure — et la plus drôle — des introductions à la mentalité de l'homme soviétique.

Mais que vend-on, à la fin... Chut ! nul ne le sait.

N. Z.

★ **LA QUEUE**, de Vladimir Sorokine, traduit du russe par Catherine Terrier, L'Esprit, 176 p., 69 F.

livre a été découvert par les Siniavski, qui l'ont d'abord édité en russe (tout comme *la Queue*, de Sorokine, d'ailleurs). Limonov aime les villes, comme dans son premier roman (*Moi, Edichka*, racoleusement traduit par *Le poète russe aime les grands négres*), où il nous raconte New-York ; là, il évoque Khar'kov et ses banlieues, la ville de son enfance.

Edouard-Edik-Edichka se fait appeler là-bas Eddy-Baby. Il a

bes-fonds avec des bandes de loubarbs qui rêvent d'être des « durs » comme dans les films américains qu'ils n'ont jamais vus. En ce quarante et unième anniversaire de la révolution, Eddy-Baby va entrer dans sa vie à la fois d'homme et de criminel. C'est un peu les « dernières vacances » des petits durs des forêts, noyés dans le kif, la vodka, les vols collectifs et les torrents d'obscénités.

ANNIVERSAIRE

Ernst Jünger : l'équilibre stupéfiant d'une vie

C'est l'anniversaire d'Ernst Jünger : quatre-vingt-onze ans, le vendredi 28 mars. Libres propos sur sa vie et sur son œuvre, ses entretiens avec Julien Hervier — qui vient de paraître chez Gallimard — sont une véritable biographie littéraire.

Proposé par l'auteur des *Falaises de marbre* pour être son interlocuteur lors des

émissions de différentes radios et télévisions allemandes à l'occasion de son quatre-vingt-dixième anniversaire, Julien Hervier — qui enseigne la littérature comparée à l'université de Poitiers — a fait pour « le Monde des livres » le portrait de cet étonnant contemporain.

PARLER d'Ernst Jünger à des universitaires ou à des intellectuels allemands, c'est trop souvent voir les visages se fermer, les interlocuteurs se renfrogner. Styliste glacé, esthétique impossible de deux carnages qu'on voudrait annuler : les objections fusent contre un écrivain qu'on a parfois tout simplement oublié de lire. Mais il suffit d'évoquer son nom auprès des simples gens de son village ou à une table d'hôtes de la petite ville voisine pour sentir aussitôt rayonner la sympathie qu'il inspire.

Il y a un charme Jünger qui joue aussi bien sur des esprits comme Borges ou Moravia que sur les paysans soubasés avec lesquels il échange des plaisanteries et dont il goûte la pureté de langage au point de recueillir leurs tournures idiomatiques. Je ne parle même pas des techniciens de la télévision venus envahir sa maison pour son quatre-vingt-dixième anniversaire et qui me confiaient leur étonnement d'avoir été reçu en hôtes largement traités plutôt qu'en importuns représentants de la société du spectacle.

Epuiser la plénitude de l'instant

Une rencontre avec Jünger dans son cadre familial, c'est d'abord cela : un étonnement et une confirmation. Des clichés volent en éclats tandis que se manifeste une surprenante présence, inattendue par la vieillesse et dont ses livres donnaient un avant-goût. Ne dit-il pas lui-même que seul compte l'instant de la création dont les œuvres se détachent ensuite comme les peaux mortes du serpent ? Entre un voyage projeté à

Sumatra et l'ouvrage auquel il travaille, Jünger apparaît comme un modèle exemplaire de vitalité : non de ces tourtereaux débordants de forces qu'illuminent les créateurs à la Balzac, mais plutôt comme un rare concentré d'énergie, à la manière de ces astres dont les stornes se sont si extraordinairement condensés en un volume infime de leur matière pérorant plusieurs tonnes sur notre planète.

Une des composantes de cette force ramassée est assurément sa souveraine maîtrise du temps. Capable d'épuiser la plénitude de l'instant au moment où les fleurs s'éveillent dans la forêt brésilienne, à l'orée d'une parodie où voltigent les colibris, il est aussi l'homme de la foi dans une éternité transcendante dont les chrétiens actuels lui semblent par trop se désintéresser. Seule la mort nous y donnera vraiment accès, mais elle perce déjà dans notre quotidien en d'éparses révélations magiques : le rêve, la drogue, qui permettent aux Indiens d'avoir la conquête de banqueter avec leurs dieux ; et ces moments insaisissables où l'on dirait qu'une porte s'ouvre sur un autre monde.

Au coucher de soleil, sur d'antiques fortifications celtiques, Jünger sent se déverser soudain un air liquide, à la fois glacé et brûlant, qui lui apporte comme un message d'on ne sait quelles puissances. Lors de la dernière grande offensive de 1918, c'est tout le paysage qui bascule, au moment où des milliers d'hommes vont périr, comme si la peur de la mort s'abolissait. Loin de relever d'une fascination morbide pour la guerre, l'expérience limite du héros, en assurant son pouvoir sur le destin inévitable de chacun des

hommes, lui confère devant la mort une exceptionnelle liberté. Vainqueur du temps, le héros sentie affranchi des servitudes humaines, afin de jouir d'une immobilité jeunesse qui passera sans secousse de l'instant à l'éternité.

Ni mage ni prophète

Quittant une imagerie jüngerienne, voilà que nous risquons d'en retrouver une autre, tombant dans la banalité d'un faire un mage ou un prophète. Certes, on éprouve à son contact, devant sa vitalité intemporelle, un curieux mélange d'assurance et de malaise, comme s'il vous entraînait dans sa propre sphère de sécurité, tout en vous faisant d'autant mieux ressentir votre vulnérabilité personnelle. Mais ce serait le déshumaniser que d'oublier le subtil dosage d'ascétisme et d'épicurisme auquel il doit cet équilibre stupéfiant.

Le choix conscient du meilleur régime de vie, la ténacité à affirmer ses propres valeurs dans la tourmente nazie, le souci de revenir sur ses erreurs sans condamner pour autant ses enthousiasmes d'adolescent ou de jeune homme, tout cela relève d'une sagesse qui vaut autant comme morale pratique que comme préoccupation métaphysique. Le dernier mot de Jünger en matière de politique n'est-il pas l'« anarque », ce contempteur discret de tous les pouvoirs en qui il me disait trouver la plus pure incarnation de l'homme naturel ?

JULIEN HERVIER.

★ **ENTRETIENS AVEC ERNST JÜNGER**, par Julien Hervier, Gallimard, coll. « Arcades », 164 p., 38 F. (En vente le 2 avril).

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

Les Flacons du parfum de la Séduction

L'art au XVIII^e siècle

Relié pleine toile, 24 x 31 cm, 168 p. 200 reproductions dont plus de 150 en couleurs - 450 F

3, place de l'Odéon - 75006 Paris - Tél. (1) 46 33 18 18

● POÉSIE

Les jeux du langage

Deux voix singulières dans la poésie contemporaine : Dominique Fourcade et Jean-Luc Sarre.

L'ACCÈS au dernier recueil de Dominique Fourcade est à la fois donné et refusé par l'énigme de son beau titre : *Son blanc du un*.

Quel est ce « un » qui fait entendre, dès le seuil et tout au long du livre, sa blanche sonorité ? Le « un » du livre, du poème, est-il la négation du multiple, ou bien l'élevation jusqu'au principe dont l'œuvre est issue ? Dominique Fourcade ne répond pas. Il prend l'énigme pour guide : « Le blanc du un est-ce l'amour à sa limite, l'amour est-ce le un qui se déchire ? »

Du monde, comme d'un chaos premier, Dominique Fourcade laisse venir l'écriture, questionnant inlassablement son surgissement multiple, son introuvable commencement. Hors de toute sécheresse théorique, la poésie se pense en même temps qu'elle se fait. Au départ du poème, un « mur-mure » qui s'enfle, puis très vite se brise, se fragmente... La seule ponctuation du recueil est constituée par la datation des fragments. De juillet 1984 à octobre 1985, Dominique Fourcade installe le temps propre de son texte : temps fictif, où le corps de l'écriture prend, à lui seul, charge du réel. Les signes de cette réalité sont convoqués dans le pur présent du poème.

Son blanc du un, « livre étonné », est une œuvre originale, riche et difficile. La voix singulière de Dominique Fourcade réclame du lecteur une écoute à la fois attentive et détachée : « Dans le néant et la seule-été, il y a une interrelation entre celui qui la mise en œuvre de la parole fait poète et celui que la parole mise en œuvre fait poète. »

Aux antipodes du débit « océanique » de Fourcade, la poésie de Jean-Luc Sarre parcourt un chemin étroit. Son espace est compact, resserré sur lui-même.

Dans la *Chambre*, son dernier recueil, Jean-Luc Sarre s'efforce de circonscrire un lieu, de l'inscrire dans un poème, seul garant de sa fragile réalité. Mais l'intériorité qui se constitue, en récu-

sant dans un premier temps le dehors, est vide, sans attraits.

La partie centrale du recueil, les *Jardins*, marque le franchissement des limites de la chambre. Lentement les saisons réinstallent leur cycle, déterminent les variations de la lumière. Un déplacement s'est produit. Bruits, feuillements, humidité nocturne ou « voix d'un enfant » sont les signes de ce dehors qui longe le lieu, désigne la clôture.

Après ces « quelques pas dans la brutalité du jour », le troisième et dernier moment du livre est celui du retour, « là/parmi les choses/parmi leur immobilité grandissante/au cœur de la fatigue ». La chambre, espace imagi-

naire, s'est reconstituée, enrichie de fragments de mémoire, d'angoisse réveillée.

L'extrême concentration, l'économie du langage, sont les marques de l'écriture de Jean-Luc Sarre. La valeur de son travail poétique, déjà manifeste dans le recueil publié chez le même éditeur en 1983, est ainsi confirmée par ce livre.

PATRICK KÉCHICHIAN.

* *SON BLANC DU UN*, de Dominique Fourcade, POL, 93 p., 65 F. Signatures, également chez le même éditeur, *le Ciel pas d'angle* (1983) et *Rose-déclic* (1984, voir « le Monde des livres » du 21 décembre 1984).

* *LA CHAMBRE*, de Jean-Luc Sarre, Flammarion, 115 p., 50 F.

La prière et l'écriture

C'EST un « siècle d'usage », un « âge vulgaire » que combat Ghislain Sartoris dans les pages de son *Lavoir*. Conversation philosophique émaillée d'allégories ou prophétie stigmatisant la décadence du temps, ce petit livre est, avant tout, parabole couronnée d'illustres le dialogue entre Bedoce (d'après un conte de Pourrat) et Cornelle Amichel (en hébreu, Dieu-est-vérité). « Une vie n'est pas heureuse sans conversation sur la théorie du cœur humain, et sur la peinture de ce cœur par la littérature et la musique. » Dans cet échange respectueux apparaît une communauté de « révélation » : l'étude des textes de la tradition juive, l'admiration pour l'érudition d'un Rachi dans la France du onzième siècle, la connaissance de la théologie catholique et des Écritures, la justification de la légitimité royaliste, la quête d'un humanisme sans compromis, d'un hérosisme à venir... Toutes valeurs qui fondent le parcours de Bedoce-Sartoris loin des trajectoires convenues.

Il définit également les termes d'un « langage de paradis » et d'une « littérature positive », véritable « maquis de l'honneur » où l'on retrouve, pêle-mêle, Péguy, Kafka, Bou-tang, Pound, que Sartoris a traduit. Ponge, qu'il a commenté... La prière et l'écriture sont des actes de résistance au sans commun, vil et oppressant, de nos sociétés modernes : « d'où notre dégoût, notre impatience surtout, pour une littérature qui ne nous dit rien, qui ne nous apprend rien, qui ne veut pas nous parler, qui refuse de nous répondre, de se prononcer, de nous aider à passer le moindre pas, qui ne nous fournit, dans la situation extrêmement périlleuse où nous nous trouvons, aucune indication sur ce que nous devons faire, sur ce que nous pourrions faire, pas même une allusion... » Il y a chez cet écrivain, qui est également professeur et éditeur (1), de l'impudence et de l'imprudence à tant attendre de la littérature, mais aussi une inhabituelle morale exacerbée par les hauteurs où elle se réfugie.

CLAIRE PAULHAN.

* *LE LAVOIR*, de Ghislain Sartoris. Ed. Le Temps qu'il fait, distribution Distique, 134 p., 72 F.

(1) Ghislain Sartoris a fondé en 1983 les Éditions Périple (distribution Distique).

● HISTOIRE

La passion de Fernand Braudel

(Suite de la page 9.)

Et, pourtant, cet espace inventé des modèles et des agrégats : le puzzle s'assemble. Par la langue, bien sûr, après la furieuse bataille entre oc et oïl, puis entre patois de l'archaïsme et français de la promotion sociale. Mais aussi par l'impeccable hiérarchie qui s'installe à fleur de terre, au Nord comme au Sud, entre les hameaux et les écuries, les villages, les bourgs et les villes. Plus précocement et mieux peuplée, la France des belles plaines du Nord sera moirée en ce domaine, prompt à unir les hommes par le pouvoir et l'échange. Partout, peu à peu, le « tertiaire », de l'humble charbon au grand négociant, tisse la France en la dépayasant.

L'oscillation entre Metz et Toulon

Dans cet hymne à l'élan industriel qui désenclave, Braudel fait une belle place aux villes. Il les décrit amoureusement, lancées dans leur effort unificateur, avec malchance parfois, comme à Besançon, ou avec le succès que l'on sait dans le cas de Paris. Il balance soigneusement sa réponse à la question classique : la géographie a-t-elle inventé la France ?

Jamais, souligne-t-il, ce pays n'a joui pleinement de son exceptionnelle situation au débouché de toutes les Europe : la barrière du Rhône tumultueux fut trop rigide.



Fernand Braudel

Il manquera toujours à la France, à l'heure décisive de l'essor capitaliste, d'être un centre de l'Europe : le flot de la modernisation traversera les Alpes en contournant notre cul-de-sac national. Car, dans le même

temps, quand la gloire des armes assied le royaume, pour avoir hésité à choisir les ports maritimes contre les forts de l'Est, la France laissera à l'Angleterre et aux Provinces-Unies l'hégémonie maritime portuese des nouvelles richesses.

Superbe, le dernier chapitre de Braudel détaille cette oscillation fatale entre Metz et Toulon. Seul l'effort a approuvé la disparité française et fondé l'unité. Mais il fut terrien. Trop terrien au goût de Braudel. Accablé par cette révélation, l'auteur prend congé sans conclure et nous donne rendez-vous au prochain volume. Mais dans ce récit savoureux des origines territoriales d'une certaine idée de la France, il a, répétons-le, superbement repris et vérifié l'intuition éclatante de Michelet : « La société, la liberté, ont dompté la nature, l'histoire a effacé la géographie. »

JEAN-PIERRE RIOUX.

* *L'IDENTITÉ DE LA FRANCE*, de Fernand Braudel, vol. 1, *Espace et Histoire*, Armand Flammarion, 268 p., 98 F. Signatures la publication, chez le même éditeur, des *Actes du colloque sur Braudel*, qui s'est tenu, en octobre 1985, au centre culturel de Châteauneuf : *Une leçon d'histoire de Fernand Braudel* (254 p., 85 F.).

Charles VI, le fou bien-aimé

Comment naquit le « sentiment national » sous le règne du monarque dément.

NAGUÈRE encore, au temps où les Français dans leur masse connaissent leur histoire, l'image qu'ils se faisaient de Charles VI était simple. Il y avait eu dans son règne un bref répit, une courte éclaircie, les années 1388-1392, pendant lesquelles le roi fut en mesure d'exercer personnellement le pouvoir, avec l'aide des anciens serviteurs de son père, les fidèles Marmousets. Puis vint la folie : le drame de la forêt du Mans, le bal des Ardents. Dès lors, Charles VI s'enfonça dans la démence. Pour le distraire, on plaça à ses côtés Odette de Champdivers, la « petite reine », qui lui apprit à jouer aux cartes. La France « frappée au chef », tout se dit alors. Les princes entrebâillèrent une lueur sans merci pour le pouvoir. Et cela dans une ambiance morale délétère : corruption des mœurs, dérèglement des esprits, luxe, luxure, poison, sorcellerie, trahison.

Certes, tous les grands eurent leur part de responsabilité, mais le plus coupable fut le duc de Bourgogne, Jean sans Peur, qui, pour parvenir à ses fins, n'hésita pas à faire assassiner le frère du roi, Louis, duc d'Orléans, et, avec la complicité de la reine, l'« infâme » Isabeau de Bavière — une étrangère, comme Catherine de Médicis et Marie-Antoinette, — à s'allier aux Anglais, ennemis capitaux de la France. D'où Azincourt, la conquête du royaume par Henri V Lancastre, le traité de Troyes, qui déshéritait le fils et héritier légitime de Charles VI et livrait la France à l'Angleterre. Heureusement, la vraie France veillait et luttait : le parti du duc d'Orléans, devenu entre-temps celui des Armagnacs, qui fit du dauphin Charles le roi Charles VII ; bref, tout un courant patriotique dont Jeanne d'Arc est la plus pure expression.

Cette vulgate historique, Française Autrand, en un livre parfaitement informé, à l'écriture allègre et vivante, la nuance fortement, sans toutefois la remettre fondamentalement en cause.

A l'inverse de son père, le « sage roi » Charles V, jamais Charles VI ne fut un intellectuel. Il faut le voir plutôt comme un beau chevalier, robuste, affable et courtois, ayant le sens du geste et, somme toute, à l'aise dans son métier de roi. Même après son entrée dans les ténèbres de la folie — maladie au demeurant toujours mystérieuse, ce qui excuse les

contemporains de n'y avoir rien compris, — lorsqu'il retrouvait son bon sens pour quelques jours, quelques semaines ou quelques mois, il persista à suivre une certaine ligne de conduite tendant à préserver son autorité, l'union du pays et des siens, l'intégrité du royaume. Et surtout, bien loin que ses sujets aient maudis sa présence à leur tête, ils le prirent en pitié et identifièrent sa passion à leurs propres malheurs. Peut-être la folie du roi était-elle le châtiement — mais un châtiement rédempteur — des péchés d'un peuple. D'où son étonnante popularité, qui lui valut dès l'époque le surnom de Bien-Aimé.

Un monde terrible aux femmes et aux faibles

Quant aux Marmousets, ne les surestimons pas. Eux aussi commirent des fautes politiques. Ils furent les premiers responsables de l'établissement d'un régime fiscal à la fois très mal supporté et stérile, dans la mesure même où la plupart des entreprises que l'impôt devait financer échouèrent. Et, d'ailleurs, leur magistral programme de réforme de l'Etat fut repris tout autant par le parti des Bourguignons que par le parti des Armagnacs. Car les Bourguignons ne furent pas seulement de dangereux démagogues, se servant de la populace parisienne pour accomplir leurs sombres desseins. A Isabeau de Bavière, réservons notre compassion plutôt que nos blâmes : vite dépassée par les événements, cette mère de famille attentive, dans un monde terrible

aux femmes et aux faibles, dut bien souvent s'incliner devant la force des choses.

Françoise Autrand montre fort bien comment, en dépit des apparences, le règne de Charles VI ne fut pas qu'un pur désastre. Pendant une génération, jusque vers 1410, la France respira. Il y a des traces de reprise économique, sinon démographique. Une civilisation brillante s'épanouit alors. Même du point de vue politique, les Français s'aperçurent qu'ils avaient quelque chose en commun : la France. Cette période fut décisive pour l'élaboration de ce qu'on peut déjà appeler le sentiment national. D'autant que, dans la haute administration, des fonctionnaires — on disait alors des « officiers » — commencèrent à se faire une certaine idée du service de l'Etat, au-dessus des factions, des passions partiales, des intérêts particuliers. A côté de l'affrontement des princes, brutal, cauteleux, cynique, à côté des convulsions de la guerre civile, il y a aussi une crise de croissance de l'Etat et une étape dans la prise de conscience de la France par elle-même. « Parvenu à ce moment de son histoire », peut-être le pays avait-il plus besoin d'une « nation incarnée dans la personne de son roi » que d'un « souverain à poigne ». Gageons, malgré tout, qu'il aurait préféré un monarque victorieux, mais pour cela il lui fallut attendre Charles VII — et Jeanne d'Arc.

PHILIPPE CONTAMINE.

* *CHARLES VI, LA FOLIE DU ROI*, de Françoise Autrand, huit planches hors-texte, cartes, tableaux, index. Fayard, 647 p., 150 F.

Du côté de chez Jean Tardieu

(Suite de la page 9.)

Au début de chaque rubrique (ou chapitre), le poète se commente lui-même, dans un « argument », et fournit des précisions biographiques.

Les souvenirs qui sont discrètement évoqués ne concernent pas seulement l'entourage familial de Jean Tardieu mais aussi un milieu qui, selon lui, a beaucoup compté dans sa formation. Jeune étudiant, il a eu le privilège d'assister aux entretiens qu'organisaient, à Pontigny, près d'Auxerre, son ancien professeur de grec, Paul Desjardins : « Un esprit européen qui a joué un rôle fondamental... Il réunissait, pendant des décades consacrées à la littérature, la pédagogie et la réflexion politique, quelques-uns des écrivains les plus marquants de l'époque : Gide, Martin du Gard, le jeune Malraux et bien d'autres. Pontigny correspondait à l'esprit de la première NRF, à un changement dans la conception de la littérature et du rôle du langage... Les derniers mots qu'on prête à Goethe, « Mehr Licht ! » (plus de lumière) sont le symbole de ce que Pontigny a représenté pour moi : un appel vers un monde plus éclairé et moins cruel, ce qui a été atrocement déçu, peu après, par tout ce qui s'est passé d'horrible dans l'Histoire. C'était un ensemble humaniste : ce terme qui, pour beaucoup de gens, est devenu presque ridicule est, pour moi, un très beau mot qui garde toute sa valeur ».

Les débuts littéraires de Jean Tardieu sont liés à Pontigny. D'autres écrivains, plus tard, sont devenus ses amis, notamment les poètes avec lesquels il a participé à l'activité littéraire clandestine de la Résistance : Frénaud, Queneau, et surtout Eluard.

Entre porte et fenêtre

Entre porte et fenêtre
Qui bouge tout le temps
Je ne suis pas tranquille,
Qu'est-ce donc qui s'approche ?
Qu'est-ce donc qui s'en va ?
Qui que tu sois, furtive
Assis ou ennemie,
Tu dois dire ton nom,
Comme fait le soleil
Lorsqu'il peint sur le mur,
Pour qui ne sait pas lire,
La couleur des rayons.

(1945.)

Jean Tardieu a été aussi dans son métier un homme d'avant-garde, qui a fait carrière à la Radiodiffusion française, comme directeur du Club d'essai. « Le mot club montre bien qu'il s'agissait, autour de ce nouveau moyen d'expression, de réunir tous les écrivains artistiques : musiciens, interprètes, comédiens, créateurs. Nous avons invité des gens célèbres qui n'avaient jamais eu de contact avec la radio, comme Claudel et Gide, à enregistrer leur voix pour la première fois. C'est à mon service qu'on a demandé de mettre à l'essai un nouveau moyen de diffusion : la

modulation de fréquence, avec un début un seul émetteur qui ne couvrait même pas tout Paris. On a commencé par économie avec un programme fait de disques et uniquement musical : cela s'est par la suite développé jusqu'à devenir un programme à part entière, France-Musique. »

Maintenant, Jean Tardieu continue de se consacrer à son œuvre, avec sérénité. « J'admets la mort comme une chose inéluctable. Dans nos religions d'Occident, la disparition de la personne humaine est une catastrophe dont on ne se console que par l'idée d'une survie. Au contraire, dans les philosophies de l'Inde, elle est conçue plutôt comme une délivrance que comme un châtiement. J'adhère à ce point de vue. Ma façon de me rassurer est de penser à une disparition heureuse. Cependant, ma curiosité pour la vie ne fait que s'accroître. Tant que j'ai une relative santé et surtout tant que je crois être lucide, ce qui se passe ici et maintenant continue de me passionner. »

MONIQUE PETILLON.

* *MARGERIES*, de Jean Tardieu, Poèmes inédits 1910-1985, Gallimard, 320 p., 95 F. Grasset vient de rééditer FAROUCHE A QUATRE FEUILLES, dans les « Cahiers rouges ». C'est un livre à quatre voix : celles d'André Breton, Lise Desjardins, Julien Gracq et Jean Tardieu. (Préface de Marcel Schneider, 144 p., 33 F.).

Signalez aussi le récent essai de Jean Onimus : *Jean Tardieu, un rite inachevé*. (Champ Vallon, 176 p., 85 F.).

MATHIEU LINDON

Le livre de Jim-Courage roman

109 pages - 55 F

"Comme un conte de fées un peu noir pour enfants pas sages."

Michel Nardouy / Le Figaro



P.O.L

فكرنا من الأصل

CINÉMA

« HIGHLANDER », de Russell Mulcahy

Le massacre des immortels

Match de catch à New-York, la foule, une ambiance terrible. Christophe Lambert se lève et part. Ce n'est pas qu'il soit écorché, il en a vu d'autres, on l'apprendra... Il semble répondre à un appel, descend dans le parking. Là, dans cet espace d'ombres, de béton, de néons, de rouille, de poutrelles, Christophe Lambert rencontre un homme dont on voit à peine le visage. De leurs manteaux ils tirent une épée. Duel archaïque, irréel dans cet espace halluciné zébré par l'acier des poutrelles et où l'eau jaillit en arrosant des tuyaux crevés, isonde les dalles. L'épée de Christophe Lambert tranche la tête de l'autre, après quoi, illuminé de blancheur nucléaire, il pousse un grand cri...

La police le poursuit, car les décapités commencent à encombrer les rues de Manhattan. Ce n'est pas lui le coupable, c'est l'autre, le géant couronné d'armes, le géant Brown, Frankenstein si poétique dans la *Promise* - qui l'a tué au cours d'une bataille sauvage, en Écosse, il y a bien longtemps, au temps de l'obscurantisme médiéval. Christophe Lambert ayant ressuscité, les villageois superstitieux le croient possédé du démon, le fouettent, le chassent. En réalité, il fait partie des élus d'une divinité capricieuse : elle leur a donné l'immortalité - à moins qu'ils aient la tête coupée, et, pour compenser, les a condamnés à s'exterminer au long des siècles jusqu'à nos jours, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus qu'un, et celui là aura conquis le Prix (le bonheur d'être un simple humain, de ne pas survivre à ceux qu'il aime).

Highlander entraîne dans une série d'aller et retour entre les temps barbares et notre époque. Dans le premier cas, Christophe Lambert, kil, cheveux longs, peaux de bête, aime Bette Midler et (la mort des idéologies n'a pas tué les maîtres spirituels) se fait éduquer par Sean Connery, l'œil cerné de kohl, espagnol décadent en velours broché. Le Christophe Lambert d'aujourd'hui, chic - décontracté (gabardine, jeans godaillant aux chevilles, bas-



COLETTE GODARD.

ketts), est antiquaire et aime Roxanne Hart, spécialiste en armes anciennes.

A l'une et l'autre époque, dans une ferme crasseuse ou un calme loft luxueux, il est un tendre amant. Il se bat avec une infatigable vaillance dans les bas-fonds sordides, ou les splendides paysages montagneux sur un cheval cabré, accroché à un rocher avec son adversaire, deux aigles perdus au milieu du ciel... Les tours s'écroulent sous les coups des épées magiques, les guerriers s'étripent dans la boue, les poings cognent, les corps rebondissent contre les carrosses, s'affaillent sur les pavés sales. Les combats sont grandioses dans leur violence, parodiques parfois, comme ce duel où Christophe Lambert, ivre mort, hilare, se fait embrocher dix fois.

Le metteur en scène, Russel Mulcahy ne manque pas d'humour, ni d'imagination lyrique, ni de moyens. Il aime seulement un peu trop ce qu'il fait, alors il rallonge, répète. Mais il est suffisamment racocqueur pour éblouir au moment où on va s'ennuyer.

Assurément, croire au mystère de Christophe Lambert n'est pas évident, mais comme lui-même n'y croit pas et égale l'histoire de son rire gamin, on subit le charme.

« LIEN DE PARENTÉ », de Willy Rameau

Blancs et Noir

Pauvre Pépé, tout blanc de peau et de cheveux, il est bien tranquille dans son patelin perdu. Et voilà qu'on l'appelle à Londres pour prendre livraison d'un orphelin. Pas d'importance. Un garçon de son sang. Le fils de son fils. Une mauvaise herbe poussée sur l'asphalte. Un loubard. Pas un cadeau. Et si encore il se contentait de piquer dans les magasins et de dire des gros mots en double version, mais non, il réserve une dernière surprise à son grand-père, le même, il est noir.

Le film va raconter, bien sûr, sa difficile intégration dans le village et dans le cœur du vieillard. Sur l'aride garrigue coulera bientôt le lait de l'humaine tendresse, et, mieux que bien des plaidoiries, ce petit western sentimental et drolatique dira ce

qu'il faut dire sur le racisme ordinaire ou pas.

Lien de parenté est le premier long métrage de Willy Rameau, qui est antillais et sait donc de quoi il parle. Si son propos généreux est un peu prévisible, son style, en revanche, surprend et convainc. Fuyant le misérabilisme, il a opté pour l'hyper-réalisme : un bistrot rouge, une maison bleue et une chaleur d'enfer qui fait briller les peaux de toutes les couleurs...

Le jeune Serge Ubrette n'est pas tout à fait assez jeune pour le rôle, mais Jean Marais est irrésistible. Il en fait beaucoup dans l'histoire et le bonhomme. Il se régalait. On le remercie d'accepter d'être vieux et de ne pas essayer d'être beau.

D. H.

SOLANGE GAROTTE
MICHEL LEPEAREUR
du 29 mars au 15 avril 1986
CENTRE D'EXPOSITION DES FOYERS DE LA ROSETTE
Vernissage le samedi 28 mars à 17 heures.
Ouvert tous les jours de 15 à 19 heures.

MUSÉE DE L'HOMME
Palais de Chaillot
Côté Femmes
« si la féminité est universelle, la vision que nous en avons ne l'est pas »
T.L.J. du mardi de 9 h 45 à 17 h 15
du mercredi au dimanche de 10 h à 17 h

BIBI ANDERSON: ELLE CAUSE EN VO DANS BARAKA.

BARAKA N°3 - 16 F EN KIOSQUE CHAQUE JEUDI.

MARIN ARAMITZ PRÉSENTE

JEAN POIRET

JEAN-CLAUDE BRIALY BERNADETTE LAFONT JEAN-LUC BIDEAU

Inspecteur LAVARDIN

CLAUDE CHABROL

Une co-production MK2 PRODUCTIONS FILMS A2 TSR GAS PRODUCTION

MUSIQUE

AU FESTIVAL DES INSTRUMENTS ANCIENS

« L'Ormino » qu'on n'attendait plus

Sur ses vieux jours, le roi du Maroc prit une épouse aussi ardente qu'il était refroidi. La reine, heureusement, avait deux amants, Ormino et Amida, mais ne pouvait se résoudre à choisir. Prévenue par une chiromancienne de l'inconstance du second, elle décide de fuir avec Ormino. Un vent contraire les repousse au rivage. Rattrapés et condamnés à boire du poison, les fugitifs inspirent au roi une compassion tardive, surtout lorsqu'il apprend qu'Ormino est son fils. Le bourreau peut alors avouer sa ruse. Il leur avait seulement fait boire un somnifère, et les amants sont tout étonnés de recevoir au réveil la bénédiction paternelle avec le trône du Maroc. Amida, de son côté, épouse l'Égyptienne, qui n'était autre que la princesse de Suse, venue sous un déguisement récupérer son bien.

Tel est l'aimable sujet du plus célèbre opéra de Francesco Cavalli, *L'Ormino* (Venise, 1644) que l'Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique et la ville de Caen avait présenté à Lunville en décembre 1984, puis en divers endroits, avec un succès si vif et si juste que le Festival des instruments anciens n'a pas cru devoir en priver plus longtemps les Parisiens. Deux représentations au Théâtre des Champs-Élysées les 25 et 26 mars n'auront sans doute

pas épuisé leur curiosité, mais il faut souhaiter que cette production relativement légère continue à faire le tour des théâtres car il s'agit d'une réalisation exemplaire.

Des chanteurs remarquables

La partition d'abord, où alternent judicieusement les épisodes tendres et comiques, ne souffre d'aucune longueur. La souplesse de cette musique à mi-chemin entre le récitatif et l'arioso donne au personnage une vitalité dont Christian Gangnon a tiré le meilleur parti : oscillant entre la stylisation du geste baroque et le réalisme de la comédie, réglée comme un ballet, se mêle en scène, toujours en mouvement, ne s'arrêtant jamais dans l'égotisme ou le remplissage. La beauté des costumes, à la mode vénitienne du dix-septième siècle, la simplicité du décor - des toiles peintes qu'on aperçoit à travers une double rangée d'arcades - favorisent la concentration sur ce qui reste l'élément le plus remarquable du spectacle, et sa raison d'être : la musique.

Le petit ensemble d'instruments anciens, dirigé par Jonathan Sarlington au clavecin, n'est qu'un faire-valoir, mais l'écrit est à l'image des trésors qu'il contient. La distribution réunie autour de Henri Ledroit (*Ormino*) est en

effet d'une tenue exceptionnelle. Ce dernier n'a pas seulement une voix d'alto comme on n'en entend guère : musicien complet, il possède une rare intelligence de ce qu'il chante, qualité essentielle de ce répertoire, et si son titre de responsable des études vocales n'est pas de pure forme, on peut penser qu'il a su communiquer à une équipe de chanteurs déjà remarquable quelques-uns de ses secrets. Car Jean-François Gardell (*Amida*), Catherine Dune (*Sicle*), Elizabeth Baudry (*la reine*), Brigitte Lafont (*sa confidente*), Béatrice Vissou (*le page*) et Daniel Salas (*le roi*) ne paissent pas à ses côtés.

Une telle homogénéité est si remarquable que le public d'amar- un peu (trop) spécialisé semble avoir peur de dénigrer la beauté du spectacle par des manifestations de plaisir. Poussé à ce point, le respect fait par tous son objet et Cavalli, s'il revenait serait sans doute effrayé de voir son œuvre déformée dans un silence de mort. Les applaudissements interminables après la chute du rideau ne changent rien : les amateurs d'authenticité baroque sont pris en flagrant délit car, sur ce point, ils sont tout à fait wagnériens.

GÉRARD CONDÉ.

THÉÂTRE

« HOT HOUSE », de Harold Pinter

Branquignols de l'électrochoc

Le directeur d'une clinique psychiatrique, ancien colonel de l'active, louffingue lui-même, assassine l'un des pensionnaires, puis viole l'une d'entre elles. Les malades se mutinent, tuant tous les cadres de la clinique, soignants comme administratifs.

Telle qu'elle nous est proposée aujourd'hui à Paris, dans une traduction sûrement exacte d'Eric Kahane, la pièce, *Hot House*, signée Harold Pinter, est une bouffonnerie à gros traits, un burlesque.

Les souffrants n'apparaissent pas. Nous ne voyons sur la scène que le directeur presque paranoïaque (Michel Bouquet), une infirmière myope nymphomane style copulation-banquise (Anne Consigny) et quelques soignants coincés ou agités (André Burton, Franck Lapersonne, Christian Pereira). Rien que des caricatures.

Il ne semble pas pensable qu'un guignol bien bâti mais si rudimentaire soit l'œuvre de Harold Pinter. Il s'est toujours montré un écrivain de grand scrupule, un maniaque du cheveu en quatre, un sondeur du pour et du contre. Preuve en est une fois de plus la dernière œuvre que nous pouvons voir de lui, ce film appelé *Turtle Diary* dont il a fait le scénario, joué par Glenda Jackson et Ben Kingsley, un chef-d'œuvre d'exploration des incertitudes de l'âme.

Tout à l'opposé, cette pièce, *Hot House*, c'est une corrélation de pantins, les « Branquignols de l'électrochoc ». Un peu court. Il n'est pas exclu que les comédiens, orientés par le metteur en scène Robert Dhéry, qui ne fait pas dans le subtil, jouent cela à côté de la plaque, sauf l'un des médecins, Christian Pereira, qui, du coup, au milieu des pitres, fait pâleichen.

Le plus pire est Michel Bouquet, un feu d'artifice de grimaces et de singeries, mais il a tellement de présence, de métier, d'inspiration créatrice, en fait c'est un « si grand acteur », que par un renversement magique des apparences il fait percer, sous la marionnette, des phénomènes fascinants, une perversion de l'intelligence, une dépravation du pouvoir.

Michel Bouquet reste toujours un théâtre à lui tout seul, quoiqu'il gagne à être vu dans des choses d'envergure, Shakespeare ou Strindberg. Quant à Pinter, si l'on aime cet auteur, l'œuvre à voir actuellement, ce n'est pas *Hot House*, c'est *Turtle Diary*.

MICHEL COURNOT.

* *Hot House* au théâtre de l'Atelier, 20 h 45, Cinoche Saint-germain (6^e).

LES DROITS ET LES DEVOIRS DU METTEUR EN SCÈNE

En décembre 1983, Christian Le Guillochet présentait au Lucernaire les *Journées oranges* de Garoussky (le Monde du 23 décembre 1983), pièce de l'auteur soviétique Leonide Zorine. Celui-ci faisait assigner le metteur en scène en justice pour avoir déformé l'esprit de son œuvre.

Par jugement rendu le 27 novembre 1985 de la première chambre du tribunal de grande instance de Paris, « le Lucernaire, centre dramatique d'art et d'essai, est condamné à verser à Leonide Zorine la somme de 1 franc à titre de dommage et intérêt pour avoir porté atteinte à son droit moral d'auteur ». Les attendus précisent que « le metteur en scène est celui qui, par son art personnel, apporte à l'œuvre de l'auteur une vie scénique sans toutefois en trahir l'esprit ; qu'il jouit donc pour accomplir sa mission d'une liberté certaine... Mais qu'il lui appartient d'être fidèle au texte et de conserver la conception de l'auteur en projetant l'esprit de celui-ci dans l'œuvre scénique ».

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

— S'il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

NOTES

DANSE

« AREPO », de Béjart, à l'Opéra de Paris

Invité à créer un ballet à l'Opéra de Paris, Maurice Béjart a opté pour la férocité et a composé *Arepo* (sanskrit « opéra »), mise en pièces des traditions de bouddhisme et des hiérarchies poussiéreuses du palais Garnier vus à travers le *Fauz* de Gounod, *Méphisto* inspiré, le chorégraphe associe les danseurs à une subversion de la danse académique dans un défilé collectif où ils prennent beaucoup de plaisir. Les abonnés de la salle confrontés à leurs ennemis - amateurs de ballerines-courtesanes - se divertissent fort de cette partie de flipper où les gags font tître dans un décor mouvant de Nuno Corte-Real. Sylvie Guillem exécute la roue sans les mains, Elizabeth Cooper, le bonnet de travers, joue les Marguerites avec un ténor gras-soulet, Manuel Legris abat de superbes variations sur un tube : *Statu*, demeure chaste et pure. Mi-Satan, mi-Superman, Eric Vu An mène le bal avec élégance.

Ballet clin d'œil aux périodes multiples, *Arepo* ne fait pas oublier le Sacre du printemps, chef-d'œuvre incontesté, surtout dans l'interprétation d'Elizabeth Pletel et Cyril Atanassoff, qui apportent intelligence et noblesse au geste béjartien.

M. M.

EXPOSITION

Les icônes de Boltanski

Que ceux que les manuels artistiques rebutent se réjouissent : ils peuvent, grâce à la dernière exposition de Christian Boltanski, laisser tomber les catalogues et se livrer au très rare bonheur de flâner, c'est-à-dire prendre leur temps devant les hommages qu'il offre à l'enfance, non à la sienne, mais à celle, collective, que nous emportons tous en l'ayant plus ou moins oubliée.

C'est une installation. On trouve sur les murs une série de cadres métalliques alignés à la verticale. Chaque groupe (il y en a une dizaine) est éclairée, par des ampoules électriques disposées sur les côtés de manière à former une pyramide. De loin en loin à l'intérieur de ce triangle on distingue des photographies d'enfants qui pourraient être des copains de classe de C.B. Les autres cases sont remplies par du papier cadeau fantaisie tellement rephotographié que les couleurs ont un aspect tremblé. Le décor, une galerie en chantier, renforce le caractère précaire de l'ensemble. A la nuit tombée, l'espace ressemble à une improbable chapelle byzantine enfouie sous les icônes.

Comparaison fragile puisque les fils qui pendouillaient des appliques tracent dans les auroles lumineuses des lignes presque arabesques. Voilà qui plaide pour des sanctuaires multiples.

Comme aime à le répéter le peintre photographe, il n'y a rien à découvrir mais tout à reconnaître. Suivez la règle de l'apparentement vide, prenez quelques clichés des pièces désertées et reconstituez l'ambiance. Vous qu'apparaissent alors des juxtapositions convenables à mi-chemin de la vérité. La force du puzzle de Boltanski est d'écrire nos affections disparues. Un véritable remue-ménage qui opère à partir d'une modestie de moyens exemplaires, des photos, un sourire figé... Enfin, il faut signaler que cet accrochage unique va bientôt disparaître, les gravats seront balayés et le local deviendra une galerie. Pour l'instant, les cierges brûlent dans un lieu magnétique, et Boltanski est un artiste.

BERTRAND RABSON.

* Galerie Crouzet-Russett, 5 bis, rue des Harpignies, 75003 Paris. Jusqu'à fin mars.

Aurélien Nemours

Mondrian, Malevitch, Albers : Aurélien Nemours n'a cessé de peindre sous l'invocation de cette triade de l'abstraction nette. C'est dire que ses formes favorites se réduisent à des carrés, des rectangles ou des signes plus, et qu'elle les dispose sur la toile en rangées et colonnes d'une imperturbable régularité. Proportions, nombres et séries obéissent aux mathématiques avec docilité, si bien que chaque peinture appelle plus une lecture algébrique qu'une perception optique. De manière à proscrire plus absolument encore tout charme qui opérerait hors la loi chiffrée, l'artiste a supprimé les couleurs. Il n'est demeuré qu'un noir et blanc opaque d'une perfection technique telle qu'elle se dérobe au regard.

Si l'épithète de « froide », appliquée à l'abstraction, est jamais un sens, c'est aux œuvres d'Aurélien Nemours qu'il le doit. Le fait est étrange car la peinture se veut également poète, dans le manière de Char, et se plaît au lyrisme des grands mots. De ce souffle, que restait-il sur les toiles, vides graphiques « que leur blancheur défend » ? Est-ce séparation volontaire entre deux disciplines, l'une expressive, l'autre muette délibérément, ou résistance d'une certaine mémoire de l'abstraction, mémoire du néo-plasticisme, qui s'oppose à toute tentative de détournement ?

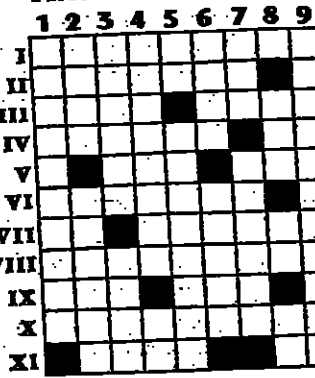
PHILIPPE DAGEN.

* Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain, jusqu'à fin mars.

« SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4192



HORIZONTALEMENT

I. Quand il prend la goutte, ce n'est pas lui qui lève le coude. — II. Point d'arrivée au cœur de Paris d'un marathon national. — III. Un roi fabuleux y fut enfermé. Chantre. — IV. Rougit parfois sous l'effet d'une bonne correction. Indéfini. — V. Morte en Terre sainte. Animateur des sauteries explosives. — VI. Préfère la reconnaissance à la gratitude. — VII. Personnel. Endommage ou soulage, selon le genre de dégustation. — VIII. Où le rapport capital est intimement lié à l'intérêt. — IX. Beaucoup d'étoiles et encore plus de stars. Draineur d'eau ou récepteur. — X. Telle la tête de celui qui boit le calice jusqu'à la lie. —

VERTICALEMENT

XI. Pour parfaire un travail d'orfèvre. Son savoir est pédonant.

1. Tiro-fonds à pression. — 2. Le fait qu'on s'attend à tout sans être préparé à rien. Les Rouges ont la suprématie sur les Blancs. — 3. Cadence. Habileté de l'homme des cavernes. — 4. Objectif des casseurs et des écornifleurs. Morceau pour violon. — 5. Saint méridional. Fatigué par les coups de bec d'une plume agressive. — 6. Roi ne régnant pas sur la cour, mais à côté. Commune de Suisse. — 7. Lime ou râpe. Tirés ou lancés selon la rose. — 8. Sujet noble ou geste gracieux. Négation. Participe passé. — 9. Qui incite à se préparer à faire face pour éviter de l'avoir dans le dos.

Solution du problème n° 4191

Horizontalement

I. Parterres. — II. Écoute. — III. Rôt. Snob. — IV. Soavité. — V. Opticiens. — VI. Dot. Es. — VII. Vénus. — VIII. Épinette. — IX. Psi. Iris. — X. Azic. Oim. — XI. Ame. Pneu.

Verticalement

1. Personne. Aa. — 2. Acoup. PPCM. — 3. Rotativiste. — 4. Tu. Vilénie. — 5. Et. Icône. — 6. Restitution. — 7. Née. Strie. — 8. Ego. Ne. Einn. — 9. Bossa. St.

GUY BROUTY.

AUTOMNE-HIVER

Nuées de gris

Offrant toutes les nuances du ciel de mars, le gris s'annonce la couleur de l'hiver, seul ou avec le marine, le brun et le noir, souvent éclairé d'argent, même en tweed.

Somptueux tableaux de chasse chez Jean-Louis Scherrer, qui en offre les tenues traditionnelles de daim et de drap mais aussi, au second degré, des imprimés de laine et de velours : vestes romantiques et pantalons, jupes au mollet, tailleurs à veste longue, manteaux enveloppants. Le tout coiffé de grands feutres ou de petites toques de Jean Barthet.

Guy Douvier, chez Guy Laroche, marie les uns et les imprimés à toute heure. Ainsi les douces et les canadiennes sont-elles assorties aux robes fleuries, tandis que les spencers se complètent de jupes droites ou amples d'une parfaite simplicité. Les fourreaux du soir, courts ou longs, scintillent en lamé et velours.

Très applaudi, Emmanuel Ungaro adoucit ses tweeds noir et blanc d'un fil d'argent. Spencers, blazers et corsets ajustés aux hanches couvrent les jupes et les robes drapées. Les dessins de fleurs des imprimés de soie s'estompent en canotiers de jaunes, de bleus, de roses et de verts.

en contre-point de façonnements bicolores ou monochromes d'une incomparable élégance.

Hermès c'est la cohabitation : entre les accessoires très typés du musée maison et les vêtements de tous les jours. Elle est des plus harmonieuses en grandes houppelandes de laine double face et en manteaux capes sur tailleurs stricts. Plus difficile pour la ville et le soir.

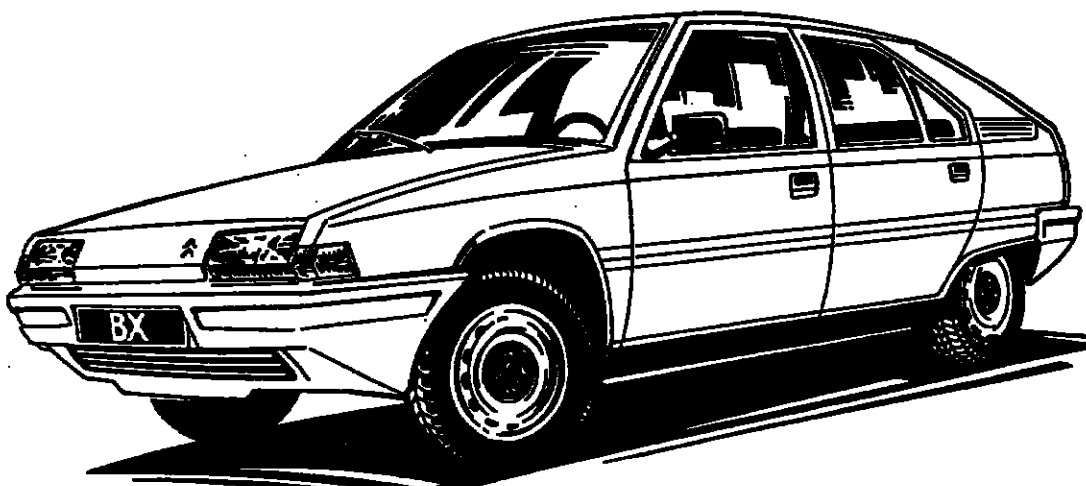
Le long l'emporte à près de deux tiers dans les modèles d'hiver, les ourlets couvrant le mollet en formes amples au-dessus du genou, et surtout destinés au sport.

Articulant ses thèmes autour du tailleur, Yves Saint-Laurent offre les grands classiques intemporels en couleurs sobres, ce qui n'en fait que mieux ressortir l'éclat des sept-huitièmes ou de grands manteaux rouges éclatants ou d'un violet subtil. Les spencers, vestes courtes ceinturées et modèles à trois boutons se retrouvent pour le crépuscule et le soir en superbes satins à bandes verticales ou en unis vifs. A l'inverse, les ravissantes robes de dîner scintillent en velours ciselés et lamés d'or ou de couleurs.

NATHALIE MONT-SERVAN.

du 18 au 31 mars

VOTRE BX POUR 1000F./MOIS*



Exemple de financement: location avec option d'achat pour une BX 62 500 F TTC. Tarif de Décembre 85.
Dépôt de garantie: 15 % soit 9 375 F { éventuellement valeur de reprise de votre ancienne voiture (en partie ou en totalité).
1^{er} loyer : 15 % soit 9 375 F
59 loyers de 1000 F par mois soit 33 F par jour.
Valeur résiduelle: 20 % soit 12 500 F.
Coût total de l'opération: 80 875 F (hors assurance).

Ce mode de financement est applicable à tous les modèles de la gamme BX. Renseignez-vous en téléphonant gratuitement au 05.05.24.24

* Sous réserve d'acceptation du dossier par CLV. SOVAC.

CITROËN TOTAL



LE CARNET

Décès

— Les familles Bolo et Houdin

font part du décès de

Pierre BOLO,

comédien,

survenu subitement le 22 mars 1986 à Paris.

La levée du corps aura lieu le mercredi 2 avril, à 9 heures, à l'Institut médico-légal, quai de la Rapée.

Les obsèques auront lieu au cimetière d'Herminy (77), à 10 h 30.

9, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

— M^{me} Lucien Boulard,

son épouse,

M. et M^{me} Annie Bourgaud,

M. Richard Boulard,

ses enfants,

Nathalie et Sandrine,

ses petits-enfants,

Les familles Boulard, Ostalier, Pontévia,

Schaefer,

ont la douleur de faire part du décès de

Lucien BOULARD,

survenu subitement le 22 mars 1986, à l'âge de soixante et onze ans, à son domicile, 6157, rue Durocher, cité d'Outremont, à Montréal (Canada).

— M^{me} Jean Briel,

son épouse,

M. et M^{me} Patrick Minier

et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Marie Pelleray

et leur fille,

Ainsi que le conseil municipal du Val-Saint-Germain,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean BRIEL,

dit Jean Touraine.

Les obsèques auront lieu en l'église du Val-Saint-Germain, le vendredi 28 mars 1986, à 10 heures.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel LECOQ,

survenu le 10 mars 1986, à Tourcoing (59), où ses obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Christophe.

De la part de

M^{me} Marcel Lecoq-Assemaïne,

son épouse,

M. et M^{me} André-Stéphane Lecoq-Singer,

M^{me} Christiane Lenfant-Lecoq,

M. Marc Lecoq,

M. Pierre-André Lecoq,

M^{me} Myriam Lecoq,

ses enfants.

Et de toute sa famille.

98, avenue Gustave-Dron,

59200 Tourcoing.

— M. et M^{me} Philippe - Roger

Mantoux,

Leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Jacques Mantoux

et leurs enfants,

M^{me} Jean Hatzfeld,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul MANTOUX,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur,

survenu le 18 mars 1986, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

90 bis, boulevard de la Reine,

78000 Versailles.

22, avenue Nicolas-Bolleau,

38100 Grenoble.

54, rue du Général-Delestraint,

75016 Paris.

— Le général Jean Martinelli,

ses enfants et petits-enfants,

La famille Vallette,

ont la tristesse de faire part du décès

soudain de

Sylvestre MARTINELLI,

née Vallette.

Bénédiction en l'église Saint-Germain-des-Prés, le vendredi 28 mars 1986, à 14 heures, avant l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

29, rue Bonaparte,

75006 Paris.

GALERIE LAHUMIÈRE

DEWASNE

DEYROLLE

GILJOLI

LEPPIEN

POLIAKOFF

VASEARELY

CEUVRES DES ANNÉES 50

du 21 février au 30 avril

88, bd de Courcelles (17^e) - 47-83-03-95

RÉVINISCE

avec les

PASTELS DE SOUCHI

Exposition du 19 février

au 29 mars 1986

GALERIE LAMBERT

12 et 14, rue Saint-Louis-en-l'Île

75004 PARIS.

Tél. 43-25-14-21 et 43-26-51-09

(Métro Pont-Marie ou Saint-Paul)

ouvert de 10 h à 12 h et de 14 h 30 à 19 h

(fermé dimanche et lundi)

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Pour votre Société

papiers à lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux:

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 42-36-94-45 - 45-08-06

فكرنا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : net repli à 7,14 F.

Sur des marchés des changes très calmes à l'approche du long week-end pascal, largement chahuté dans de nombreux pays, le dollar a reperdu, jeudi 27 mars, une partie du terrain gagné la veille. Il est revenu de 7,23 F à 7,14 F et de 2,3550 DM à 2,32 DM. Le repli est attribué à l'arrêt des hostilités dans le golfe de Syrie et à des ventes bénéficiaires. En Europe, le franc français, contrairement à certains informateurs, n'est pas attaqué. Simplement, le cours du deutschemark à Paris, qui, depuis quinze jours, était stabilisé à 3,0775 F, a retrouvé ce cours mercredi, après avoir fléchi mardi à 3,0675 F, la spéculation revendant les deutschemarks qu'elle avait achetés avant le week-end dans la perspective d'un réaménagement du système monétaire européen, qui ne s'est pas produit.

Aéronautique : Singapore Airlines commande vingt Boeing-747.

La prospérité de la compagnie aérienne Singapore Airlines lui permet de passer commande de vingt Boeing-747-400 (quatorze termes et six en option), soit un investissement de 3,3 milliards de dollars (22,7 milliards de francs) en majeure partie autofinancé. Le 747-400 est un dérivé du Jumbo de Boeing. Il a été lancé en octobre 1985. D'une capacité de quatre cent dix-huit passagers, cet avion a un rayon d'action de 13 000 kilomètres. Singapore Airlines recevra ses appareils de 1989 à 1994. Le cockpit du 747-400 sera équipé pour un pilotage à deux navigateurs et non à trois, comme il est habituel sur les long-courriers. Le type de réacteur qui le propulsera n'a pas encore été choisi. On attend maintenant les décisions de Singapore Airlines pour la modernisation de sa flotte de moyen et long courriers de plus petite capacité pour laquelle l'Airbus-A-310 et le Boeing-767 sont en compétition.

Conflits du travail : moins de grèves, mais plus de grévistes en 1984 dans le monde.

Selon les statistiques publiées par le Bureau international du travail (BIT) pour 1984, « il y a eu moins de grèves, plus de grévistes et plus de jours de travail perdus que l'année précédente, en particulier dans les pays industrialisés ». Pour les quarante-cinq pays pour lesquels des chiffres ont été communiqués, les grèves en 1984 ont été de 5 % moins nombreuses qu'en 1983 (18 600 contre 19 500), mais elles ont impliqué 17 % de travailleurs de plus (17,9 millions contre 15,3 millions). Il y a eu 104,9 millions de journées perdues en 1984 contre 104,2 millions en 1983. Dans les pays industrialisés — plus 18 % de grévistes et plus 33 % de journées perdues — les augmentations les plus importantes ont été enregistrées au Royaume-Uni, en Norvège et en Allemagne fédérale. Dans les vingt-six autres pays, en majorité du tiers-monde, le nombre de grèves et de journées perdues a régressé, mais le nombre de grévistes a légèrement augmenté.

Gaz : baisse des prix de 23 % pour l'industrie.

Gaz de France va diminuer de près d'un quart (23 %) à compter du 1^{er} avril, le prix du gaz destiné à ses plus gros clients industriels. Ces mille trois cents entreprises, titulaires de tarifs dits « à souscription », sont situées pour l'essentiel dans les secteurs de la transformation des métaux, du verre et de la chimie, elles représentent environ 27 % du chiffre d'affaires de Gdf, et 40 % de ses livraisons. Cette baisse, la quatrième depuis la Libération, il y a un an, des tarifs industriels du gaz, vise à lutter contre la concurrence du fuel lourd. Déjà sensible l'an dernier, puisque les ventes à l'industrie de Gaz de France avaient diminué de 1,4 %, elle s'est aggravée récemment avec la baisse des cours du pétrole, qui a réduit le prix du fuel de plus de moitié en trois mois, creusant un écart de près de 30 % avec le gaz.

La dette du tiers-monde et le commerce international

Un rebond des échanges de marchandises

Rebond du commerce mondial : les échanges internationaux de produits agricoles, minéraux et manufacturés pourraient, cette année, s'accroître — en volume — de 4 % à 5 %, si la légère augmentation du taux de croissance des pays industrialisés attendu pour 1986 se produit. Cette évaluation est émise avec la prudence d'experts échaudés par les économistes du secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), l'organisation qui, à Genève, s'efforce de faire régner le fair-play

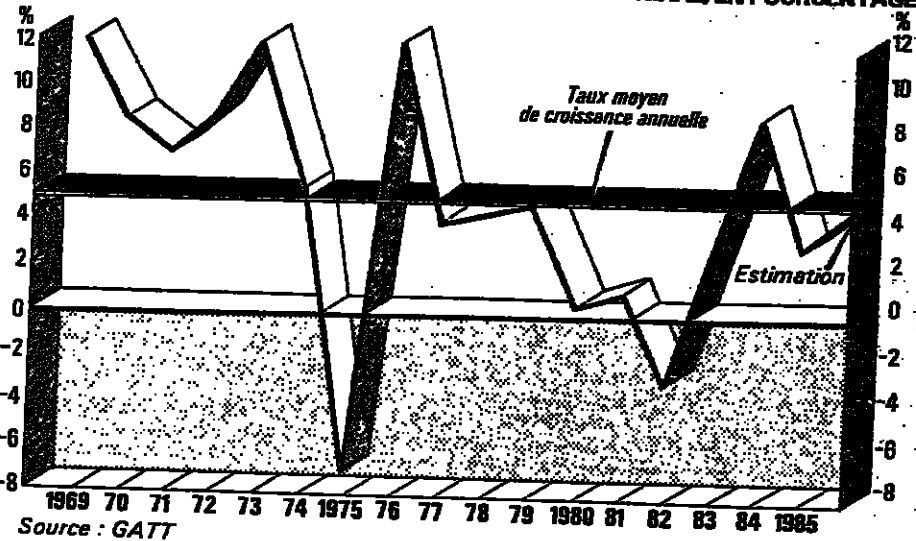
gression des premiers avait toujours été supérieure à l'augmentation de la production mondiale (même si les services non compris). Ainsi les exportations internationales de marchandises ont-elles augmenté en moyenne de 9 % entre 1963 et 1973.

de 4 % entre 1973 et 1979 et de 2 % entre 1979 et 1984 contre respectivement 6 %, 3 % et 1,5 % pour la production. En 1984, même l'écart a été grand (9 % et 5,5 %) : mais il est disparu l'an dernier (3 % et 3,1 %).

Cependant, à l'image de ce qui s'est passé en 1970-1971 et en 1977, la croissance du commerce mondial pourrait à nouveau s'accroître, estimant les experts. L'évolution récente des prix et des taux de change devrait, selon eux, stimuler l'activité économique, en particulier dans les pays industrialisés et les régions en développement qui ne dépendent pas trop de la production et du commerce des matières premières alimentaires et minérales. Toutefois l'interaction de ces mouvements est « si complexe » qu'il est difficile d'en prévoir toutes les répercussions sur les économies nationales et les groupes de producteurs ou de consommateurs.

Quant à la baisse des prix du pétrole, elle ne peut suffire à ramener l'économie mondiale sur la voie de la croissance propre : quelle a été entre 1950 et 1973, compte tenu des rigidités et des distorsions du marché encore existantes. Circulation oblige.

VARIATIONS ANNUELLES DU VOLUME DU COMMERCE MONDIAL, EN POURCENTAGE



Source : GATT

Excédent de 262 millions des paiements courants britanniques.

En dépit de la chute des cours du pétrole, la Grande-Bretagne a enregistré un confortable excédent de 262 millions de livres de sa balance des paiements courants en février, contre un déficit de 12 millions un an auparavant. Les résultats du mois dernier peuvent difficilement être comparés à ceux de janvier, provisoirement gonflés par 600 millions de livres de restitution budgétaire de la CEE et qui avaient permis à Londres d'enregistrer un excédent exceptionnel de 1,14 milliard de livres. Mais, si février a de nouveau été marqué par une dégradation du commerce extérieur, qui a accusé un déficit de 338 millions de livres contre un excédent de 140 millions en janvier, ce solde négatif a été largement converti par l'excédent des « invisibles », officiellement estimé à 600 millions de livres.

dans les échanges commerciaux de la planète.

L'an dernier, le commerce mondial n'avait progressé que de 3 % en volume — pour se situer à 1 910 milliards de dollars, en deçà du chiffre record atteint en 1981 (1 960 milliards). Ce résultat correspond à la moyenne des dix années écoulées, mais il ne représente qu'un tiers de la hausse enregistrée en 1984. En fait seules les exportations d'articles manufacturés (65 % du commerce mondial) ont en 1985 été dynamiques (+ 5 %), alors que celles des produits agricoles (13 %) et minéraux (22 %) ont baissé (respectivement de 2,5 % et 3 %).

Le ralentissement des échanges internationaux a surtout été lié à une baisse des exportations et des importations des pays en développement qui sont revenus en 1985 à une inquiétante politique d'ajustement. Les résultats commerciaux de l'Asie du Sud-Est ont notamment été en nette régression, de 5 % à 25 % pour l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande.

Les échanges ne tireraient plus la croissance. Depuis la guerre la pro-

LES VINGT PRINCIPAUX EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS EN 1985

Exportations	Valeur	Importations	Valeur
Etats-Unis (1)	206	Etats-Unis (1)	359
Allemagne (Rép. féd.) (2)	182	Allemagne (Rép. féd.) (2)	157
Japan (3)	176	Japan (3)	129
France (5)	162	Royaume-Uni (4)	109
Royaume-Uni (4)	101	France (5)	106
Canada (7)	88	Italie (6)	90
URSS (6)	86	Canada (8)	82
Italie (8)	78	URSS (7)	79
Pays-Bas (9)	68	Pays-Bas (9)	65
Belgique-Luxembourg (10)	53	Belgique-Luxembourg (10)	55
Taiwan (12)	51	Chine (19)	40
Corée (Rép.) (14)	30	Corée (Rép.) (12)	31
Suède (13)	30	Suède (13)	31
Hongkong (15)	30	Espagne (14)	30
Suisse (17)	27	Hongkong (16)	30
Chine (18)	27	Suède (18)	28
Républ. (16)	26	Singapour (15)	26
Espagne (20)	24	Arabie saoudite (11)	25
Arabie saoudite (11)	24	Australie (17)	24
Singapour (20)	23	Taiwan (20)	20

En milliards de dollars, les importations comprennent — soit, assurance et fret — les chiffres entre parenthèses indiquent le rang en 1984. Sources : FMI-ONU.

Vers un recours aux marchés financiers

Sous le titre modeste de *Tableaux de la dette mondiale 1985-1986*, la Banque mondiale, non seulement publie un certain nombre de chiffres concernant l'évolution de l'endettement des pays pauvres, mais surtout exprime les frustrations et la déception éprouvée par les organisations internationales face à ce problème.

La principale source de désenchantement vient du fait qu'en 1984 les organisations en question (Fonds monétaire international et Banque mondiale en tête) espéraient que la conclusion d'accords pluriannuels de réajustement des dettes rétablirait le crédit des pays fortement endettés, autrement dit restaurerait leur capacité d'emprunter à des conditions normales sur le marché. Ce calcul avait d'abord été fait à propos du Mexique, mais il s'est révélé être un leurre.

Aussi les chiffres globaux publiés par la Banque mondiale ne doivent-ils pas faire illusion. Ils font état d'une continuation de la progression de l'endettement total des pays en voie de développement. Selon les estimations des experts de la Banque mondiale, cet endettement total aurait atteint à la fin de 1985 l'équivalent de 950 milliards de dollars (contre 908 milliards en 1984) et devrait, à la fin de 1986, s'élever à quelque 1 010 milliards de dollars.

Sur ce montant, 815 milliards seraient constitués par des dettes à long terme, dont 60 % dues à des créanciers privés, c'est-à-dire essentiellement des banques commerciales. Cependant, est considérée comme dette à long terme toute dette supérieure à une année, si bien que ces chiffres ne donnent pas une idée réelle des pressions qui s'exercent sur les débiteurs.

Le rapport insiste sur deux phénomènes. Le premier est le très fort ralentissement de l'octroi des nouveaux crédits. Du reste, le paiement au titre des services de la dette à long terme aurait dépassé, en 1985, de 22 milliards de dollars les décaissements au titre des nouveaux prêts à long terme. On aurait encore réchoué, en 1985, l'équivalent de 87 milliards de dollars, un record. Les nouveaux délais de remboursement dépasseraient désormais quinze ans, tandis que la période de grâce (pendant laquelle aucun remboursement du capital n'est exigé) atteindrait désormais presque cinq ans.

Même les pays débiteurs dont la situation s'est améliorée hésitent à emprunter, préférant accepter le risque d'une croissance ralentie. Mais c'est surtout l'attitude des banquiers qui explique le coup de frein donné à l'octroi des crédits : d'un côté, les grandes banques se montrent plus hésitantes ; de l'autre, un certain nombre de petites banques, malgré les pressions (qualifiées d'« appels » dans le rapport) dont elles sont l'objet, ont réussi à réduire le total de leur engagement à l'égard des pays pauvres. Cette diminution aurait été, selon le rapport, de l'ordre de 13 %.

Une nouvelle contradiction

Le rapport publie notamment un tableau montrant l'amélioration du bilan des banques américaines due à la fois à l'augmentation de leur capital et à l'augmentation beaucoup plus faible de leurs nouveaux crédits aux pays en voie de développement. C'est ainsi que, pour les vingt-quatre plus grandes banques, le pourcentage de leurs engagements

envers de ces pays par rapport à leur capital est revenu de 200 % en 1982, pourcentage le plus élevé, à 148 % en 1985. La situation des petites banques est, en quelque sorte, meilleure puisque cette proportion est tombée de 73 % en 1982 à 42 % en 1985.

Le rapport souligne une nouvelle contradiction : dans la mesure où un certain nombre de banques ont réussi à diminuer leurs engagements, cela renforce les hésitations de celles qui continuent à prêter, car ces dernières ne veulent pas voir les nouveaux crédits qu'elles accordent servir à rembourser d'autres établissements concurrents.

L'autre phénomène que met en relief le rapport est le changement de physionomie des marchés financiers dont les pays les plus endettés sont actuellement les principaux victimes. Les prêts bancaires jouent désormais un rôle beaucoup moins important, les emprunteurs ayant de plus en plus recours à l'émission d'obligations et d'autres titres sur le marché.

« Les nouvelles techniques peuvent se révéler aussi grosses de risques que les eurocrédits accordés pendant les années 70 », note en passant le rapport, qui ajoute : « Cependant, à long terme, les pays en voie de développement pourraient bénéficier d'une plus grande libéralisation et d'intégration des marchés financiers nationaux et internationaux ».

Pour l'instant, très rares sont les pays en voie de développement qui ont accès aux marchés ; le rapport cite, parmi ceux qui ont pu y avoir accès, l'Algérie, la Chine, la Grèce, Hongkong, la Hongrie, l'Inde, la République de Corée, la Malaisie, le Portugal et la Thaïlande.

P. F.

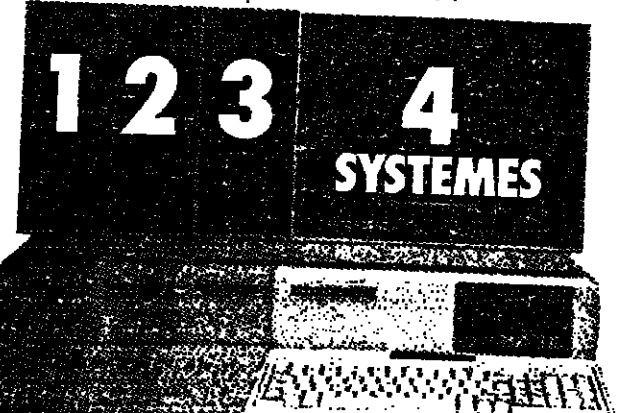
TOUJOURS S'AMÉLIORER



TANDY 1000

Vos objectifs d'aujourd'hui, demain vous chercherez à les améliorer. Avec votre ordinateur personnel TANDY 1000, c'est facile. Il vous est désormais proposé en 4 configurations évolutives. La version la plus complète offre un disque dur supplémentaire de 20 Mega-octets et pas moins de 640K MEV. Le TANDY 1000 est un outil de gestion idéal qui, selon la configuration choisie, répond parfaitement aux besoins actuels de votre entreprise, avec l'assurance de pouvoir accéder au palier supérieur, quand le développement de vos activités l'exigera.

Le TANDY 1000 est toujours fourni d'origine avec écran monochrome vert et progiciel DeskMate™ (6 programmes en 1). Exploitant le système MS™ DOS, il offre l'accès immédiat aux logiciels les plus répandus et les plus appréciés sur le marché.



TANDY

COMPUTERS

...l'évidence même

Les ordinateurs TANDY et accessoires sont disponibles dans les Centres Ordinateurs TANDY (les magasins TANDY des villes les plus importantes). Pour renseignements complémentaires, appelez notre Service Spécialisé au 01 47 10 10 10.

Retournez-nous ce coupon... réponse immédiate assurée. Je désire plus d'informations sur le TANDY 1000

Prénoms : _____
Nom : _____
Adresse : _____
Localité : _____
Tél : _____
(ou joindre votre carte de visite)
A renvoyer à TANDY FRANCE - Division Ordinateurs
Immeuble "Les 3 Fontaines" - BP 147 - 95022 CERGY-PONTOISE.

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-RESTAURANT

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344



CHUTE DE CHEVEUX PAS DE MIRACLE

Lors d'un entretien gratuit, Dominique LAVIGNE sélectionnera avec vous, d'un coup de rasoir, les raisons et de vous apporter des solutions.

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
Tél. 42-60-69-02 - Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10h30 à 19h30

AFFAIRES

Les P et T devraient perdre la tutelle des industries électroniques

« Recentrer les P et T sur les prestations de services aux usagers », M. Gérard Longuet, le nouveau secrétaire d'Etat aux P et T, a levé, le 26 mars, le voile sur la politique qu'il entend mener, au cours d'une tournée dans différents bureaux de postes et centres de télécommunications de la région parisienne. M. Longuet a précisé qu'il exposerait en détail les lignes de son action devant les députés, « qui en régime parlementaire ont la priorité des informations ».

Le recentrage de son administration devrait se traduire d'abord par le transfert de la tutelle des industries de l'électronique aux services de M. Alain Madelin, ministre en titre de l'Industrie, du Tourisme, mais aussi des P et T. Les rôles respectifs du ministère et du secrétariat d'Etat seraient ainsi « clarifiés ». Le nouveau gouvernement revendrait ainsi sur une mesure, prise par les socialistes, de rattachement de l'information et de la bureautique aux télécommunications. Rattachement qui s'expliquerait par le concept de « filière électronique », et, surtout, par des considérations financières : le ministère de l'Industrie est pauvre, celui des P et T est riche. Juste avant les élections, une délégation générale à la stratégie (DGS), comprenant deux cents personnes, avait été créée aux P et T pour coordonner cette tutelle sur l'électronique et affecter les quelque 10 milliards de francs de dotation annuelle au capital des entreprises nationales (COG, Thomson, Bull, CGCT, Matra...) et des crédits d'études. On peut penser que la DGS sera, soit rattachée à M. Madelin, soit purement et simplement dissoute.

Un marché porteur

M. Longuet a ensuite insisté sur la poste, qui doit retrouver dynamisme et confiance en son avenir. « Le marché du courrier reste porteur », estime M. Longuet, qui ne veut pas considérer qu'il a hérité d'un Crésus, les télécommunications, et d'un Job : la poste. « Les P et T doivent marcher sur deux

jambes ». Par ailleurs, M. Longuet a indiqué qu'il souhaitait trouver, en coordination avec M. Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, une solution qui assure la protection des agents des P et T lors du ramassage des recettes des cabines téléphoniques. Le problème est posé par les syndicats depuis l'assassinat, par deux malfaiteurs, d'un employé parisien en décembre dernier (*Le Monde* du 12 décembre). La promesse de M. Longuet sur la sécurité des agents ne devrait pas lui coûter trop cher puisque les cabines à pièces doivent disparaître très rapidement, remplacées par des cabines à carte...

L'essentiel était en fait de rassurer les fonctionnaires, en particulier les postiers. Très inquiets par la plate-forme UDF-RPR, qui prévoit de transformer la direction générale des télécommunications (DGT) en entreprise publique, ce qui se traduirait par la coupure de la poste et des télécoms, si redoutée par les postiers, les syndicats ont accusé froidement MM. Madelin et Longuet, considérés comme « ultra-libéraux ». Mettre en œuvre la politique définie par la plate-forme passe donc par « un préalable », comme on l'affirme dans l'entourage du secrétariat d'Etat, celui du retour de la confiance des postiers. La réforme des structures risquerait, sinon, de provoquer ce que l'on reconnaît être « une réaction légitime » de leur part.

M. Longuet, qui souhaite par ailleurs rétablir la vérité des prix et la vérité budgétaire, a indiqué que le problème « du prélèvement » effectif depuis 1983 pour le ministère des finances dans le budget des P et T, ne serait pas abordé lors du collectif budgétaire 1986, mais qu'il fera l'objet d'un examen lors de la préparation du budget 1987. D'autre part, au sujet de la « déreglementation » des télécommunications, c'est-à-dire de l'abandon du monopole sur certains services avancés, M. Longuet a indiqué qu'il fixerait sa philosophie avant l'été.

E.F.B.

CONJONCTURE SOCIAL

En RFA

L'INFLATION NE DÉPASSERA PAS 0,5 % EN 1986

Grâce aux effets conjugués de la baisse du dollar et du pétrole, l'inflation ne dépassera pas 0,5 % cette année en RFA, contre 2,2 % en 1985, a affirmé le 26 mars le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger. Une prévision confortée par les chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden : la hausse des prix entre mars 1985 et mars 1986 est revenue à 0,1 % contre 0,7 % sur douze mois en février. La RFA retrouve ainsi une stabilité des prix qu'elle n'avait pas connue depuis le début des années 50.

Les autres estimations présentées par M. Schlesinger confirment par ailleurs que l'année 1986 a toute chance d'être exceptionnelle pour les Allemands. La balance commerciale devrait notamment se solder par un excédent de 85 milliards de marks contre 73,3 milliards en 1985, grâce à une baisse en valeur des importations. La Bundesbank continue de tablir sur une croissance du produit national brut de 3,5 % cette année.

Par ailleurs, le ministère des finances a annoncé que l'assainissement du budget fédéral s'était réalisé plus rapidement que prévu en 1985, le déficit public atteignant 22,8 milliards de marks et non 25 milliards comme le pensaient les autorités de Bonn. L'augmentation de 2,1 % seulement, et non de 3 % comme prévu, des dépenses fédérales, l'accroissement légèrement plus rapide des recettes de l'Etat, sont à l'origine de ce phénomène.

En France

L'INSEE CONFIRME LA BAISSE DES PRIX DE 0,2 % EN FÉVRIER

Les prix à la consommation en France ont baissé de 0,2 % en février, a confirmé l'INSEE, mercredi 26 mars. L'indice, qui était de 140,4 en janvier (base 100 en 1980), s'est établi à 140 en février. Sur les douze derniers mois, les prix ont augmenté de 3,4 % contre 4,2 % en janvier. En février, les prix des produits manufacturés ont baissé de 0,8 %, tandis que ceux des services progressaient de 0,3 % et ceux des produits alimentaires de 0,2 %. La chute des prix des produits pétroliers a provoqué une diminution de 0,5 point dans l'indice général des prix. L'absence de hausse des tarifs publics ainsi que le report en avril du relèvement de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) ont contribué à renforcer le mouvement de baisse.

AGRICULTURE

Washington envisagerait de limiter les importations de vins et de produits laitiers en provenance de la CEE

Au nom de la réciprocité du préjudice commercial subi, les Etats-Unis s'apprêteraient à imposer des quotas sur les importations de vin et de produits laitiers en provenance de la Communauté économique européenne et à augmenter les droits de douane sur un ensemble d'autres produits. Ces mesures auraient été arrêtées, mercredi 26 mars, après une réunion restreinte du cabinet.

Il s'agit, dans l'esprit de Washington, de réagir face aux pertes qu'entraînent pour les ventes américaines de soja et de maïs l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté. En effet, au nom de la préférence communautaire, ces pays devront s'approvisionner prioritairement dans les pays de la CEE.

Le choix du vin comme objet de la rétorsion s'explique : c'est en valeur le produit européen le plus

exporté aux Etats-Unis. Bien que la baisse du dollar ait affaibli la pression de la concurrence européenne, une limitation des importations donnerait aussi satisfaction aux viti-culteurs américains, californiens surtout, qui ont à plusieurs reprises tenté d'imposer des droits sur les importations.

Même s'il ne s'agit, pour le moment, que de faire monter la pression, ces mesures visent en particulier la France, qui exporte vin et fromages (pour lesquels il existe déjà un contingentement d'ailleurs) aux Etats-Unis. Dans le même temps, le président Reagan s'efforce d'atténuer les aides à l'exportation les plus voyantes : ainsi le programme de trois ans de subventions en nature (PIK programme) a été réduit de moitié, de 2 à 1 milliard de dollars.

Editions L'HERMÈS

« Le droit constitutionnel est l'interprétation juridique du pouvoir politique »

736 p. ; 1^{re} éd. ; 135 F

L'HERMÈS

31 r. Pasteur LYON 7
23 r. du Départ PARIS 14

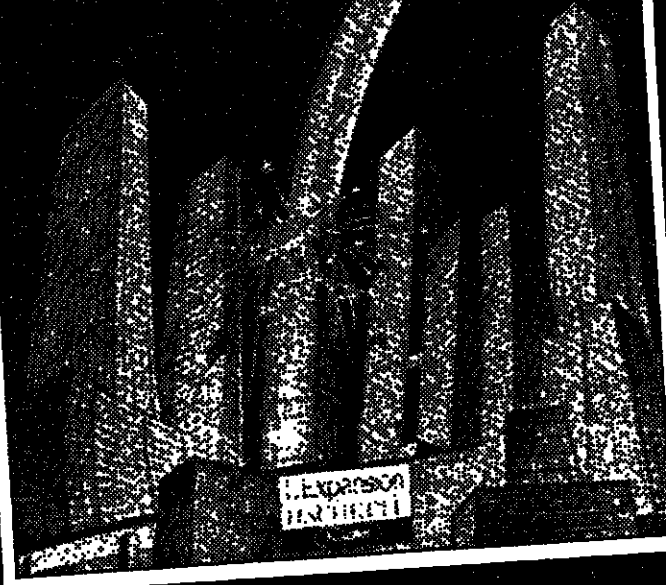
UN CLIENT HEUREUX FAIT TOUTE LA DIFFERENCE



Philippe Bloch, Dominique Xarbo

Service Compris

Les clients heureux font les entreprises gagnantes



Les entreprises gagnantes sont celles qui relèvent le défi d'aujourd'hui : répondre à l'exigence croissante de leurs clients.

ELLES SAVENT :

- se mettre dans la peau du client
- le séduire
- le respecter
- l'écouter
- le comprendre
- le satisfaire
- lui sourire et l'aimer

Le livre qui vous donne les armes du succès.

L'Expansion
HACHETTE

مكتبة من الأصول

SOCIAL

D'abord, continuer...

(Suite de la première page.)

Enfin, un salarié à temps plein sur six préférerait travailler entre trente et trente-cinq heures par semaine avec une réduction de salaire correspondante. Enfin, 56 % des travailleurs européens acceptent que le salaire varie pour le même travail en fonction de l'efficacité de chacun.

La fameuse « flexibilité » qui n'a pas attendu que le législateur la consacre pour se manifester contractuellement dans de nombreuses entreprises, était entendue surtout jusqu'alors dans le domaine des conditions et des horaires de travail. S'attendra-t-elle demain aux salaires ?

Déjà en décembre 1983, M. Delors lançait dans le *Nouvel Economiste* une théorie du salaire en trois parties : le « salaire-parti », - part du gâteau qui doit revenir au salarié quel que soit son secteur - ; le « salaire spécifique » qui doit être fonction des performances de l'entreprise ; et enfin le « salaire-promotion », traduction de la récompense individuelle.

Ira-t-on vers un système d'inspiration japonaise où au-delà d'un noyau dur de rémunération, on fait varier le surplus suivant les résultats de l'entreprise (3). Ouvrirait-on la voie de cette « économie de partage » dont parle Martin Weitzman (4) et qui aurait non seulement comme vertu de mieux associer la compétitivité des entreprises mais de réduire le chômage en freinant les licenciements. L'auteur voit dans sa formule une véritable sortie du salariat. « En régime de partage, écrit-il, la rémunération d'un travailleur est directement et automatiquement ajustée grâce à un indice représentatif de la santé de l'entreprise, par exemple le bénéfice par travailleur ou le prix du produit. »

Le « nouveau cours »

On voit mal comment les syndicats pourraient d'emblée accueillir favorablement un mécanisme qui, bien que d'apparence très libérale, complacerait une rigidité par une autre et les négociations par un automatisme. Cela dit, rien n'empêcherait que l'on contracte sur une dose de souplesse à introduire dans le niveau de salaires en fonction des résultats de l'entreprise.

C'est à améliorer le fonctionnement des dispositifs mis en place grâce aux lois Auroux que les chefs d'entreprise devraient également s'atteler, dans la nouvelle conjoncture politique. Ce qui ne veut pas dire tirer à eux la couverture comme d'anciens pour être tentés de le faire, mais au contraire donner sa plénitude au droit d'expression des salariés.

L'expérience menée jusqu'ici est enrichissante et devrait conduire à

de nouvelles négociations multiples et décentralisées. Il n'est quand même pas banal que la gauche, avec l'accord de certaines centrales syndicales, ait pris le risque de les court-circuiter, de les dépouiller de la base en créant un droit d'expression directe et collective. Pas banal non plus que le déléguement, si à la mode aujourd'hui, soit en germe dans les lois Auroux.

Sait-on, en effet, qu'elles bouleversent 354 articles du code du travail, l'Elet signifiait en fait que c'était là sa dernière intervention, les partenaires sociaux devant trouver par la négociation les dispositions permettant à l'entreprise de fonctionner dans les meilleures conditions avec le consensus des salariés (5). Plus de quatre mille accords signés et des réunions d'expression dans dix mille entreprises, c'est là un succès qui montre à quel point étaient ridicules les premières réactions du patronat et des cadres dénonçant une « soviétisation de l'entreprise ».

En fait, ce sont des dangers en sens inverse qui guettent : la récupération par les dirigeants des forces de contestation, l'écrasement du fait syndical, le nouvel essor du corporatisme, toutes choses qui, à la faveur du « nouveau cours », politique, ne sont pas de vaines craintes.

Déjà, de nombreux « groupes d'expression » rencontrent sur le ter-

rain des difficultés qui pourraient s'amplifier si l'esprit d'origine n'y est plus : ambiguïté de la position des représentants hiérarchiques, interlocuteurs insaisissables en face du groupe, détermination floue du champ d'application du droit d'expression, mauvaise humeur des militants syndicalistes qui ne savent plus trop quel rôle ils ont à jouer sur ce terrain (6).

D'abord, continuer... Tel devrait être le slogan de tous ceux qui ont perçu les forces du progrès, de solidarité, d'adaptation à la mesure de l'homme dans cette nouvelle façon de vivre l'entreprise. Les clivages politiques n'ont rien à faire ici.

PIERRE DROUIN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE LEBON

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Roger Faluet-Marmont le 19 mars 1986 pour arrêter les comptes de l'exercice 1985.

Ceux-ci se soldent par un bénéfice de 43 666 053 F, qui incorpore des plus-values de cessions à long terme de 13 056 339 F.

Ce résultat peut être comparé favorablement à celui de l'exercice précédent : 40 964 765 F, qui incorporait 24 956 952 F de plus-values à long terme.

Le conseil propose à l'assemblée générale du 26 mai 1986 un dividende de 24 F par action, contre 20 F en 1985, et 30 F contre 30 F avec avoir fiscal.

locafinancière

Au cours de l'exercice 1985, la société a contracté des engagements nouveaux pour un montant de 138,18 millions de francs, ce qui a porté le total des engagements bruts à 1 382,80 millions de francs.

Le résultat de l'exercice s'établit à 57 141 645,53 francs, contre 50 478 558,80 francs en 1984, soit une progression de 13,20 %.

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Dominique Nouvellet, a décidé, dans sa séance du

20 mars 1986, de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende unitaire de 27,87 francs, contre 26,01 francs en 1984, soit une progression de 7,15 %. Il est rappelé qu'en 1985 le capital a augmenté de 4,07 % à la suite de l'exercice de l'option en faveur du paiement du dividende en actions. Les actionnaires se verront à nouveau offrir la faculté d'opter pour le paiement sous forme d'actions nouvelles de la société créées jouissance 1^{er} janvier 1986.

(Publicité)

SURGÉNÉRATEURS

Les personnels de Novatome s'adressent à vous

Notre entreprise est chargée de l'ingénierie des réacteurs avancés et en particulier des réacteurs surgénérateurs destinés aux centrales nucléaires de l'E.D.F.

Elle comprend actuellement environ 700 personnes et achève Superphénix 1 à Creys-Malville, le plus puissant surgénérateur du monde, en collaboration avec le C.E.A., l'E.D.F. et l'industrie dans le cadre d'une coopération européenne.

Fin 1985, notre Direction nous a annoncé :

- le transfert total de notre Entreprise de Paris à Lyon d'ici à septembre 1986 ;
- la réduction de 50 % des activités d'étude du projet suivant, Superphénix 2.

Nous nous sommes trouvés brutalement devant le choix suivant :

- suivre notre entreprise à Lyon, avec ou sans famille, sans aucune garantie pour notre emploi futur,
- refuser ce transfert et être licenciés.

Confrontés à cette situation, une grande partie d'entre nous ont dès aujourd'hui refusé le transfert.

Alors que cette filière de réacteurs nucléaires est reconnue comme une des principales réponses aux problèmes énergétiques mondiaux du prochain siècle, ce démantèlement va démanteler en 6 mois des équipes que le pays a mis 20 ans à former. Nous souhaitons que la France, largement en tête dans ce domaine, continue à y jouer un rôle moteur.

La Direction, en accord avec les Pouvoirs publics, refuse toute négociation avec nos représentants sur la charge future de travail, donc le maintien de nos emplois et qualifications professionnelles d'une part, et sur les conditions de transfert d'autre part.

Une telle attitude ne cache-t-elle pas une volonté de réduire nos effectifs en vue d'une mise en veille technologique des surgénérateurs ?

Lorsque de tous les horizons, les discours sur les technologies de pointe, sur la modernisation, sur la mobilité des salariés prennent une ampleur grandissante, voilà quelle est la réalité dans notre entreprise pourtant porteuse d'une technique énergétique d'avenir.

Le Plessis-Robinson, le 5/3/86.

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à : Monsieur AUFORT Claude 45-37-60-13, Monsieur BRELAUT Lucien 45-37-60-76, Monsieur PONS Gérard 45-37-64-82.

NOVATOME - La Boursidière R.N. 186
92357 LE PLESSIS ROBINSON CEDEX

47 salariés de Novatome ont été opposés à cette publication. Celle-ci a été financée par les contributions de 211 salariés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA

RÉSULTATS PROVISOIRES ET PERSPECTIVES

Lors de sa réunion du 25 mars, le conseil d'administration de la Société de Penarroya a examiné les résultats provisoires de l'exercice 1985 et les perspectives de l'année 1986.

Le résultat de l'exercice ressort en profit de 52 millions de francs, compte tenu de profits exceptionnels nets de 70 millions de francs représentant la différence entre 454 millions de plus-values de cessions d'actifs provenant pour l'essentiel de la vente de la participation dans la société paraguayenne Soudor et des provisions exceptionnelles, d'autre part, pour 384 millions de francs (Italie notamment).

La capacité d'autofinancement, hors cessions d'actifs et hors variations de cours des valeurs, s'élève à 5,66 % de 5 millions de francs et les fonds propres reviennent de 282 millions à 246 millions de francs.

Sans la réalisation de ces profits exceptionnels, et hors différences de change, l'exercice 1985 aurait fait apparaître une perte de 75 millions de francs, imputable pour l'essentiel à la dégradation des cours des métaux au cours du deuxième semestre de 1985.

L'effet de cette baisse des cours du plomb et du zinc a été fortement amplifié par le repli du dollar vis-à-vis du franc depuis le début de l'année 1986, de sorte qu'un dépli des mesures déjà engagées de réduction des coûts l'exercice en cours devrait être affecté, suivant les dernières prévisions, par des résultats fortement négatifs.

La société étudie les mesures complémentaires à prendre pour faire face à cette nouvelle situation.

EURO-CROISSANCE

SICAV

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 24 mars a approuvé les comptes de l'exercice 1985 au terme duquel l'actif net de la société s'élevait à 346 millions de francs correspondant à une valeur liquidative de 444,73 francs par action, tandis que le montant distribuable atteignait 13 302 654,18 francs.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un coupon net de 15,79 francs auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,63 franc. Par ailleurs, sur proposition du conseil d'administration, elle a nommé en qualité d'administrateur, pour une durée de six ans, la Caisse nationale des barreaux français.

Le conseil d'administration réuni à l'issue de l'assemblée a fixé au lundi 7 avril 1986 la mise en paiement du dividende de l'exercice 1985, qui pourra être réinvesti en actions de la société en franchise de droit d'entrée jusqu'au 30 juin 1986 inclus.

D'autre part, le conseil a pris acte de la démission de son président, M. Lucien Ogier, en le remerciant de son activité au service de la société pendant les 15 dernières années de sa présidence et il a exécuté ses fonctions.

Pour le remplacer, et sur proposition de M. Lucien Ogier, le conseil a élu M. Jean-Honoré Barth aux fonctions de président d'Euro-croissance.



Au cours de sa séance du 7 mars 1986, le conseil d'administration a examiné les comptes de la Banque financière parisienne (BAFIP) pour l'exercice 1985.

Avec les plus-values réalisées sur les actions Compagnie parisienne de réassurance cédées dans le cadre de l'OPRV lancée en décembre dernier, le bénéfice net consolidé de la BAFIP et de sa filiale à 99,5 %, la Financière La Pérouse, s'élève à 119,6 millions de francs (part du groupe), soit 99,70 F par action. Le bénéfice net de la BAFIP seule est de 96,5 millions de francs et celui de la Financière La Pérouse de 23,2 millions de francs.

Sans ces mêmes plus-values, le bénéfice net consolidé de la BAFIP et de la Financière La Pérouse ressortirait à 47,6 millions de francs, en doublant par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net consolidé par action à 39,70 F (+ 51 %). Le bénéfice net de la BAFIP seule ressortirait à 39,5 millions de francs et celui de la Financière La Pérouse de 8,1 millions.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 20 F par action (contre 13 F au titre de 1984) dominant, avec l'avoir fiscal de 10 F, un total de 30 F par action.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330



BANQUE PARIBAS

BÉNÉFICE NET EN PROGRESSION DE 52,7 %

Le conseil d'administration de la Banque Paribas, réuni le 20 mars 1986 sous la présidence de M. Jean-Yves Haberer, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

PROGRESSION DES FOND PROPRES

Le conseil d'administration de la Banque Paribas, réuni le 20 mars 1986 sous la présidence de M. Jean-Yves Haberer, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Le total du bilan représente 246 milliards de francs contre 238 milliards de francs en 1984, soit une croissance de 3,4 %, qui se décompose en une progression de l'ensemble des actifs en francs de 16,1 % et une diminution des actifs en devises de 1,3 %, liée à la baisse du dollar au cours de l'année 1985.

Les crédits à la clientèle sont, en France, en diminution de 4,6 % par rapport à l'exercice précédent, et atteignent au 31 décembre 1985 59,9 milliards de francs, les crédits consentis en devises diminuant de 11,6 % alors que les crédits libellés en francs ont progressé de 0,4 %. Les crédits consentis par les succursales à l'étranger, traduits en francs français, sont en baisse de 5,6 % et représentent au 31 décembre 1985 55,6 milliards de francs. Au total, l'ensemble des crédits de la Banque Paribas s'élève au 31 décembre 1985 à 115,5 milliards de francs, en retrait de 5,1 % par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts de la clientèle ont augmenté de 9,5 % en France et de 36,7 % dans les succursales à l'étranger. Globalement, les dépôts de la clientèle sont en progression de 27,6 % et représentent au 31 décembre 1985 63,4 milliards de francs, contre 53,4 milliards en 1984, soit une progression de 18,9 % (contre 66,4 % en 1984) ont été collectés par les succursales à l'étranger. La couverture des crédits à la clientèle par les dépôts s'améliore ainsi sensiblement d'une année sur l'autre, en passant de 42 % à 56 %.

FORTE CROISSANCE DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

La Banque Paribas a poursuivi sa politique de développement des opérations de marché, qui s'est traduite en 1985 par des performances remarquables.

Sur le marché français des capitaux, la Banque Paribas a, en 1985, dirigé 29 emprunts pour un montant de 49 milliards de francs, ce qui la classe au premier rang des banques françaises.

Sur le marché international, la Banque Paribas, via sa filiale Banque Paribas Capital Markets, a dirigé 56 émissions pour un montant de 3,4 milliards de dollars, ce qui la classe au deuxième rang mondial et au premier rang des banques françaises. Elle a été particulièrement active sur le marché de l'ECU où, ayant dirigé 27 émissions pour un montant de 1,6 milliard de dollars, elle se classe au premier rang mondial.

Enfin, dans le domaine des opérations de swaps à moyen terme, la Banque Paribas est toujours l'un des principaux opérateurs du marché, avec environ 7 milliards de dollars de contrats signés en 1985.

PROGRESSION DES FOND PROPRES

Le conseil d'administration de la Banque Paribas a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985. Le total du bilan représente 246 milliards de francs contre 238 milliards de francs en 1984, soit une croissance de 3,4 %, qui se décompose en une progression de l'ensemble des actifs en francs de 16,1 % et une diminution des actifs en devises de 1,3 %, liée à la baisse du dollar au cours de l'année 1985. Les crédits à la clientèle sont, en France, en diminution de 4,6 % par rapport à l'exercice précédent, et atteignent au 31 décembre 1985 59,9 milliards de francs, les crédits consentis en devises diminuant de 11,6 % alors que les crédits libellés en francs ont progressé de 0,4 %. Les crédits consentis par les succursales à l'étranger, traduits en francs français, sont en baisse de 5,6 % et représentent au 31 décembre 1985 55,6 milliards de francs. Au total, l'ensemble des crédits de la Banque Paribas s'élève au 31 décembre 1985 à 115,5 milliards de francs, en retrait de 5,1 % par rapport à l'exercice précédent.

POURSUITE DE LA CROISSANCE DES RÉSULTATS

Le produit net bancaire, qui s'élève à 5 547 millions de francs en 1985 contre 4 673 millions de francs en 1984, est en augmentation de 18,7 % par rapport à l'exercice précédent, et le résultat brut d'exploitation - avant impôt, amortissements et provisions - passe de 2 614 millions de francs en 1984 à 3 300 millions de francs en 1985, et progresse ainsi de 26,2 %.

La Banque Paribas, poursuivant sa politique de prudence en matière d'appréciation des risques compte tenu de la situation économique mondiale et des difficultés financières des pays fortement endettés, a constitué d'importantes provisions en France et à l'étranger : l'excédent des provisions constituées sur les provisions reprises, en hausse de 28,6 %, s'élève à 2 431 millions de francs en 1985, contre 1 890 millions de francs en 1984.

Le bénéfice net de l'exercice s'établit à 302,5 millions de francs, contre 198,1 millions de francs pour l'exercice précédent, ce qui représente une progression de 52,7 %.

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire d'affecter 33 millions de francs à la réserve légale, afin de la porter au dixième du capital social, et de distribuer à chaque action ordinaire un dividende de 14 francs, contre 13 francs pour l'exercice précédent. Compte tenu de la rémunération affectée aux certificats d'investissement privilégiés détenus par la Compagnie financière de Paribas (67,1 millions de francs), la distribution globale de la Banque Paribas représentera 227,1 millions de francs. Le solde du résultat sera porté au report à nouveau, qui s'établira ainsi à 239,5 millions de francs.

Le Simco UNION POUR L'HABITATION

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 MARS 1986

Le conseil d'administration, réuni le 24 mars 1986, sous la présidence de M. Maurice Gontier, a pris connaissance de l'activité de la société et arrêté le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Le capital social a été augmenté en numéraire de 22 582 800 francs, le montant à 781 332 800 francs à l'occasion du paiement partiel en actions de la société du dividende de l'exercice 1984. Les souscriptions ont porté au total sur 90 640 000 francs.

Les comptes de l'exercice font apparaître, après dotation aux amortissements et provisions de 19 508 000 francs, un bénéfice de 195 566 746 francs, dont 4 488 000 francs de plus-values nettes sur ventes d'appartements, contre un bénéfice de 175 714 000 francs, dont 6 306 000 francs de plus-values au titre de l'exercice 1984.

Il sera proposé à l'assemblée générale convoquée pour le 14 mai 1986 :

- distribuer un dividende de 23 francs par action, contre 22 francs au titre de l'exercice 1984 ;
- affecter 0,18 franc au report à nouveau.

La société a poursuivi la modernisation de son patrimoine : elle a achevé la construction de l'immeuble de soixante-dix appartements rue des Ardennes, à Paris 19 ; elle a réalisé la rénovation totale de l'immeuble de 2 082 m² de bureaux rue de la Procession, à Paris 13^e, le locataire est entré dans les lieux dès l'achèvement le 1^{er} décembre 1985 ; elle a procédé à la rénovation d'un petit immeuble venant 26, rue de la Villette, à Paris 19^e, compris dans l'ensemble immobilier de la rue Delouvain.

- le « Pyramide » à Boulogne-sur-Seine : cet immeuble de 1 565 m² de bureaux a été acquis en juillet 1985 et rénové. Les travaux ont été pratiquement achevés fin 1985 et l'immeuble loué dès le 1^{er} février 1986 ;
- le « Daguerra », à Saint-Ouen-l'Auxois : cette opération porte sur un ensemble de 5 870 m². La totalité des locaux a été louée dès la fin des travaux en mars 1986 ;
- le conseil a décidé, sous diverses conditions suspensives, l'achat d'un terrain de 850 m² à Paris, 16^e, rue La Fontaine, pour réaliser la construction de vingt et un appartements et de deux chambres. L'immeuble devrait être livré à la fin de l'année 1987.

Les ventes ont été poursuivies sur les quatre immeubles de Vitry-sur-Seine, Rungis, Saint-Cyr-l'École et Orange (Vaucluse), elles ont porté sur cinquante-deux appartements pour un montant total de 15 715 000 francs.

Les actionnaires seront convoqués en assemblée générale extraordinaire, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, le 14 mai 1986, en vue d'autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, de 781 332 800 francs à 1 000 000 000 de francs pour permettre à la société d'accroître son développement et la modernisation de son patrimoine.

La même assemblée générale aura également à statuer sur l'autorisation à donner au conseil d'administration de procéder à des augmentations de capital par souscriptions d'actions et options réservées aux salariés.

Le Monde

هكذا من الأصل

Au Liban

RAID ISRAËLIEN SUR DES POSITIONS PALESTINIENNES PRÈS DE SAÏDA

L'aviation israélienne a effectué, jeudi 27 mars, un raid sur des positions palestiniennes dans le camp de réfugiés de Mieh-Mieh, au sud-est de Saïda, chef lieu du sud du Liban, faisant, selon un premier bilan, près de vingt tués ou blessés. Les avions israéliens ont piqué à trois reprises des positions de la résistance palestinienne à l'intérieur et aux abords du camp de Mieh-Mieh, notamment sur la colline Sérop. Les défenses anti-aériennes des organisations sont intervenues sans succès contre les avions israéliens, qui ont lâché pour leur part des bombes incendiaires, afin de parer à l'éventuel tir de missiles SAM.

C'est le deuxième raid aérien israélien contre des positions palestiniennes depuis le début de l'année. Le 29 janvier dernier, l'aviation israélienne avait attaqué le camp de Ain-El-Helouh, faisant un tué et quatre blessés, rappelle-t-on.

Selon certaines informations, le raid de jeudi matin est intervenu après qu'une roquette de katioucha eût été tirée un peu plus tôt du sud du Liban, atteignant une cour d'école dans la ville de Kiriati-Shmona (nord d'Israël). Quatre écoliers auraient été blessés. — (AFP, UPI).

En Australie

VOITURE PIÉGÉE A MELBOURNE

Melbourne. — L'explosion d'une voiture piégée devant un commissariat de police de Melbourne, ce jeudi 27 mars, a fait quinze blessés par projection de débris, a annoncé la police australienne.

Cinq autres explosions moins importantes ont suivi la première déflagration. Elles n'ont provoqué que des dégâts matériels.

Des équipes de déminage de l'armée et des unités d'élite de la police ont passé les environs du commissariat central au peigne fin et découvert des détonateurs et de la gelignite qui n'avaient pas explosé. Tout le nord de Melbourne a été évacué. L'explosion a été entendue dans tout le centre-ville. Selon un premier bilan, quinze personnes ont été hospitalisées, dont huit dans un état grave. Une femme sérieusement brûlée serait dans un état critique. — (AP).

Bourse de matin

FERMETÉ

A la veille d'un long week-end de quatre jours, la Bourse de Paris faisait preuve de fermeté le 27 mars, mais aucun indicateur n'était disponible en fin de matinée en raison d'une nouvelle panne de l'ordinateur de la Chambre syndicale, laquelle avait déjà empêché, la veille, la transmission des cotations aux journaux. Parmi les principaux titres en hausse, on relevait Louis Vuitton.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 26 MARS

Indicateur de séance (%) : + 2

VALEURS	Cours initial	Premier cours	Dernier cours
Accor	435	435	450
Agence News	1855	1875	1875
Air Liquide (L.T.)	852	860	873
Alcatel	482	470	470
Banque Paribas	1258	1250	1250
Bouygues	1915	1915	1935
Bourgeois	1110	1110	1125
B.S.M.	4130	4310	4280
Carrefour	3450	3375	3320
Chaparral S.A.	1210	1230	1245
Club Méditerranée	590	585	587
Dunlop	1154	1180	1180
ELF-Aquitaine	224	235,80	235,80
Endesa	2400	2400	2400
Leffargue-Capelle	1340	1350	1350
L. Vuitton S.A.	1105	1170	1205
Michelin	2880	3048	3020
Midi (Caf.)	5890	6000	6100
Midi-Hennessy	2170	2190	2210
Navig. Marse	875	898	898
Oréal (L.T.)	3480	3485	3480
Pernod-Ricard	1120	1135	1145
Preston S.A.	1070	1118	1120
Renault	700	710	715
Saatchi & Saatchi	675	701	707
Télécom France	3610	3640	3670
Thomson-CSF	1075	1120	1125
Total France	340,80	340,80	340,50
T.S.T.	2840	2730	2730
Veolia

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

A B C D F G H

LES MESURES SOCIALES ET LA CONCERTATION AVEC LES SYNDICATS

MM. Chirac et Séguin veulent agir avec prudence

Au moment où M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, commençait à recevoir les partenaires sociaux, M. Jacques Chirac a adressé, le 26 mars, une lettre aux dirigeants des cinq confédérations syndicales ainsi qu'à ceux du CNPF et de la CGPME. Le premier ministre leur indique qu'il a demandé à M. Séguin de les recevoir « pour procéder à un examen de la situation sociale, notamment dans le domaine de l'emploi, et recevoir vos suggestions et propositions ». Voulant instaurer « un dialogue constant et constructif (...) indispensable à l'équilibre des relations sociales dans notre pays », M. Chirac ajoute : « Ma priorité est, en effet, d'agir vite, par tous les moyens, pour lutter contre le chômage qui s'est accru ces dernières années dans des proportions inacceptables ».

M. Chirac veut « agir vite » mais tout se passe comme si, en raison notamment de l'attitude du président de la République, le gouvernement était contraint de se hâter lentement... Le projet de suppression de l'autorisation administrative préalable de licenciement était sorti du domaine des ordonnances, il donnera lieu à un débat parlementaire normal, ce qui pourra permettre à la nouvelle opposition de recourir à toutes les subtilités de la procédure parlementaire pour en retarder l'adoption.

Cette suppression pourrait intervenir progressivement, en commençant par les petites entreprises. Conscient que cette mesure n'est guère populaire dans l'opinion publique, MM. Chirac et Séguin semblent désireux d'agir avec prudence. Premier reçu le 26 mars par M. Séguin, M. André Bergeron a affirmé, à l'issue d'un entretien de

deux heures, que « les dossiers n'étaient pas encore ficelés ». Le secrétaire général de FO a indiqué qu'il avait abordé la question de la suppression de l'autorisation de licenciement « sans parvenir pour l'instant à aucune conclusion ». « Cette affaire est extrêmement délicate », a-t-il ajouté. Il faut la manipuler avec d'infimes précautions. M. Bergeron a estimé que ses « appels à la prudence ont été sans doute entendus », appels réitérés le même jour par la commission exécutive de FO. Il a demandé une relance des contrats emploi-formation pour les jeunes.

Décevoir le patronat

Si la prudence de MM. Chirac et Séguin sur la liberté de licenciement peut rassurer les syndicats, elle risque à contrario de décevoir le patronat, qui espérait que ce sujet figurerait dans les ordonnances. Intervenant, le 18 mars, devant l'assemblée permanente du CNPF, M. Yves Gattaz avait invité les chefs d'entreprise à s'adapter à cette nouvelle liberté : « Préparons-nous à agir dès que l'assouplissement des procédures et de la réglementation du travail sera une certitude durable : je vous en informerai et je vous demanderai alors d'embaucher sans arrière-pensée avec l'assurance de pouvoir ultérieurement adapter vos effectifs à l'activité de votre entreprise ».

Les mesures sur l'emploi des jeunes — autre priorité sur laquelle une action rapide était annoncée — ne feront pas davantage l'objet d'une ordonnance mais seront comprises dans le collectif budgétaire qui sera présenté à la fin avril. Sur ce sujet aussi, le gouvernement fait preuve de prudence au point de sem-

bler revenir sur certains de ses projets initiaux. Ainsi, en raison de l'hostilité de l'ensemble des syndicats, l'idée de créer un « SMIC-jeunes » — idée que le CNPF lui-même n'avait pas reprise à son compte dans son projet de réforme du SMIC, — inférieur de près de 15 % au salaire minimum interprofessionnel, paraît d'ores et déjà abandonnée.

Dans un tel contexte, les syndicats vont donc être tentés de modérer davantage encore la mise en œuvre des propositions sociales de la plate-forme RPR-UDF et de chercher à obtenir des négociations avec le patronat pour relancer la politique contractuelle. La commission exécutive de la CFDT a fait savoir, avant la rencontre le 28 mars entre MM. Séguin et Maire, qu'elle « ne se contentera pas d'exprimer son opposition à la suppression de l'autorisation de licenciement, aux dénationalisations et à la libération totale des prix mais fera un ensemble de propositions et de contre-propositions permettant de contribuer réellement à l'amélioration de la situation de l'emploi ».

De son côté, M. Henri Krasucki a affirmé, le 26 mars à Amiens, à la veille de sa rencontre avec M. Séguin, que « la CGT n'acceptera pas demain ce qu'elle refusait déjà hier en matière de déqualification et de flexibilité, surtout s'il doit y avoir aggravation ». Le secrétaire général de la CGT, qui en vingt mois n'a rencontré qu'une seule fois M. Fabius, laissant à son second, M. Vianney, le soin de maintenir les contacts avec les pouvoirs publics, recoupe en tout cas le dialogue avec le gouvernement. Mais l'issue de ce dialogue ne fait guère de doute.

M. N.

Le premier ministre et M. Balladur ont rendu visite à M. Giscard d'Estaing

M. Jacques Chirac a rendu visite à M. Valéry Giscard d'Estaing, le mercredi 26 mars en début de soirée, au domicile parisien de l'ancien président de la République. L'entretien a duré près de deux heures. Il a été qualifié par le premier ministre, à sa sortie, d'« amical » et de « normal ».

« Il était tout à fait normal que, prenant en charge les grands dossiers de notre pays en tant que chef de gouvernement, j'aie souhaité en parler avec l'ancien président de la République et bénéficier, ainsi, de sa connaissance des dossiers », a déclaré M. Chirac aux journalistes, après avoir été accompagné jusqu'à la porte par M. Giscard d'Estaing. « J'ajoute, a-t-il dit, que M. Giscard d'Estaing a mené une campagne d'union de l'ancienne opposition et de l'actuelle majorité très active et, compte tenu de l'idée que je me faisais des exigences de l'actuelle majorité, il était aussi normal que j'évoque avec lui, également, les problèmes politiques ».

M. Giscard d'Estaing, qui est l'hôte de l'émission « Questions à domicile », sur TF 1, le jeudi 27 mars, avait exprimé sa déception après le choix de M. Chirac et du RPR en faveur de M. Jacques Chaban-Delmas comme candidat à la présidence de l'Assemblée nationale. La visite du premier ministre, précédée par celle de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, était destinée à compenser le revers infligé à l'ancien chef de l'Etat.

« Je tenais à rendre visite au président Giscard d'Estaing, dont chacun sait le rôle éminent qu'il joue dans notre vie publique et le rôle

qui a été le sien dans deux grandes entreprises de redressement économique qu'il a conduites », a déclaré M. Balladur après avoir passé environ une heure au domicile de l'ancien président. « Il m'était particulièrement précieux, a-t-il ajouté, de recueillir ses avis et son jugement sur la situation de notre économie. Il a bien voulu me les donner et je lui en suis particulièrement reconnaissant. Nous sommes convaincus que je pourrais toujours recueillir, auprès de lui, ses avis sur les mesures à prendre ».

11 600 hectolitres de vin italien frelaté saisis à Sète et à Marseille

Les autorités italiennes auraient trouvé l'origine du « vin qui tue », dont des cargaisons ont été repérées à Sète et à Marseille.

Les établissements vinicoles Antonio Fusco, à Manduria (Italie du Sud), ont été placés sous séquestre. M. Fusco est soupçonné d'être l'un des fournisseurs, « au noir », c'est-à-dire sans facture, de la société Cirovagna de Narzole, dans le Piémont, d'où est parti le Barbera, trafiqué au métronome et dont la consommation a fait maintenant huit morts en Italie.

Cinq cents bouteilles de Barbera d'Asti millésimé 1984 ont été saisies, le 26 mars, dans le Bade-

Württemberg : elles contenaient 6,7 grammes de méthanol par litre. La norme européenne est de 0,2 gramme.

En France, les services de la répression des fraudes ont déclaré impropres à la consommation 11 600 hectolitres de vin italien importé par la SAPVIN, et 4 000 hectolitres à Sète). Une seule citerne de 260 hectolitres avait déjà été mise sur le marché. Elle a pu être récupérée dans le Val-de-Marne. Depuis le début de la semaine, l'ensemble des arrivages italiens est maintenant vérifié.

Sur le vif

Mimi s'ennuie

Vous avez vu les gros titres de vos journaux ce matin : malaise sur ordonnance. La petite guerre a commencé. Incidents de frontière. Ce sont des chiens, des chachals, des corbeaux, les confères. Fait toujours qu'ils dansent. Normal : qu'est-ce qui pousse le genre vers les kickees, c'est pas la joie, c'est la crise. Alors, ça y va.

Désolé de vous décevoir, mais c'est pas vrai, tout ça. Même s'ils ne se font pas contre-naturement des câlins en public, comme le ménage Chaban, ça marche très bien entre Chirac et Mitterrand. L'ordonnance sur l'autorisation de licenciement, s'il ne veut pas la signer, le président, quelle importance ? Mon Jacques s'en fout. Au contraire, c'est très bien. Il présentera son projet de loi au Parlement. Ça fera plaisir aux députés. Ça leur donnera l'occasion de piasterner, de se chamaille, de pérorer, bref, de se sentir exister.

En fait, l'ennui, le danger, c'est ça, justement, c'est qu'il commence à s'embêter tout seul dans son château, Mitterrand. Il n'a pas de quoi s'occuper. Son staff tourne en rond, désolé.

méditant, cancanier. Il paraît qu'il s'occupe même plus téléphoner à l'extérieur, rapport aux tables d'écoute déjà installées dans tout bunker par le père Piquet. Non, sérieux, c'est très inquiétant.

Il devrait se mêler, Chirac, et lui donner des petites choses à faire, à Mitterrand. Mais ça, il ne veut pas. Il est trop attentionné. Il a peur qu'il se fatigue, mon Mimi. Alors il lui a dit : l'Afrique, la francophonie, le Pacifique sud, les droits de l'homme, le sexe que ça ne vous intéresse pas vraiment, ça vous casse les pieds. On va vous en débarrasser. Ça vous laisse le temps de faire la sieste, de voir des films, de lire des romans, de vous repaîre un peu. La détermination, quoi !

Attention ! Déjà, ne donnez pas forcément la rime à entendre. L'oléolé est mûre de tous les vices. Il va être tenté de regarder ailleurs, Mitterrand. S'il veut être cocu, Chirac n'a qu'à continuer comme ça. Il va porter des cornes à ne jamais pouvoir passer la porte de l'Elysée.

CLAUDE SARRAUTE

M. Carignon chez les chasseurs en colère

M. Alain Carignon, le nouveau ministre de l'environnement, a assisté, mercredi soir 26 mars, au conseil qui a clos le congrès annuel des chasseurs, qui se tenait à Paris depuis deux jours. Le ministre a assuré les représentants des 1850 000 chasseurs de France de son souci de les écouter.

De fait, la colère gronde dans les milieux cynégétiques français après la publication des décrets du 7 et du 14 mars, dont ils jugent qu'ils ont été pris dans la précipitation, à la veille des élections, par M. Bouchardeau.

Le premier texte institue les conseils départementaux de la chasse et de la faune sauvage, organismes qui comprennent chasseurs, forestiers, agriculteurs et protecteurs de la nature, et que les préfets devront consulter avant de prendre toute mesure concernant la chasse.

Le deuxième texte traite du statut des gardes-chasse. Les présidents de fédération le dénoncent comme une remise en cause de leur pouvoir.

Le ministre s'est montré très ferme en ce qui concerne la création des conseils départementaux, considérant que les anciens textes « avaient été brûlés comme les vais-

seaux de Guillaume le Conquérant » (1). Il fallait donc appliquer le nouveau décret. Pour le statut des gardes, le texte sera étudié à nouveau.

M. Alain Carignon a, d'autre part, annoncé que M. Jean-Marie Ballu, qui fut le porte-parole de l'Office national des forêts, l'assisterait désormais en ce qui concerne les problèmes cynégétiques. Une nomination, qui devrait apaiser les craintes des chasseurs. M. Ballu ayant fait depuis longtemps preuve d'une grande compétence dans ce domaine.

G. L.

Sur

CFM

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,5 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (86,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,5 MHz)
à Douai (87,1 MHz)
à Valenciennes (87,1 MHz)
à Lens (87,1 MHz)

VENDREDI 28 MARS

FRED

dessinateur de BD sera « Face au Monde » avec CHRISTIAN VILLAIN et FRANCK NOBLESSE

Le numéro du « Monde » daté 27 mars 1986 a été tiré à 474521 exemplaires

OPTECH 2200

400 mégaoctets amovibles en 5" 1/4

la puissance et la sécurité du

DISQUE LASER

connecté à votre IBM PC, XT, AT et compatibles

ARCHIDOC

16.48.51.83.64

commerce du Marry-1830 Nanterre

VENDEZ

TOUTE L'ANNÉE

LIVRES - DISQUES

ALA

SACELP

2, rue de l'École-de-Médecine

angle 26, BOULEVARD Saint-Michel

Tél. 40.46.02.45 - 75006 Paris

M. Odéon - RER Luxembourg

LE BYBLOS

à côté des maisons à son "VILLAGE" de S^t TROPEZ

PHONE: 94.97.00.94 / TEL: 470.235 / 83.990

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

afin de mieux vous accueillir.

LE MEDICAMENT QUI REND FOU ?

Alerte chez les chercheurs ! Les antiacides utilisés pour neutraliser les « brûlures d'estomac » contiennent de l'aluminium. Ce métal est accusé de favoriser l'apparition de très graves troubles mentaux. L'aluminium facteur de démence sénile ? SCIENCE & VIE mène l'enquête.

Egalement dans ce numéro :

- Intelligence artificielle contre intelligence naturelle
- L'acupuncture est-elle explicable scientifiquement ?
- Pollution industrielle : guide confidentiel des installations les plus dangereuses
- L'aéronautique des balles de golf

SCIENCE & VIE



EN VENTE PARTOUT